



**RAPPORT  
ANNUEL  
2023**

**BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI**



**Banque Centrale de Djibouti**



# **RAPPORT ANNUEL**

**2023**

# Table des matières

Liste des tableaux	7
Liste des graphiques	9
Glossaire	10
Préface	13
<b>PREMIÈRE PARTIE : ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE DJIBOUTIENNE</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE 1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL</b>	<b>17</b>
<b>1. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE</b>	17
1.1. Économies avancées	18
1.2. Pays émergents et en développement	18
1.3. Économies africaines	19
1.4. Économies de la sous-région	20
<b>2. L'ÉVOLUTION DE L'INFLATION ET DES PRIX DES PRODUITS DE BASE</b>	22
<b>CHAPITRE 2 - ÉCONOMIE DJIBOUTIENNE</b>	<b>24</b>
<b>1. LE SECTEUR PRIMAIRE</b>	24
1.1. L'agriculture	26
1.2. L'élevage	26
1.3. La Pêche	27
<b>2. LE SECTEUR SECONDAIRE</b>	28
2.1. L'énergie électrique	28
2.2. L'eau	28
<b>3. LE SECTEUR TERTIAIRE</b>	29
3.1. Le trafic portuaire	29
3.2. Le transport aérien	31

3.3. Le transport routier . . . . .	31
3.4. Le secteur touristique . . . . .	32

## **DEUXIÈME PARTIE : LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTÉRIEUR 34**

### **CHAPITRE 1 - LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES 34**

<b>1. LES RECETTES ET DONNS . . . . .</b>	<b>35</b>
1.1. Les recettes intérieures . . . . .	35
1.2. Les dons . . . . .	37
<b>2. LES DÉPENSES TOTALES . . . . .</b>	<b>37</b>
2.1. Les dépenses courantes . . . . .	37
2.2. Les dépenses d'investissements . . . . .	38
<b>3. LE SOLDE BUDGÉTAIRE . . . . .</b>	<b>38</b>

### **CHAPITRE 2 - LA MONNAIE ET LE CRÉDIT 40**

<b>1. LA MONNAIE . . . . .</b>	<b>40</b>
1.1. La masse monétaire . . . . .	40
1.2. Les principales contreparties de la masse monétaire . . . . .	42
<b>2. LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT . . . . .</b>	<b>46</b>
2.1. Les emplois . . . . .	46
2.2. Les ressources . . . . .	47
2.3. Les dépôts selon leur nature . . . . .	47
2.4. Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants . . . . .	48
2.5. L'évolution de la rémunération des dépôts . . . . .	49
<b>3. LES CONCOURS BANCAIRES . . . . .</b>	<b>50</b>
3.1. Répartition des concours bancaires selon leur durée . . . . .	50
3.2. Répartition des concours bancaires selon la devise et les bénéficiaires . . . . .	51
3.3. Évolution du coût du crédit . . . . .	52

### **CHAPITRE 3 - ÉVOLUTION DES INDICATEURS FINANCIERS 53**

<b>1. LA SITUATION DES RISQUES . . . . .</b>	<b>54</b>
1.1. Évolution des fonds propres nets et la solidité financière des banques . . . . .	54
1.2. Évolution des créances en souffrance . . . . .	55
1.3. Évolution de la liquidité des banques . . . . .	56

---

2.	LA RENTABILITÉ DES BANQUES . . . . .	56
<b>CHAPITRE 4 - LE SECTEUR EXTÉRIEUR</b>		<b>58</b>
1.	LA BALANCE DES PAIEMENTS . . . . .	58
1.1.	Le compte courant . . . . .	58
1.2.	La balance commerciale . . . . .	59
1.3.	La balance des services . . . . .	59
1.4.	La balance des revenus . . . . .	60
1.5.	La balance des transferts . . . . .	61
1.6.	Le compte de capital . . . . .	61
1.7.	Le compte des opérations financières . . . . .	61
2.	LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE . . . . .	62
3.	LA DETTE PUBLIQUE EXTÉRIEURE . . . . .	64
3.1.	Le service de la dette . . . . .	65
<b>TROISIÈME PARTIE : LES ACTIVITÉS DE LA BANQUE CENTRALE</b>		<b>68</b>
1.	LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE . . . . .	68
2.	LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION . . . . .	70
3.	LE SERVICE DE CAISSE . . . . .	72
4.	LA DIRECTION DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS . . . . .	73
5.	LE SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER . . . . .	76
6.	LA DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS . . . . .	77
7.	LA DIRECTION DES ETUDES . . . . .	82
8.	LA DIRECTION DE LA SUPERVISION BANCAIRE . . . . .	82
9.	LE SERVICE JURIDIQUE . . . . .	84
10.	LA DIRECTION DU SYSTÈME ET DES MOYENS DE PAIEMENT . . . . .	86
<b>ANNEXES</b>		<b>90</b>

# Liste des tableaux

1	Taux de croissance par région 2021-2024 (en%) . . . . .	19
2	Évolution de la production sectorielle, 2019-2023 (En millions FDJ) . . . . .	25
3	Évolution de la production agricole, 2019-2023 . . . . .	26
4	Évolution du nombre de bétails exporté, 2018-2023 . . . . .	27
5	Production et consommation d'électricité, 2019-2023 . . . . .	28
6	Production et consommation d'eau, 2019-2023 . . . . .	29
7	Trafic total portuaire, 2019-2023 (En TM) . . . . .	30
8	Évolution du trafic commercial avec l'Ethiopie, 2019-2023 (En TM) . . . . .	30
9	Évolution du trafic djiboutien 2019-2023 ( <i>en TM</i> ) . . . . .	31
10	Le transport aérien . . . . .	31
11	Évolution du trafic commercial des marchandises ( <i>en volume</i> ) . . . . .	31
12	Mouvements du trafic routier, 2019-2023 (En nombre de camions) . . . . .	32
13	Secteur hôtelier . . . . .	32
14	TOFE 2019-2023 (en millions FDJ) . . . . .	34
15	Évolution de la masse monétaire, 2019-2023 (en millions FDJ) . . . . .	40
16	VCM . . . . .	41
17	Les principales contreparties de la monnaie 2019-2023 (En millions FDJ) . . . . .	42
18	Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire, 2020-2023 . . . . .	42
19	Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2019-2023 (En millions FDJ) . . . . .	43
20	Réserves internationales nettes et taux de couverture, (en pourcentage) . . . . .	43
21	Avoirs extérieurs bruts des banques 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	44
22	Engagements extérieurs des banques 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	44
23	Créances nettes sur l'État, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	45
24	Emplois des banques, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	46
25	Ressources des banques, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	47
26	Dépôts auprès des banques selon leur nature, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	48
27	Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	48
28	Dépôts auprès des banques selon les devises, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	48
29	– Évolution des engagements selon leur durée, 2020-2023(En millions FDJ) . . . . .	50
30	Évolution des engagements globaux selon la devise, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	51
31	Évolution des engagements par agent économique, 2020-2023 (En millions FDJ) . . . . .	51
32	Nombre d'institutions financières en activité en 2023 . . . . .	54

---

33	Balance des paiements (en millions FDJ) . . . . .	58
34	Balance des biens (en millions FDJ) . . . . .	59
35	Solde des échanges de services (en millions FDJ) . . . . .	60
36	Solde des revenus (en millions FDJ) . . . . .	60
37	Solde des Transferts courants (en millions FDJ) . . . . .	61
38	Compte des opérations financières (en millions FDJ) . . . . .	61
39	Position extérieure globale, 2021-2023(en millions FDJ) . . . . .	63
40	Évolution de la dette extérieure directe et à garantie publique par type de coopération (en millions FDJ) . . . . .	64
41	Composantes du service de la dette publique extérieure (en millions FDJ) . . . . .	66
42	Effectif . . . . .	71
43	Activités de la salle de tri, 2021-2022 ( <i>en millions FDJ</i> ) . . . . .	72
44	– Billets émis neufs et valides, 2021-2023 (En nombre de paquets de 1.000 billets) . . . . .	73
45	Activités du Service Comptable et Financier, 2022-2023 (en millions FDJ) . . . . .	77
46	Indicateurs de l'activité du Système SYRAD au 31 décembre 2023 . . . . .	87
47	Indicateurs sur l'activité de la Chambre de Compensation Automatisée (CCA) . . . . .	87
48	Tableau des opérations financières de l'État (TOFE), 2019-2023 (en millions FDJ) . . . . .	90
49	Composantes de la masse monétaire (en millions FDJ) . . . . .	91
50	Structure de la masse monétaire (en pourcentage) . . . . .	91
51	Contreparties de la masse monétaire (en millions FDJ) . . . . .	91
52	Structure des contreparties (en pourcentage) . . . . .	91
53	Évolution de la rémunération des dépôts, 2022-2023, Catégorie des intérêts créditeurs (en pourcentage) . . . . .	92
54	Taux moyens des crédits (en pourcentage) . . . . .	92
55	Balance des paiements de Djibouti, 2022-20223 (en millions FDJ) . . . . .	93
56	Position extérieure globale de Djibouti 2023 (en millions FDJ) . . . . .	94
57	Bilans résumés et comparés de la BCD, 2022-2023 (en millions FDJ) . . . . .	94
58	Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2022-2023 (en millions FDJ) . . . . .	95



# Liste des graphiques

1	Évolution du PIB mondial 2019-2023 en % . . . . .	17
2	Évolution du PIB et de l'inflation 2018-2022 . . . . .	24
3	Évolution du cheptel suivi et traité 2019 – 2023 . . . . .	26
4	Évolution des recettes totales, et la part des dons 2018-2022 ( <i>en millions FDJ</i> ) . . . . .	35
5	Évolution des dépenses, 2018-2022 ( <i>en millions FDJ</i> ) . . . . .	37
6	Évolution du déficit global, base ordonnancement, 2019-2023 . . . . .	39
7	Le financement du déficit 2019- 2023 (en millions FDJ) . . . . .	39
8	Évolution des crédits à l'économie, 2019-2023 . . . . .	45
9	Taux moyens sur les dépôts des particuliers en % . . . . .	49
10	Taux moyens sur les dépôts des entreprises en % . . . . .	49
11	Taux moyens des crédits aux particuliers (en pourcentage) . . . . .	52
12	Évolution des fonds propres nets des banques( <i>en millions FDJ</i> ) . . . . .	54
13	Évolution du ratio de solvabilité en % . . . . .	55
14	Ratio des prêts improductifs bruts/ Prêts bruts . . . . .	55
15	Évolution de la liquidité des banques . . . . .	56
16	Le ratio de transformation des dépôts en crédits . . . . .	56
17	Évolution de la Position Exterieur Globale Nette 2018-2023 . . . . .	62
18	Évolution de la dette publique extérieure . . . . .	64
19	Organigramme de la Banque centrale de Djibouti – 2023 . . . . .	70

# Glossaire

**ABCA** Association des Banques Centrales Africaines.

**AFD** Agence Française de développement.

**AID** Aéroport International de Djibouti.

**AML/CFT** anti-money laundering and countering the financing of terrorism.

**AREAER** régimes et les restrictions de change.

**BCD** Banque Centrale de Djibouti.

**BCI-MR** Banque pour le Commerce et l'Industrie – Mer Rouge.

**CCA** Chambre de Compensation Automatisée.

**CNLT** Comité National de Lutte contre le Terrorisme.

**COMESA** Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe).

**CRIPEN** Centre de Recherche d'Information et de Production de l'Éducation Nationale.

**CVEO** Counter Violent Extremist Organizations.

**DMP** Doraleh Multi purpose Port.

**DRF** Direction de Renseignements Financiers.

**DSB** Direction de la Supervision Bancaire.

**DSSI** Debt Service Suspension Initiative.

**DTS** Droit de Tirage Speciaux.

**EDD** Electricité De Djibouti.

**EM** Evaluation Mutuelle.

**FADES** Fonds Arabe de Développement Économique et Social.

**FDJ** Franc Djibouti.

**FED** Federal Reserve (La Réserve fédérale).

**FMI** Fonds Monétaire International.

**FOGAD** Fonds de Garantie de Djibouti.

---

**FSA** Labuan Financial Services Authority.

**GAB** guichets automatiques de billets.

**GAFI** Groupe d'Action Financière.

**GAFIMOAN** Groupe D'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

**GIR** Gouvernement Internationalement Reconnu.

**HDTL** Horizon Djibouti Terminal Limited.

**IDA** International Développement Association.

**IFS** institution financière spécialisée.

**LBC/FT** Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme.

**LCBE** Laboratoire Centrale du Bâtiment et de l'Équipement.

**MAECI** Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale.

**MEFI** Ministère de l'Économie et des Finances.

**MENAFATF** Middle East and North Africa Financial Action Task Force.

**METAC** Centre Régional d'Assistance Technique pour le Moyen-Orient du FMI.

**OBNL** Organismes à But non Lucratif.

**OMC** Organisation Mondiale du Commerce.

**ONEAD** Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti.

**PAPSS** Système Panafricain de Règlement et de Paiement.

**PAREFID** Projet d'Appui à la Réforme du secteur Financier de Djibouti.

**PDSA** Port de Djibouti Société Anonyme.

**PEG** Position Extérieure globale.

**PIB** Produit Intérieur Brut.

**PIP** Programme d'Investissement Publi.

**PNG** Position Nette du Gouvernement.

**RIN** Réserves Internationales Nettes.

**ROA** Rentabilité des Actifs.

**RSSF** Revue de la Stabilité du Secteur Financier.

**RTGS** Real Time Gross Settlement (Règlement brut en temps réel).

**SGTD** Société de Gestion du Terminal à conteneurs de Doraleh.

**SYRAD** Système de Règlement Automatisé de Djibouti.

**TIC** Taxe Intérieure de Consommation.

---

**TM** Tonnes Métriques.

**TOFE** Tableau des Opérations Financières de l'État.

**TVA** Taxe sur la Valeur Ajoutée.

**USD** Dollar Américain.

**VCM** La vitesse de circulation de la monnaie.

---

## Préface

En 2023, la croissance mondiale a atteint 3,3%, contre 3,5% en 2022 et 6,1% en 2021, elle est projetée à 3,2% en 2024. Bien qu'il y ait de fortes disparités entre les régions, le ralentissement de la croissance entre 2022 et 2023 est principalement le fait des pays avancés, impactés par l'affaiblissement de l'industrie manufacturière, malgré le regain d'activités dans le secteur des services. Ainsi, dans ces économies, la croissance s'est établie en 2023 à 1,7%, contre 2,6% l'année précédente.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est passée de 4,1% en 2022 à 4,4% en 2023. La bonne tenue des économies émergentes et en développement d'Asie et d'Europe a compensé le ralentissement observé en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et Asie centrale, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, au cours de la période sous revue.

L'Afrique subsaharienne a vu sa croissance descendre de 4% en 2022 à 3,4% en 2023. Cette baisse tient, pour l'essentiel, au ralentissement mondial, au resserrement des conditions financières internationales, à l'aggravation des chocs météorologiques et à des problèmes d'approvisionnement intérieur, notamment dans le secteur de l'électricité.

L'inflation a globalement ralenti dans le monde, passant de 8,7% en 2022 à 6,7% en 2023 et devrait baisser à 5,9% en 2024 selon les projections. La chute des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, celle des prix des denrées alimentaires expliquent la baisse de l'inflation globale. Le retour à la normale des chaînes d'approvisionnement a également joué un rôle dans le recul de l'inflation globale dans la plupart des pays.

Dans ce contexte international complexe et incertain, la croissance à Djibouti a fait preuve de résilience, enregistrant une hausse de 7,5% en 2023, contre 3,7% en 2022. Cette forte progression est attribuée aux bonnes performances du secteur portuaire et des services marchands, incluant l'hôtellerie, les télécommunications, les services financiers et la production énergétique. La croissance économique devrait se maintenir en moyenne à 7% sur la période 2024-2026, selon les projections.

Le niveau général des prix à la consommation a légèrement augmenté, atteignant 3,8% au terme de 2023, contre 3,6% à fin 2022. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" et de la catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles".

La situation budgétaire de l'État a montré des signes de détérioration par rapport à 2022. Les recettes publiques s'étant établies à 125,7 milliards Franc Djibouti (FDJ), contre 124,6 milliards FDJ en 2022, ont enregistré une timide progression de 0,9%. Dans le même temps, les dépenses totales ont augmenté de 13,2%, passant de 132,3 milliards FDJ en 2022 à 149,8 milliards FDJ en 2023. Ces évolutions ont affecté le solde budgétaire avec un déficit qui s'est accru de 1,2% en 2022 à 3,4% au terme de l'année 2023.



**AHMED OSMAN ALI**  
Gouverneur

---

Au niveau de la situation extérieure et, en dépit des tensions en Mer Rouge depuis le 4ème trimestre de 2023, le compte des transactions courantes s'est soldé par un excédent de 125,8 milliards FDJ au terme de l'année, soit en progression de 4,7% par rapport à l'excédent de 120,1 milliards FDJ enregistré en 2022. Cette amélioration provient de l'accroissement des soldes des biens (+6%), des services (4,4%) et des revenus primaires (+7,8%).

L'encours de la dette extérieure de la République de Djibouti s'est accru de 11,8% en 2023, passant de 435,8 milliards FDJ en 2022 à 487,5 milliards FDJ en 2023. Cette hausse est liée à l'augmentation des engagements de l'Etat (+10.808 millions FDJ) et des entreprises (+40.945 millions FDJ). Rapportée au Produit Intérieur Brut (PIB), la dette extérieure totale représentait 68% fin 2023, contre 66% fin 2022. Au terme de l'année 2023, la dette de l'État et celle des entreprises publiques représentaient respectivement 24% et 76% de la dette extérieure publique. Les secteurs des transports, de l'eau et de l'assainissement et celui des infrastructures représentaient, respectivement, 44,4%, 15% et 15,2% de l'encours global de la dette extérieure et 77% de la dette extérieure avalisée.

Le service de la dette extérieure publique s'est élevé à 25.013 millions FDJ en 2023, dont 14.448 millions FDJ en principal et 10.525 millions FDJ en intérêts. Ce montant est en augmentation de l'ordre de 14% (21.893 millions FDJ) en comparaison du niveau du service de la dette de 2022.

S'agissant enfin du secteur financier, la Banque Centrale a poursuivi ses efforts en matière de réformes et les chantiers initiés pour promouvoir l'expansion de ce secteur et renforcer sa viabilité. Concernant les activités, les indicateurs monétaires et financiers affichent de solides performances réalisées durant l'année 2023. La masse monétaire s'est accrue de 7,9%, passant de 470,3 milliards FDJ à 507,4 milliards FDJ, entre 2022 et 2023.

Le bilan consolidé du système bancaire s'est, de son côté, inscrit en hausse (+6,2%), en s'établissant à 637,3 milliards FDJ en décembre 2023, contre 600,1 milliards FDJ enregistrés en décembre 2022. Les dépôts auprès des banques ont grimpé de 434,7 milliards FDJ en 2022 à 470,4 milliards FDJ en 2023, soit une augmentation de 8,2%, alors que les crédits à la clientèle ont baissé de 10,2%, passant de 303,2 milliards FDJ à 272,3 milliards FDJ, d'une année à l'autre. Toutefois, les prêts improductifs bruts des banques ont baissé de 18,4%, s'étant chiffrés à 9,2 milliards FDJ à fin 2023, contre 11,2 milliards FDJ à la fin de 2022. Le ratio créances en souffrance sur le total des prêts bruts s'est situé à 4,2%, soit un niveau relativement stable par rapport à l'année précédente.

Le ratio de solvabilité, principal indicateur de solidité, est resté, quant à lui, élevé avec un taux de 19,4%, largement au-dessus du minimum de 12% requis. Les indicateurs de rentabilité des banques se sont également améliorés, passant de 1,43% en 2022 à 1,5% en moyenne en 2023. Le rendement des fonds propres s'est stabilisé autour de 20% en moyenne courant 2023 et a retrouvé le niveau d'avant la crise sanitaire de Covid-19. Les banques de la Place ont continué à intensifier leurs réseaux en mettant en place de nouvelles agences et des guichets automatiques de billets (GAB). En 2023, le nombre de GAB a progressé de 22%, avec 27 nouvelles unités pour s'établir à 148 unités. Dans le même temps, le nombre d'agences bancaires s'est accru d'une unité pour ressortir à 66 agences. Le réseau des émetteurs de monnaie électronique s'est renforcé de 36 nouveaux points de vente pour s'établir à 611 à la fin de 2023, augmentant de 6,3% par rapport à 2022.

S'agissant de la modernisation de l'architecture et des infrastructures financières nationales, le Système de

---

Règlement Automatisé de Djibouti (SYRAD) est, pour rappel, opérationnel à la Banque Centrale de Djibouti (BCD) et au sein de la communauté bancaire depuis le 15 juillet 2021 pour les virements interbancaires et, depuis le 13 octobre 2022, pour la Chambre de Compensation Automatisée (CCA). Au cours de l'année 2023, l'activité du SYRAD s'est caractérisée par une hausse de 73,6% des opérations traitées, soit 24.834 transactions contre 14.305 transactions à fin décembre 2022. Parmi ces transactions, le système Real Time Gross Settlement (Règlement brut en temps réel) (RTGS) qui traite les opérations de masse et d'importance systémique (paiements inter- gouvernementaux, transferts interbancaires de gros montant, supérieurs à 10 millions FDJ) a connu une forte progression, notamment des paiements réglés. Ainsi, 23.529 opérations ont été exécutées dans le RTGS pour un montant cumulé de 1,87 milliards FDJ en 2023, contre 13.022 opérations réglées pour une valeur de 952 millions FDJ, une année auparavant. La seconde composante du système qu'est la CCA traite les opérations de faibles montants, inférieurs à 10 millions de FDJ, telles que les virements, les chèques et les prélèvements. Les virements traités en CCA enregistrent pour l'année 2023 un total de 1.305 opérations pour un montant de 3,16 milliards FDJ, contre 1.283 opérations pour une valeur de 2,92 milliards FDJ en 2022.

Le vaste chantier de modernisation des infrastructures financières sera parachevé avec la mise en œuvre de l'interopérabilité du secteur financier à travers l'implémentation d'un switch monétique pour interconnecter les différents réseaux et opérateurs de la Place. Ces travaux, dont les financements sont acquis auprès de l'Agence Française de développement (AFD), devraient démarrer courant 2024. Enfin, sur le plan des réformes conduites par la Banque Centrale, des avancées notoires ont été réalisées en 2023, notamment en matière de renforcement du dispositif national de lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme (LBC/FT). Pour rappel, notre pays avait décidé de soumettre son dispositif de LBC/FT à une Evaluation Mutuelle par les pairs, sous l'égide du Groupe D'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (GAFIMOAN). En préparation à cette évaluation, le cadre institutionnel, légal et réglementaire relatif à la LBC/FT a été entièrement revu et mis à jour aux normes internationales les plus récentes, plusieurs ateliers et réunions ont été également tenus en direction des différentes institutions concernées par cette question sur le plan national.

L'Évaluation Mutuelle comporte deux axes complémentaires : la conformité technique et l'efficacité. Le premier axe porte sur la conformité de nos textes par rapport aux 40 recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI). L'efficacité permet d'une part, de voir si le pays sous évaluation dispose d'un cadre institutionnel adéquat et, d'autre part, de mesurer l'application effective des textes par les institutions concernées par le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. La première phase de l'évaluation a démarré le 1er octobre 2023, avant de passer à la seconde étape courant 2024. La réussite de cet exercice est essentielle pour conforter la réputation et l'avenir de notre secteur financier. Pour l'heure, notre secteur financier demeure dynamique, affichant d'excellents résultats et, continue d'être attractif aux promoteurs, tant nationaux qu'étrangers. Au cours de l'année 2023, la Banque Centrale a délivré de nouveaux agréments à divers opérateurs (auxiliaires financiers, émetteurs de monnaie électronique et Fintech, banques). Aussi, pour remplir pleinement ses missions d'encadrer efficacement le développement soutenu du secteur financier, la Banque Centrale mène d'importants efforts au niveau du renforcement des capacités de son personnel et de la mise à jour régulière de la réglementation financière.

**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE  
INTERNATIONAL ET LA  
SITUATION DE L'ÉCONOMIE  
DJIBOUTIENNE**

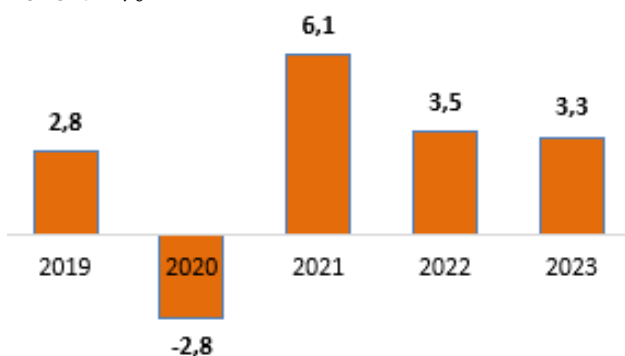


# CHAPITRE 1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL

## 1 LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE

Après la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la reprise mondiale demeure lente et inégale. Plusieurs forces freinent la reprise. Certaines sont dues aux conséquences à long terme de la pandémie, de la guerre menée par la Russie en Ukraine et de l'aggravation de la fragmentation géoéconomique. D'autres sont de nature plus conjoncturelle, comme le durcissement de la politique monétaire qui s'est avéré nécessaire pour réduire l'inflation, le retrait des dispositifs d'aide budgétaire dans un contexte d'endettement élevé et des phénomènes météorologiques extrêmes.

**Graphique 1 – Évolution du PIB mondial 2019-2023 en %**



Source : FMI

Le niveau d'activité économique mondiale reste substantiellement inférieur à celui d'avant la pandémie, particulièrement dans les pays émergents et en développement.

En 2023, la croissance mondiale a atteint 3,3%, contre 3,5% en 2022 et 6,1% en 2021, elle est projetée à 3,2% en 2024. Bien qu'il y'ait de fortes disparités entre les régions, le ralentissement de la croissance entre 2022 et 2023 est principalement le fait des pays avancés, où l'affaiblissement de l'industrie manufacturière et certains facteurs spécifiques ont contrebalancé le regain d'activités dans le secteur des services. L'inflation a globalement ralenti dans le monde, passant de 8,7% en 2022 à 6,7% en 2023 et devrait baisser à 5,9% en 2024 selon les projections.

---

## 1.1 Économies avancées

La croissance a ralenti dans les pays avancés, passant de 2,6% en 2022 à 1,7% en 2023 et devrait se stabiliser à ce niveau en 2024. Alors que 90% de ces économies ont été touchées par le ralentissement, le dynamisme des États-Unis a été plus résilient que prévu et la croissance a été plus faible qu'escompté dans la zone euro.

Ainsi, la croissance aux États-Unis est montée de 1,9% en 2022 à 2,5% en 2023 projetée à 2,6% en 2024, en lien avec la bonne tenue des investissements et de la consommation. La zone euro, fortement exposée aux répercussions de la guerre en Ukraine, a vu sa croissance tomber de 3,4% en 2022 à 0,5% en 2023.

Les projections tablent sur une remontée de la croissance à 0,9% en 2024 puis à 1,5% en 2025, tirée par une plus forte consommation des ménages, à mesure que les effets du choc sur les prix de l'énergie s'atténueront et qu'une baisse de l'inflation soutiendrait la croissance des revenus réels.

Parmi les principaux pays de la zone euro, on a observé des divergences de croissance. L'Allemagne a, dans un contexte marqué par la faiblesse des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et le ralentissement de la demande des partenaires commerciaux, enregistré une contraction de -0,2% de son PIB en 2023, contre une hausse de 1,8% en 2022. La France, où la production industrielle a connu un rattrapage et où la demande extérieure s'est révélée plus élevée que prévu, a vu sa croissance s'établir à 1,1% en 2023, contre 2,6% en 2022. L'Italie et l'Espagne ont, quant à eux, vu leur croissance baisser, respectivement, de 4% à 0,9% et de 5,8% à 2,5%, entre 2022 et 2023.

Les divergences en matière de croissance sont également observées au sein des autres principaux pays avancés. Au Royaume-Uni, la croissance a chuté de 4,3% en 2022 à 0,1% en 2023, suite au resserrement de la politique monétaire en riposte à une inflation toujours élevée et aux effets prolongés des chocs sur les termes de l'échange causés par la hausse des prix de l'énergie. Au cours de cette période, le Japon a vu sa croissance monter de 1% à 2%, à la faveur des politiques accommodantes, de l'augmentation des arrivées de touristes et le rebond des exportations automobiles, un temps freinées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement.

## 1.2 Pays émergents et en développement

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est passée de 4,1% en 2022 à 4,4% en 2023 et devrait légèrement baisser à 4,3% en 2024. La bonne tenue des économies émergentes et en développement d'Asie et d'Europe a compensé le ralentissement observé en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et Asie centrale, ainsi qu'en Afrique subsaharienne, au cours de la période sous revue.

En Asie émergente et en développement, la croissance s'est établie à 5,7% en 2023, contre 4,4% en 2022. Parmi ces pays, la Chine a vu son activité économique rebondir et la hausse de son PIB grimper de 3% à 5,2% entre 2022 et 2023. La reprise a été stimulée par la demande intérieure, en particulier la consommation privée, et soutenue par des politiques macroéconomiques favorables incluant un assouplissement supplémentaire de la politique monétaire et des allègements fiscaux pour les entreprises et les ménages. En Inde, la croissance est demeurée vigoureuse atteignant 8,2% en 2023, contre 7% une année auparavant, à la faveur d'une demande

---

intérieure forte et d'une population en âge de travailler en augmentation.

Les pays émergents et les pays en développement d'Europe ont, de leur côté, réalisé une croissance de 3,2% en 2023, contre 1,2% en 2022. Au sein de ces pays, la Russie affiche une excellente performance, en enregistrant une progression de 3,6% de son PIB en 2023, alors que le pays était en récession (-1,2%) en 2022. Cette accélération de la croissance est le fruit d'une relance budgétaire considérable, un haut niveau d'investissement et une consommation résiliente dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

En Amérique Latine et dans les Caraïbes, la croissance est descendue de 4,2% à 2,3%, entre 2022 et 2023. Ce recul est lié à la normalisation de la croissance et aux effets d'une orientation plus restrictive des politiques publiques, de l'affaiblissement de l'environnement extérieur et de la baisse des cours des produits de base.

Au Moyen-Orient et en Asie centrale, la croissance a chuté de 5,4% en 2022 à 2% en 2023. Au sein de ce groupe de pays, l'Arabie Saoudite a vu son économie entrer en récession (-0,8%) en 2023, après la croissance de 7,5% réalisée en 2022.

Enfin, en Afrique subsaharienne, la croissance est en baisse, passant de 4% en 2022 à 3,4% en 2023 et devrait remonter légèrement à 3,7 en 2024. Dans certains pays, la baisse tient à l'aggravation des chocs météorologiques, au ralentissement mondial et à des problèmes d'approvisionnement intérieur, notamment dans le secteur de l'électricité.

### 1.3 Économies africaines

La croissance moyenne du PIB réel en Afrique a ralenti, passant de 4,1% en 2022 à 3,1% en 2023. Cette baisse est attribuée à divers facteurs, notamment la persistance des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie due aux effets durables de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à la faiblesse de la demande mondiale qui pèse sur les performances des exportations, au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes qui entravent la productivité agricole et la production d'électricité, ainsi qu'aux poches d'instabilité politique et de conflits existant dans certains pays du continent.

**Tableau 1 – Taux de croissance par région 2021-2024 (en%)**

Région	2021	2022	2023	2024 (Proj.)
Moyenne Afrique	4,8	4,1	3,1	3,7
Afrique de l'Est	4,9	4,5	1,5	4,9
Afrique de l'Ouest	4,4	3,9	3,8	4,2
Afrique centrale	3,4	5,1	4,3	4,1
Afrique australe	4,5	2,8	3,1	3,7
Afrique du Nord	5,4	4,6	4,1	3,6

Source : Banque Africaine de Développement

---

En termes de perspectives et, malgré les défis mondiaux qui ont mis à l'épreuve les économies du monde entier, le continent africain devrait rester résilient. La croissance du PIB réel devrait atteindre 3,7% en 2024 et 4,3% en 2025, dépassant les 4,1% de 2022, avec la disparition progressive des effets des facteurs susmentionnés pesant sur la croissance en 2023. Le rebond projeté de la croissance moyenne de l'Afrique sera mené par l'Afrique de l'Est (en hausse de 3,4 points de pourcentage), l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest (chacune en hausse de 0,6 point de pourcentage).

En outre, il est important de noter qu'en 2024, selon les projections, 40 économies afficheront une croissance supérieure à 2023. Pour 17 d'entre elles, la croissance projetée devrait dépasser 5% en 2024, tandis qu'en 2025, ce nombre pourrait passer à 24 suite à une accélération du rythme de la croissance. Ce fait est néanmoins remarquable et permettra à l'Afrique de conserver son classement de 2023 comme deuxième région après l'Asie ayant la croissance la plus rapide, avec une croissance projetée pour 2024-2025 dépassant la moyenne mondiale de 3,2% en 2024.

## 1.4 Économies de la sous-région

### L'Éthiopie

En 2023, l'économie éthiopienne a enregistré une croissance de 7,1%, supérieure aux 6,4% de l'année précédente. Cette performance a été principalement portée par une augmentation de 7,9% dans le secteur des services, qui représente 40% du PIB. L'industrie, contribuant à hauteur de 28% au PIB, a connu une croissance de 6,9%, tandis que l'agriculture, représentant 32% du PIB, a progressé de 6,3%. Les moteurs de la croissance du côté de la demande ont été la consommation privée et l'investissement.

Malgré une inflation élevée due à l'augmentation de la masse monétaire et à l'inflation importée, celle-ci a diminué, passant de 34% en 2021/22 à 29,2% en 2022/23, grâce à un resserrement de la politique monétaire. Le taux de change s'est déprécié de 5,3% sur le marché officiel et de 15% sur le marché parallèle, en raison d'une croissance des exportations limitée.

Le déficit budgétaire, y compris les subventions, s'est réduit de 4,2% du PIB en 2021/22 à 3,3% en 2022/23, grâce à une consolidation budgétaire, aux dividendes de la paix et à une augmentation des recettes fiscales, qui ont progressé de 35,8% en 2022/23 contre 12,3% en 2021/22. Le déficit du compte courant a également diminué, passant de 3,9% du PIB en 2021/22 à 3,0% en 2022/23, en raison d'une augmentation de 60,3% des services nets et d'une réduction de 5,3% des importations.

La croissance économique est projetée à 6,7% pour 2024-25, en raison de la consolidation budgétaire. Cependant, un ralentissement attendu des investissements, lié aux négociations prolongées de restructuration de la dette, pourrait limiter l'accès aux financements de développement. Une politique monétaire plus stricte devrait permettre de réduire l'inflation à 21,0% en 2023/24 et à 15,4% en 2024/25. Le déficit budgétaire devrait continuer à se réduire en 2023/24 et 2024/25, avec une amélioration des recettes fiscales, tandis que le déficit du compte courant devrait suivre une tendance similaire, à mesure que les importations diminuent, en ligne avec la réduction des

---

investissements publics et la croissance progressive des exportations.

### **L'Érythrée**

En 2023, le PIB réel de l'Érythrée a augmenté de 2,9%, contre 2,6% en 2022. Cette croissance a été principalement alimentée par l'industrie, en particulier le secteur minier, et les services, du côté de l'offre, et par la consommation des ménages et les dépenses publiques, du côté de la demande. La politique monétaire a été restrictive, ce qui a permis de réduire l'inflation à 6,4%, soutenue par une amélioration des approvisionnements et la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le taux de change est fixe à 15 nakfas pour un dollar américain. Le déficit budgétaire s'est réduit à 0,1% du PIB en 2023, grâce à une consolidation budgétaire, avec un ratio impôts/PIB stable à environ 17%. L'excédent du compte courant a augmenté, atteignant environ 14,1% du PIB en 2023, principalement en raison de l'amélioration de la balance commerciale et d'une augmentation des exportations, notamment de minéraux.

La croissance du PIB réel est projetée à 2,9% en 2024 et à 3,1% en 2025. La croissance devrait être portée par l'industrie minière et les services du côté de l'offre, en raison de la forte croissance du secteur minier. Du côté de la demande, la consommation privée et les investissements devraient stimuler la croissance, reflétant l'augmentation du revenu par habitant et l'expansion prévue du secteur minier. L'inflation devrait descendre en dessous de 5%, grâce à une amélioration des approvisionnements alimentaires. Le solde budgétaire de l'Érythrée devrait passer à un excédent en 2024 et 2025, soutenu par une consolidation budgétaire. L'excédent du compte courant devrait diminuer à 12,4% en 2024, en raison des fluctuations de la demande mondiale et des prix des matières premières.

### **La Somalie**

La croissance du PIB somalien est montée de 2,4% en 2022 à 2,8% en 2023. Cette croissance a été stimulée par les services et la reprise du secteur agricole après la sécheresse, du côté de l'offre, et par la consommation des ménages et les investissements, du côté de la demande. Une décélération de l'inflation mondiale a stimulé les envois de fonds et le retour des pluies a amélioré la production de bétail et la croissance économique. La stabilité des chaînes de valeur mondiale a contribué à réduire l'inflation en Somalie de 6,8% en 2022 à 6,1% en 2023. Dans le cadre de ses réformes de la politique monétaire et de change, la Somalie met en œuvre un programme de change visant à remplacer progressivement les dollars américains et les shillings somaliens contrefaits par de nouveaux shillings somaliens d'ici 2026.

Le déficit budgétaire s'est creusé, passant d'un solde de trésorerie nul en 2022 à 0,4% du PIB en 2023, en raison des dépenses de sécurité et des secteurs sociaux qui ont compensé les bonnes performances des recettes intérieures. Ce déficit budgétaire a été financé par les économies de trésorerie du gouvernement. Le déficit du compte courant a atteint 12,4% du PIB en 2023, reflétant un déficit commercial croissant, estimé à 61% du PIB en 2023, dû à la réduction des exportations de bétail causée par la sécheresse.

La croissance réelle du PIB est projetée à 3,7% en 2024 et à 3,8% en 2025, grâce à une augmentation progressive des dépenses en infrastructures et dans les secteurs sociaux, soutenue par une hausse prévue du financement du

---

développement, après avoir atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés. La croissance sera stimulée par l'agriculture et les services, du côté de l'offre, et par la consommation privée et les investissements publics, du côté de la demande. L'inflation devrait diminuer à 4,8% en 2024 et à 4,3% en 2025, grâce à une amélioration de la production agricole.

## **Le Yémen**

En 2023, le PIB en termes réels a enregistré une contraction estimée à 2,0%, succédant à une reprise de 1,5% en 2022. Cette situation s'explique principalement par le blocus imposé par les Houthis sur les exportations de pétrole du Gouvernement Internationalement Reconnu (GIR), ce qui a entraîné une réduction significative de la production pétrolière (67 pour cent en termes réels). Par ailleurs, les incertitudes croissantes, les actions hostiles et les manifestations ont également entravé l'activité dans le secteur non pétrolier.

En conséquence, la situation budgétaire du GIR s'est détériorée. En effet, selon le Ministère des Finances à Aden, les recettes fiscales du GIR ont diminué de plus de 30 % en 2023, principalement en raison de la baisse des revenus pétroliers et des recettes douanières.

Les perspectives macroéconomiques du Yémen sont par ailleurs assombries par le conflit régional et les tensions croissantes en mer Rouge. De ce fait, la reprise des exportations de pétrole du GIR en 2024 semble désormais improbable, en raison du ralentissement des négociations de paix dans le contexte du conflit, ce qui a conduit à une révision à la baisse des projections de croissance. En outre, le trafic maritime le long de la route de la mer Rouge a diminué de 30% depuis la mi-décembre, perturbant ainsi les flux commerciaux plus larges.

## **2 L'ÉVOLUTION DE L'INFLATION ET DES PRIX DES PRODUITS DE BASE**

Les prix des combustibles ont chuté de 36% en moyenne et les cours du pétrole, d'environ 17% en 2023, contre une augmentation de 39,2% pour ces derniers en 2022. Ce recul est le produit d'une baisse de la demande mondiale qui tient en partie aux effets sur l'activité du resserrement de la politique monétaire au niveau mondial. Les prix des produits de base, hors combustibles, se sont, pour leur part, contractés de 5,7% en 2023 après la hausse de 7,9% observée en 2022.

La chute des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, celle des prix des denrées alimentaires expliquent la baisse de l'inflation globale. Le retour à la normale des chaînes d'approvisionnement a également joué un rôle dans le recul de l'inflation globale dans la plupart des pays.

Ainsi, l'inflation globale au niveau mondial a reculé de manière constante, passant de son pic de 8,7% en 2022 à 6,7% en 2023, en moyenne annuelle. Dans les pays avancés, l'inflation est descendue de 7,3% à 4,6% entre 2022 et 2023, alors qu'elle est passée de 9,8% à 8,3% dans les pays émergents et pays en développement sur la même période.

Une part de cet écart tient au fait que la politique monétaire des pays avancés s'inscrit dans des cadres plus solides et fait l'objet d'une communication renforcée, ce qui facilite la désinflation. Cette différence s'explique

---

également par le fait que les pays avancés sont moins exposés aux chocs sur les cours des produits de base et sur les taux de change. Enfin, la croissance du commerce mondial est passée de 5,6% en 2022 à 0,8% en 2023, soit bien en deçà de la moyenne de 4,9% enregistrée au cours de la période 2000–2019. La baisse en 2023 s’explique non seulement par la trajectoire de la demande mondiale, mais aussi par l’évolution de sa composition en faveur des services intérieurs, par les effets décalés de l’appréciation du dollar qui ralentit les échanges en raison de la facturation généralisée des produits dans cette devise et par la multiplication des obstacles aux échanges.

# CHAPITRE 2 - ÉCONOMIE DJIBOUTIENNE

Depuis la crise de la Covid-19 en 2020, qui a significativement impacté l'activité économique mondiale, l'économie djiboutienne poursuit sa reprise dans un environnement difficile, marqué par une série de chocs successifs, incluant les répercussions négatives du conflit en Éthiopie, de la guerre en Ukraine et du resserrement des conditions financières internationales.

Dans ce contexte international complexe et incertain, le PIB réel a fait preuve de résilience, enregistrant une croissance de 7,5% en 2023, contre 3,7% en 2022. Cette forte progression est attribuée aux bonnes performances du secteur portuaire et des services marchands, incluant l'hôtellerie, les télécommunications, les services financiers et la production énergétique.

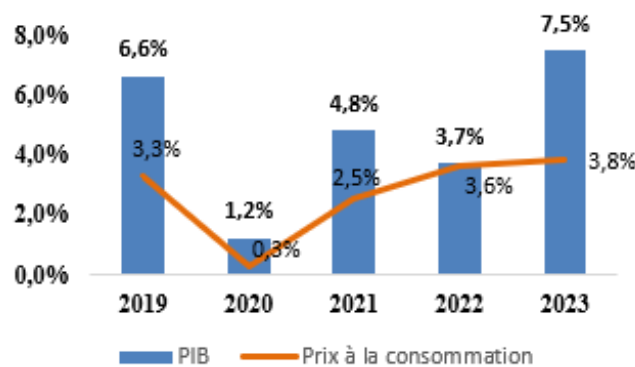
En termes de perspectives, la croissance économique devrait se poursuivre à un rythme moyen de 7% sur la période 2024-2026.

En glissement annuel, le niveau général des prix à la consommation a augmenté de 3,8%. Cette hausse est principalement due à une augmentation de 5,9% des "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées". La catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" a également contribué avec une hausse de 3,1%, suivie par les "Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants" qui ont enregistré une progression de 2,8%.

## 1 LE SECTEUR PRIMAIRE

En 2023, le secteur primaire à Djibouti a connu une croissance appréciable de 5,9%, marquant un rebond significatif par rapport à la baisse de 0,5% observée en 2022. Ce redressement est principalement dû à la bonne performance du secteur de l'élevage qui a enregistré une croissance de 6,0%. Les autres branches du secteur

Graphique 2 – Évolution du PIB et de l'inflation 2018-2022



Source : Institut National de la Statistique de Djibouti



primaire ont également affiché des résultats positifs : l'agriculture a vu sa valeur ajoutée augmenter de 7,0%, tandis que la sylviculture et la pêche ont progressé, respectivement de 4,0% et 5,0%. Selon les projections, la croissance du secteur primaire devrait atteindre 5,9% en 2024.

**Tableau 2 – Évolution de la production sectorielle, 2019-2023 (En millions FDJ)**

<b>Composantes</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>V. 2023/22</b>
<b>PRIMAIRE</b>	<b>7.239</b>	<b>8.071</b>	<b>9.400</b>	<b>9.356</b>	<b>9.912</b>	<b>5,90%</b>
Agriculture	1.429	1.483	1.546	1.654	1.770	<b>7,00%</b>
Sylviculture	268	278	282	293	305	<b>4,10%</b>
Élevage	4.365	5.105	5.970	5 791	6.138	<b>6,00%</b>
Pêche	1.177	1.205	1.602	1.618	1.699	<b>5,00%</b>
<b>SECONDAIRE</b>	<b>78.883</b>	<b>75.386</b>	<b>84.674</b>	<b>90.803</b>	<b>102.104</b>	<b>12,40%</b>
Industries	18.026	21.395	26.345	29 948	34 064	<b>13,70%</b>
Bâtiment et travaux publics	34.598	27.236	30 566	31 177	35 854	<b>15,00%</b>
Extraction	2.789	2.195	2 133	2 176	2 502	<b>15,00%</b>
Électricité et eau	23.470	24.560	25 630	27 502	29 684	<b>7,90%</b>
<b>TERTIAIRE</b>	<b>401.163</b>	<b>413.615</b>	<b>423.901</b>	<b>438.354</b>	<b>468.635</b>	<b>6,90%</b>
Commerce	129.699	132.736	143.012	152.131	161.377	<b>6,10%</b>
Transports et communications	106.301	103.085	100.256	97.228	110.942	<b>14,10%</b>
Banques et assurances	18.531	19.706	21.237	22.723	24.314	<b>7,00%</b>
Autres services marchands	55.760	56.727	7.828	8.623	9.486	<b>10,00%</b>
Autres services non marchands	23.807	24.631	24.980	25.554	26.142	<b>2,30%</b>
Administrations publiques	67.066	76.231	75.987	79.787	81.382	<b>2,00%</b>
<b>Valeur ajoutée totale</b>	<b>487.285</b>	<b>497.072</b>	<b>517.975</b>	<b>538.513</b>	<b>580.651</b>	<b>7,80%</b>
Taxes indirectes nettes	34.839	31.328	34 945	35 023	36 142	<b>3,20%</b>
<b>PIB constant (2017)</b>	<b>522.124</b>	<b>528.400</b>	<b>552.920</b>	<b>573.536</b>	<b>616.793</b>	<b>7,50%</b>

Source : Autorités Djiboutiennes

## 1.1 L'agriculture

En 2023, le secteur agricole à Djibouti a continué de se développer, malgré les défis posés par un climat difficile et une superficie limitée de terres arables, fixée à 10 000 hectares. La contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée du secteur primaire a été significative, représentant 1.770 millions FDJ sur les 9.912 millions FDJ générés par l'ensemble du secteur primaire, soit une contribution à hauteur de 17,8%.

**Tableau 3 – Évolution de la production agricole, 2019-2023**

Désignation	Campagne 2019/2020	Campagne 2020/2021	Campagne 2021/2022	Campagne 2022/2023
Superficies cultivées (ha)	1.548	1.687	1.696	2.315
Nombre d'exploitations agricoles	1.992	2.240	2.218	2.969
Production agricole (tonnes)	9.694	8.013	9.422	10.171

Source : Direction de l'Agriculture

L'expansion de l'agriculture est également visible par l'augmentation de la superficie cultivée : 2.315 hectares en 2023, contre 1.696 hectares une année auparavant. Le nombre d'exploitations agricoles a également connu une forte hausse, passant de 2.218 à 2.969 entre 2022 et 2023. En parallèle, la production agricole a augmenté, atteignant 10.171 tonnes en 2023. Ces développements témoignent des efforts continus pour étendre et intensifier les pratiques agricoles dans le pays, malgré de très fortes contraintes climatiques et environnementales.

## 1.2 L'élevage

Les activités d'élevage sont essentielles pour la sécurité alimentaire, tout en permettant aux individus de devenir des acteurs économiques actifs. Avec ses multiples fonctions, l'élevage est la principale source de subsistance pour la population rurale grâce à l'autoconsommation.

**GRAPHIQUE 3 – Évolution du cheptel suivi et traité 2019 – 2023**



Source Direction de l'Élevage

Cependant, les conditions naturelles rudes, comme les sécheresses récurrentes, entravent significativement son

---

développement. Environ 150 000 personnes travaillent dans l'élevage, y compris des éleveurs nomades, des agro-pasteurs, des commerçants de bétail, des bouchers, ainsi que diverses professions et activités connexes.

**Tableau 4 – Évolution du nombre de bétails exporté, 2018-2023**

Année	Bovins	Petits ruminants	Camelins	Total
2019	4.915	666.139	80.410	751.064
2020	12.951	288.274	29.795	331.020
2021	8.810	282.875	17.340	309.025
2022	12.158	142.652	26.559	181.369
2023	16 .573	406.635	15.134	438.342

Source : Direction de l'élevage

En 2023, ce sous-secteur reste le pilier du secteur primaire, contribuant à hauteur de 61,9% et enregistrant une croissance de 6% par rapport à 2022. Entre 2022 et 2023, le nombre de têtes de bétail exportées est passé de 181.369 à 438.342, soit une augmentation significative de 141,7%, principalement due à la hausse des exportations de petits ruminants. Les têtes de bétail suivies et traitées au Centre de quarantaine ont légèrement diminué de 0,7%, passant de 194.557 en 2022 à 193.097 en 2023.

### 1.3 La Pêche

Malgré son énorme potentiel, caractérisé par une côte s'étendant sur 372 kilomètres et une mer abondante en ressources halieutiques, le secteur de la pêche contribue relativement peu au PIB, surtout en comparaison avec d'autres activités économiques. Ce secteur représente pourtant une source importante de création de richesses et de génération d'emplois, producteurs de revenus.

En 2023, le secteur de la pêche a généré une valeur ajoutée de 1.699 millions FDJ, sur les 9.912 millions FDJ générés par le secteur primaire, marquant une augmentation de 5% par rapport à 2022. La quantité de poissons pêchés a baissé de 2% en 2023, atteignant 3 185,8 tonnes, contre 3 120,5 tonnes en 2022. Ce recul fait suite à la légère hausse de 1,02%, enregistrée l'année précédente.

Avec 2 319,2 tonnes débarquées, la ville de Djibouti concentre 72,8% de la quantité de poissons pêchés. Parmi les autres sites de débarquement, Obock occupait la deuxième place avec 13,5% du volume total pêché, suivie par Loyada, qui représentait 7,2%, puis Tadjourah avec 6,4%.

## 2 LE SECTEUR SECONDAIRE

### 2.1 L'énergie électrique

Tableau 5 – Production et consommation d'électricité, 2019-2023

	2019	2020	2021	2022	2023	V. 2023/22
<b>Production en MWH</b>	605.150	627.111	654.062	690.211	726.957	5,30%
<b>Consommation en MWH</b>	502.244	517.035	540.675	584.847	627.618	7,30%
<b>Taux de rendement (%)</b>	83	82	83	85	86,3	1,90%
<b>Nombre d'abonnés</b>	65.568	69.315	73.204	76.433	81.052	6,00%
<b>Prix moyen vente (En FDJ)</b>	54	51	51	50	50	0,00%

Source : Electricité De Djibouti (EDD)

La production d'électricité a atteint 726.957 MWH en 2023, contre 690.211 MWH en 2022, soit une hausse de 5,3%, d'une année à l'autre. La part de l'énergie électrique importée est passée de 616.199 MWH à 566.789 MWH entre 2022 et 2023, représentant une baisse de 8%.

La consommation électrique a augmenté de 7,3% sur cette même période, passant de 584.847 MWH à 627.618 MWH et le taux de rendement commercial a grimpé de 85% à 86%. Le nombre d'abonnés est, de son côté, passé de 76.433 en 2022 à 81.052, soit 4.619 foyers supplémentaires raccordés au réseau électrique. En 2023, le prix moyen de vente de l'électricité est resté constant par rapport à 2022, s'établissant à 50 FDJ le MWH.

### 2.2 L'eau

En 2023, la production d'eau a atteint 26,7 millions de mètres cubes, soit une augmentation de 2,9% par rapport à l'année précédente. La consommation d'eau a également augmenté, atteignant 17,5 millions de mètres cubes, ce qui représente une croissance de 4,2% par rapport à 2022.

Le nombre d'abonnés a progressé de 5,6%, passant de 53.969 en 2022 à 56.983 en 2023. En parallèle, les pertes sur le réseau ont légèrement diminué, passant de 35% en 2022 à 34% en 2023, enregistrant une réduction de 2,9%. De plus, le prix moyen de vente de l'eau a légèrement baissé, passant de 358 FDJ à 353 FDJ par mètre cube.

**Tableau 6 – Production et consommation d’eau, 2019-2023**

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
<b>Production (milliers m3)</b>	21.118	23.108	23.108	25.959	26.719	2,90%
<b>Consommation (milliers m3)</b>	15.598	14.999	16.068	16.791	17.500	4,20%
<b>Pertes sur le réseau (%)</b>	26	35	30	35	34	-2,90%
<b>Nombre d’abonnés</b>	51.216	48.846	49.783	53.969	56.983	5,60%

Source : Office National de l’Eau et de l’Assainissement de Djibouti (ONEAD)

### 3 LE SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur des services continue de dominer l’économie de Djibouti, en particulier grâce aux secteurs des transports, notamment portuaires, mais également du commerce, des télécommunications et des services financiers.

En 2023, le secteur tertiaire a poursuivi sa croissance, avec une contribution au PIBde 468.635 millions de FDJ, soit une augmentation de 6,9% par rapport à l’année précédente. Cette performance a été largement soutenue par le commerce, qui a progressé de 6,1%, ainsi que par le secteur des transports et communications, qui a enregistré une hausse significative de 14,1%, principalement en raison de l’augmentation des activités en zone franche. De plus, le secteur bancaire et des assurances a continué de croître de 7,0%, reflétant une stabilité et une expansion continues des services financiers.

#### 3.1 Le trafic portuaire

En 2023, le trafic global portuaire<sup>1</sup> a nettement augmenté, atteignant 18 millions de Tonnes Métriques (TM), comparé à 14,3 millions en 2022. Cette progression représente une hausse significative de l’activité de 26% d’une année à l’autre.

1. Il s’agit des données agrégées des ports en activité à Djibouti (Port de Djibouti Société Anonyme (PDSA), Doraleh Multi purpose Port (DMP), Société de Gestion du Terminal à conteneurs de Doraleh (SGTD), Horizon Djibouti Terminal Limited (HDTL) et Port de Tadjourah).

**Tableau 7 – Trafic total portuaire, 2019-2023 (En TM)**

	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/2022
<b>Marchandises</b>	<b>11.892.313</b>	<b>10.071.489</b>	<b>10.820.776</b>	<b>9.958.483</b>	<b>13.462.787</b>	<b>35,20%</b>
Djibouti	2.110.324	2.625.422	1.379.781	1.342.338	1.603.855	19,50%
Transit	8.239.172	6.639.242	9.062.978	8.423.260	10.046.725	19,30%
Transbordement	1.542.817	806.825	378.017	192.885	1.812.207	839,50%
<b>Hydrocarbures</b>	<b>4.432.172</b>	<b>4.199.672</b>	<b>4.372.283</b>	<b>4.304.423</b>	<b>4.515.801</b>	<b>4,90%</b>
<b>Total</b>	<b>16.324.485</b>	<b>14.271.161</b>	<b>15.193.059</b>	<b>14.262.906</b>	<b>17.978.588</b>	<b>26,10%</b>

Source : DMP

En 2023, le volume total de marchandises traitées dans les divers ports a atteint près de 13,5 millions de tonnes métriques, marquant une augmentation substantielle de 35% par rapport aux 9,9 millions de tonnes métriques enregistrées l'année précédente. Par ailleurs, le volume d'hydrocarbures traité dans les ports de Djibouti a connu une croissance significative, de l'ordre de 5% en 2023.

### Le trafic Éthiopien

**Tableau 8 – Évolution du trafic commercial avec l'Éthiopie, 2019-2023 (En TM)**

	2019	2020	2021	2022	2023	V. 2023/22
Transit Import	7.545.692	6.488.821	8.567.461	7.757.611	9.187.739	18,40%
Transit Export	1.208.915	660.565	976.374	1.130.430	1.343.113	18,80%
Hydrocarbures	3.916.736	3.689.525	3.891.426	3.839.641	4.031.675	5%
<b>Total</b>	<b>12.671.343</b>	<b>10.838.911</b>	<b>13.435.261</b>	<b>12.727.682</b>	<b>14.562.527</b>	<b>14,40%</b>

Source : DMP

Le volume de marchandises ayant circulé entre Djibouti et l'Éthiopie a représenté en 2023 près de 14,6 millions de tonnes métriques, soit une hausse de 14,4% par rapport aux 12,7 millions de tonnes métriques transportées en 2022. Cette croissance est observée à la fois dans les importations de marchandises sèches et dans les exportations éthiopiennes, qui ont augmenté respectivement de 18,4% et 18,8% entre 2022 et 2023. Le trafic des hydrocarbures a également connu une progression de 5%. Toutefois, la part du trafic éthiopien dans le trafic global des ports de Djibouti a diminué, passant de 89,2% en 2022 à 81% en 2023.

### Le trafic Djiboutien

Le trafic total djiboutien a atteint 1,6 millions de tonnes métriques en 2023, contre 1,3 millions en 2022, ce qui représente une augmentation de 19,5%, d'une année à l'autre. Celle-ci résulte d'une forte reprise des marchandises importées (+28,4%) et des importations d'hydrocarbures (+7,6%), qui a compensé la baisse de 3,2% des exportations locales.

**Tableau 9 – Évolution du trafic djiboutien 2019-2023 (en TM)**

	2019	2020	2021	2022	2023	V.2023/22
<b>Importations locales</b>	1.475.698	2.050.793	893.143	834.523	1.071.905	28,40%
<b>Exportations locales</b>	233.127	154.224	102.337	132.584	128.330	-3,20%
<b>Hydrocarbures</b>	401.499	410.727	384.301	375.231	403.619	7,60%
<b>Total</b>	<b>2.110.324</b>	<b>2.625.423</b>	<b>1.379.781</b>	<b>1.342.338</b>	<b>1.603.854</b>	<b>19,50%</b>

Source : DMP

### 3.2 Le transport aérien

**Tableau 10 – Le transport aérien**

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	V. 2023/22
Passagers - Hors Transit	340.576	149.438	209.854	286.406	288.571	0,70%
Passagers - En transit	5.064	3.118	6.445	11.805	347	-97%
<b>Total</b>	<b>345.640</b>	<b>152.556</b>	<b>216.299</b>	<b>298.211</b>	<b>288.918</b>	<b>-3,10%</b>

Source : Aéroport International de Djibouti

En 2023, Aéroport International de Djibouti (AID) a enregistré une baisse globale de son trafic commercial de 3,1%. Le nombre de passagers hors transit a légèrement augmenté, passant de 286.406 en 2022 à 288.571 en 2023, soit une hausse modeste de 0,7%. En revanche, le trafic des passagers en transit a drastiquement chuté de 97%. Du côté du fret, une baisse de 23% a été observée entre 2022 et 2023. Les services postaux ont connu une augmentation notable de 124% sur la même période.

**Tableau 11 – Évolution du trafic commercial des marchandises (en volume)**

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	V. 2023/22
Fret (tonnes)	8.417	5.222	4.838	6.995	5.100	-27%
La Poste (tonnes)	371	116	136	104	233	124%
<b>Total</b>	<b>8.788</b>	<b>5.338</b>	<b>4.973</b>	<b>7.099</b>	<b>5.333</b>	<b>-25%</b>

Source : Aéroport International de Djibouti

### 3.3 Le transport routier

Entre 2022 et 2023, le trafic routier sur le corridor international entre le Port de Djibouti et l'Éthiopie a enregistré une hausse de 6,8%. De même, les revenus générés par celui-ci ont connu une augmentation, passant de 1,36 milliard FDJ à 1,45 milliard FDJ au cours de cette période.

**Tableau 12 – Mouvements du trafic routier, 2019-2023 (En nombre de camions)**

Année	2019	2020	2021	2022	2023	V.2022/22
<b>Total annuel</b>	<b>397.442</b>	<b>388.241</b>	<b>400.054</b>	<b>377.400</b>	<b>402.963</b>	<b>6,80%</b>

Source : Aéroport International de Djibouti

### 3.4 Le secteur touristique

**Tableau 13 – Secteur hôtelier**

Années	2019	2020	2021	2022	2023	V.2023/22
Nombre de nuitées vendues	177.198	153.035	182.555	176.279	186.543	5,80%
Nombre de nuitées disponibles	505.525	489.100	483.264	521.591	571.955	9,70%
Taux d'occupation global (En %)	35,10%	31,30%	37,80%	41,30%	39,96%	-1,30%
Nombre de voyageurs	167.474	74.738	114.102	144.949	142.551	-1,60%

Source : Agence Nationale du Tourisme

Le tourisme à Djibouti, en croissance constante ces dernières années, continue de bénéficier de diversification et d'amélioration significatives. Les efforts nationaux pour enrichir l'offre touristique par une variété d'attractions et l'expansion des infrastructures d'accueil ont porté leurs fruits, comme en témoignent les données récentes.

Entre 2022 et 2023, le nombre de nuitées vendues a connu une augmentation de 5,8%, passant de 176.279 à 186.543. De même, la capacité totale de nuitées a augmenté de 9,7%, reflétant les investissements continus dans les infrastructures hôtelières et d'accueil. Cependant, une baisse de 1,6% du nombre de voyageurs débarqués est observée en 2023.



# **LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTÉRIEUR**

# CHAPITRE 1 - LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

En 2023, la situation budgétaire de l'État a montré des signes de détérioration par rapport à 2022. Les recettes publiques ont légèrement augmenté de 0,9%, atteignant 125,7 milliards FDJ, comparativement à 124,6 milliards FDJ en 2022. Cette faible croissance des recettes est attribuable à une diminution des recettes intérieures de 3,6%, passant de 117,8 milliards FDJ en 2022 à 113,5 milliards FDJ en 2023. Cependant, cette baisse a été partiellement compensée par une augmentation substantielle des dons, qui ont crû de 80,2%, atteignant 12,2 milliards FDJ en 2023.

Tableau 14 – TOFE 2019-2023 (en millions FDJ )

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
<b>Recettes et Dons</b>	<b>128.931</b>	<b>131.056</b>	<b>121.015</b>	<b>124.564</b>	<b>125.689</b>	<b>0,90%</b>
Recettes intérieures	109.283	112.092	109.993	117.809	113.517	-4%
Dons officiels	19.648	18.964	11.022	6.755	12.172	80%
<b>Dépenses</b>	<b>133.968</b>	<b>144.139</b>	<b>139.435</b>	<b>132.328</b>	<b>149.758</b>	<b>13%</b>
Dépenses courantes	91.934	89.628	91.154	99.423	103.846	4%
Investissements	42.034	40.157	44.281	32.905	45.911	39,50%
Dépenses exceptionnelles Covid-19	-	14.354	4.000	0	0	-
<b>Solde global (base ordonnancements, dons inclus)</b>	<b>-5.037</b>	<b>-13.082</b>	<b>-18.420</b>	<b>-7764</b>	<b>-24.069</b>	<b>210,00%</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>-0,90%</b>	<b>-2,00%</b>	<b>-2,70%</b>	<b>-1,19%</b>	<b>-3,90%</b>	<b>228%</b>
<b>Variations des arriérés (signe moins en positif)</b>	<b>2.871</b>	<b>686</b>	<b>-1.539</b>	<b>-225</b>	<b>-1.693</b>	<b>652%</b>
<b>Solde global (Base caisse)</b>	<b>-2.166</b>	<b>-12.397</b>	<b>-19.959</b>	<b>-7.989</b>	<b>-25.761</b>	<b>2,22</b>
<b>Solde global Base caisse (en % du PIB)</b>	<b>-0,40%</b>	<b>-2,10%</b>	<b>-2,90%</b>	<b>-0,50%</b>	<b>-4,17%</b>	<b>734%</b>
<b>Financement</b>	<b>3.326</b>	<b>12.589</b>	<b>19.957</b>	<b>-1.542</b>	<b>9.836</b>	<b>-738%</b>
Intérieur	-4.947	-2.549	4.533	-441	2.370	-637%
Extérieur	8.273	15.138	15.424	-1.101	7.466	-7.78%
<b>Déficit Résiduel</b>	<b>1.160</b>	<b>193</b>	<b>-2</b>	<b>-9.531</b>	<b>-15.925</b>	<b>67%</b>

Source : Ministère du Budget

Les dépenses totales de l'État ont augmenté de 13%, atteignant 149,8 milliards FDJ en 2023, contre 132,3 milliards FDJ en 2022. Cette hausse significative est due principalement à une augmentation des dépenses d'investissement de 35%, passant de 33,9 milliards FDJ en 2022 à 45,9 milliards FDJ en 2023. Les dépenses courantes ont augmenté de manière plus modérée à hauteur de 4%, atteignant 103,8 milliards FDJ en 2023, comparativement à 99,4 milliards FDJ en 2022.

## 1 LES RECETTES ET DONNS

Dans l'ensemble, les ressources totales ont affiché une légère hausse de 0,9% en 2023 par rapport à 2022. Cette augmentation modeste est principalement due aux variations observées dans les différentes composantes des recettes et des dons.

### 1.1 Les recettes intérieures

Les recettes intérieures ont diminué de 4%, atteignant 113,5 milliards FDJ en 2023, contre 117,8 milliards FDJ en 2022. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des recettes non fiscales.

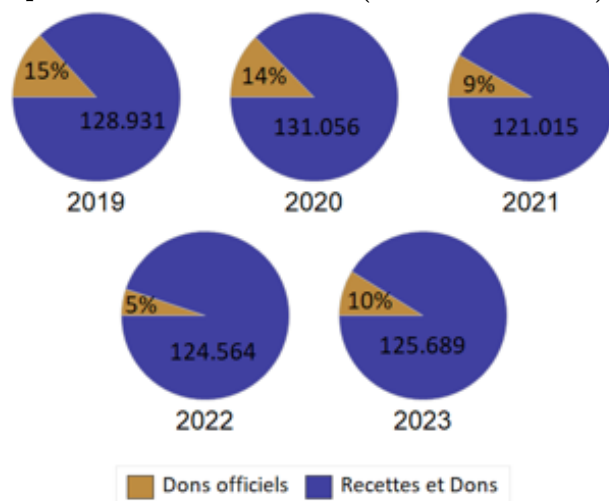
#### Les recettes fiscales

Les recettes fiscales s'établissent à 77,2 milliards FDJ à fin décembre 2023, en hausse de 4,5% par rapport à l'exercice précédent où elles se sont établies à 73,8 milliards FDJ, se concrétisant par un taux d'exécution de 90,1% par rapport aux 85,7 milliards FDJ programmés dans la LFR 2023. Cette hausse est principalement tirée par la croissance des impôts indirects.

Les impôts directs ont légèrement diminué de 1,3%, atteignant 32,7 milliards FDJ en décembre 2023, par rapport à 33,2 milliards FDJ en 2022. Cette baisse est notable dans les recettes provenant des sociétés (-16,2%) et des impôts fonciers (-14,4%). Cependant, certaines catégories ont enregistré des hausses, notamment les recettes provenant des patentes-licences (+18,2%) et des impôts sur les salaires (+7,7%).

En ce qui concerne les impôts indirects, ils ont connu une croissance de 9,6%, atteignant 41,3 milliards FDJ en 2023. Cette augmentation est soutenue par une hausse des Taxe Intérieure de Consommation (TIC)-taxes intérieures (+11,4%), notamment la TIC elle-même (+14,7%) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) directe (+24,8%). Cependant, la TVA indirecte a légèrement diminué de 0,6%. Les surtaxes ont montré des variations,

**Graphique 4 – Évolution des recettes totales, et la part des dons 2018-2022 (en millions FDJ)**



Source : Ministère du Budget

---

avec une hausse de la surtaxe sur les produits pétroliers (+16,6%) et une baisse de la surtaxe sur le tabac (-4,9%). Les autres taxes se sont élevées à 3,2 milliards FDJ en décembre 2023, affichant une hausse de 5,8% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est principalement due à la hausse des taxes d'enregistrement et de vignettes, qui est passée de 1,9 milliards à 2,0 milliards FDJ, soit une augmentation de 5,6%. Les droits de timbre ont également augmenté de 6,2%.

### **Les recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales se sont établies à 36,3 milliards FDJ en décembre 2023, contre 44,0 milliards FDJ en 2022, enregistrant ainsi une baisse significative de 17,3%. Cette diminution s'explique par plusieurs facteurs au sein des différentes composantes des recettes non fiscales. En particulier, les revenus des domaines ont chuté de 27,0%, passant de 11,3 milliards FDJ en 2022 à 8,3 milliards FDJ en 2023. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des revenus provenant des valeurs mobilières, qui ont diminué de 61,2%, atteignant 3,8 milliards FDJ en 2023, contre 9,7 milliards FDJ en 2022. Toutefois, certains postes ont montré une augmentation, notamment les revenus de la conservation foncière, qui ont augmenté de 23,7%, et les ventes de domaines immobiliers, qui ont enregistré une hausse remarquable de 262,7

Par ailleurs, les recettes provenant des taxes et redevances pour services rendus ont augmenté de 19,6%, atteignant 2,9 milliards FDJ en 2023, contre 2,4 milliards FDJ en 2022. Cette augmentation est soutenue par une hausse significative des redevances sur les produits pétroliers, qui ont progressé de 86,0%, passant de 602 millions FDJ en 2022 à 1,1 milliards FDJ en 2023. En revanche, les ajustements de l'EDD ont légèrement diminué de 2,2%, atteignant 1,8 milliards FDJ.

Les recettes des services se sont maintenues presque au même niveau, avec une légère baisse de 1,2%, totalisant 1,6 milliard FDJ en 2023 contre 1,6 milliard FDJ en 2022. Cependant, les redevances minières ont montré une augmentation notable de 215,1%, atteignant 92 millions FDJ en 2023, contre 29 millions FDJ en 2022. À l'inverse, les régies de recettes ont diminué de 5,2%, totalisant 1,5 milliards FDJ. De plus, les produits divers ont connu une forte baisse de 64,8%, passant de 7,2 milliards FDJ en 2022 à 2,5 milliards FDJ en 2023. Cette baisse est principalement due à une diminution des remboursements de prestations familiales, qui ont chuté de 7,2 milliards FDJ à 2,5 milliards FDJ.

Enfin, les loyers des installations militaires sont restés globalement stables. Les loyers perçus des installations militaires américaines et chinoises ont stagné à 11,2 milliards FDJ et 3,6 milliards FDJ respectivement. Toutefois, les loyers des installations militaires françaises ont augmenté de 2,7%, tandis que les loyers des installations militaires italiennes ont diminué de 48,0%, passant de 1,0 milliard FDJ en 2022 à 545 millions FDJ en 2023.

Ainsi, malgré certaines augmentations, la baisse globale des recettes non fiscales en 2023 met en lumière la nécessité de diversifier les sources de revenus non fiscaux pour assurer une gestion budgétaire plus équilibrée et durable.

## 1.2 Les dons

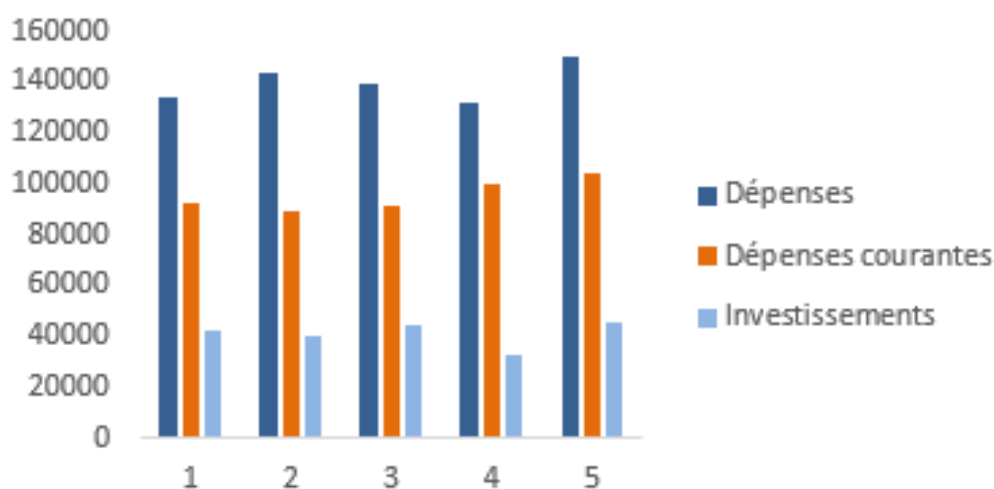
Les dons ont connu une augmentation significative de 80%, atteignant 12,2 milliards FDJ en décembre 2023, par rapport à 6,8 milliards FDJ en 2022.

Les dons non-affectés ont particulièrement augmenté, passant de 2,2 milliards à 5,9 milliards FDJ, soit une hausse de 171,6%. Les dons affectés au Programme d'Investissement Publi (PIP) ont également augmenté de 36,6%, atteignant 6,2 milliards FDJ.

## 2 LES DÉPENSES TOTALES

Au terme de l'exercice 2023, les dépenses de l'État ont été arrêtées à 149,8 milliards FDJ, contre 132,3 milliards FDJ à fin 2022, enregistrant ainsi une hausse de 13% sur une année. Cette augmentation s'explique par une hausse notable des dépenses d'investissement (+39,6%) ainsi qu'une augmentation plus modérée des dépenses courantes (+4,4%).

Graphique 5 – Évolution des dépenses, 2018-2022 (en millions FDJ)



Source : Ministère du Budget

### 2.1 Les dépenses courantes

De plus, les dépenses liées aux matériels ont considérablement augmenté, s'établissant à 42,5 milliards FDJ à fin 2023, contre 35,6 milliards FDJ une année auparavant, enregistrant une hausse de 19,3%. Cette hausse est due à une augmentation des dépenses

civiles (+19,8%) et militaires (+16,8%). Cependant, les dépenses militaires financées sur ressources intérieures ont diminué de 21,0%, tandis que celles financées sur ressources extérieures ont presque doublé (+94,2%).

Par ailleurs, les dépenses d'entretien ont connu une baisse significative de 26,0%, passant de 1,1 milliard FDJ

---

en 2022 à 793 millions FDJ à fin 2023. Le poste de transfert a atteint 20,6 milliards FDJ en décembre 2023, contre 20,0 milliards FDJ une année auparavant, affichant une hausse de 2,9%. Les transferts aux organisations internationales ont augmenté de 27,2%, tandis que les aides au logement pour les enseignants ont diminué de 11,1%.

Enfin, les intérêts ont significativement diminué de 74,8% sur une année, passant de 4,7 milliards FDJ en 2022 à 1,2 milliard FDJ en 2023. Cette baisse est due principalement à la réduction des intérêts extérieurs (-75,0%).

## **2.2 Les dépenses d'investissements**

Les dépenses d'investissement en 2023 ont atteint un total de 45,9 milliards FDJ, contre 32,9 milliards FDJ en 2022, ce qui représente une augmentation de 39,6% d'une année à l'autre. Les objectifs d'investissement fixés par la LFR 2023, qui prévoyaient un montant de l'ordre de 43,4 milliards de FDJ, ont été dépassés.

Notamment, les investissements sur financement intérieur ont fortement augmenté, passant de 20,0 milliards FDJ en 2022 à 27,5 milliards FDJ en 2023, enregistrant une hausse de 37,6%. Cette performance dépasse les objectifs fixés par la LFR 2023 qui prévoyaient un montant de l'ordre de 22,1 milliards FDJ pour les investissements sur financement intérieur. En 2023, les investissements sur ressources intérieures représentent 59,8% du total des dépenses d'investissement, légèrement en baisse par rapport à 60,8% en 2022.

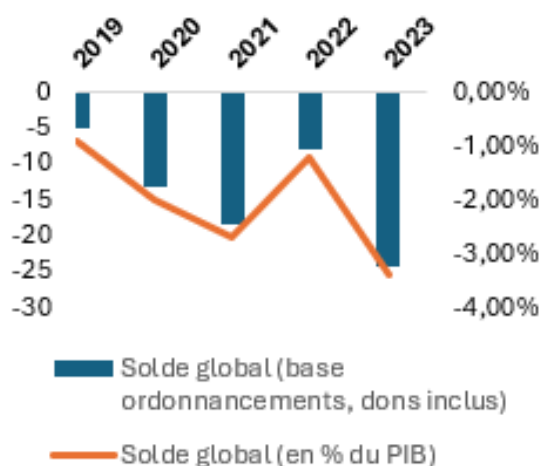
En outre, les investissements sur financements extérieurs ont connu une augmentation notable, passant de 12,9 milliards FDJ en 2022 à 18,4 milliards FDJ en 2023, accusant ainsi une hausse de 42,5% sur une année. Parmi ces dépenses, les investissements financés sous forme de dons ont augmenté de 36,6%, atteignant 6,2 milliards FDJ, tandis que ceux financés sous forme de prêts ont augmenté de 45,8%, totalisant 12,2 milliards FDJ.

## **3 LE SOLDE BUDGÉTAIRE**

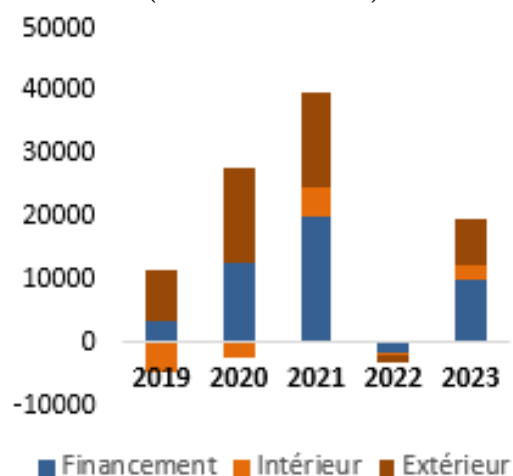
L'analyse du solde budgétaire global pour l'année 2023 montre une détérioration notable du déficit, tant sur la base des ordonnancements que sur la base caisse. Le financement total a connu une augmentation substantielle, soutenue par des hausses importantes tant du financement intérieur que du financement extérieur.

Le solde budgétaire global (sur la base des ordonnancements, dons inclus) s'est détérioré, passant de -7,8 milliards FDJ en 2022 à -24,1 milliards FDJ en 2023, soit une augmentation du déficit de 210% sur une année. En pourcentage du PIB, ce déficit se rapporte à -3,9% en 2023, alors qu'il se situait à -1,19% en 2022.

Graphique 6 – Évolution du déficit global, base ordonnancement, 2019-2023



Graphique 7 – Le financement du déficit 2019- 2023 (en millions FDJ)



Source : Ministère du Budget

En termes d'arriérés, ceux-ci ont enregistré une augmentation marquée. En effet, les arriérés totaux sont passés de -225 millions FDJ en 2022 à -1.693 millions FDJ en 2023, soit une augmentation de 652%.

Le solde global sur base caisse affiche également une détérioration, passant d'un déficit de -7,9 milliards FDJ en 2022 à -25,4 milliards FDJ en 2023, soit une augmentation du déficit de 222%.

# CHAPITRE 2 - LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

## 1 LA MONNAIE

Après un recul de 1,7% entre décembre 2021 et décembre 2022, la masse monétaire au sens large, correspondant à l'agrégat monétaire M3, a enregistré en 2023 une augmentation de 7,9% ; celle-ci s'explique essentiellement par la croissance conjointe des dépôts en devises étrangères (215.628 millions FDJ en 2023, contre 206.840 millions FDJ en 2022) et des dépôts à terme libellés en monnaie nationale, (64.755 millions FDJ en 2023, contre 44.365 millions FDJ en 2022).

**Tableau 15 – Évolution de la masse monétaire, 2019-2023 (en millions FDJ )**

Composantes	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Monnaie fiduciaire	37.667	43.389	44.078	43.741	43.667	-0,20%
Dépôts à vue	139.044	147.585	156.566	156.993	155.858	-0,70%
<b>Agrégat M1</b>	<b>176.711</b>	<b>190.974</b>	<b>200.644</b>	<b>200.734</b>	<b>199.525</b>	<b>-0,60%</b>
Dépôts sur livrets	17.185	16.900	17.396	18.400	27.505	49,50%
<b>Agrégats M2</b>	<b>193.896</b>	<b>207.874</b>	<b>218.040</b>	<b>219.134</b>	<b>227.030</b>	<b>3,60%</b>
Dépôts à terme	39.414	37.065	39.772	44.365	64.755	45,90%
Dépôts en devises	147.290	209.471	220.608	206.840	215.628	4,20%
<b>M3 ou masse monétaire</b>	<b>380.600</b>	<b>454.410</b>	<b>478.420</b>	<b>470.339</b>	<b>507.413</b>	<b>7,90%</b>

Source : BCD

### 1.1 La masse monétaire

#### L'agrégat M1

L'agrégat M1, constitué de l'encours des billets en FDJ en circulation, émis par la Banque Centrale, et des dépôts à vue en monnaie nationale, s'est monté à 199.525 millions FDJ en 2023, contre 200.734 millions FDJ un an auparavant, soit une légère baisse de 0,6%.

La légère diminution de l'encours de billets en FDJ en circulation (43.667 millions FDJ en 2023, contre 43.741



millions FDJ en 2022, soit -0,2%) et des ressources à vue libellées en monnaie nationale (155.858 millions FDJ en 2023, contre 156.993 millions FDJ une année auparavant, soit -0,7%) expliquent le léger fléchissement de M1. En termes de structure, le poids de M1 dans la masse monétaire a diminué de 4%, passant de 43% en 2022 à 39% en 2023.

### L'agrégat M2

Les dépôts sur livrets en FDJ ont continué leur tendance haussière avec un accroissement de 49,5% en 2023, s'établissant à 27.505 millions FDJ, contre 18.400 millions FDJ en 2022. Ainsi, l'agrégat M2 a progressé de 3,6%, atteignant 227.030 millions FDJ en 2023, contre 219.134 millions FDJ un an auparavant.

### L'agrégat M3

L'encours de la masse monétaire au sens large, dit « M3 », s'est établi à 507.413 millions FDJ en 2023, contre 470.339 millions FDJ en 2022, soit une hausse de 7,9% sur les douze mois de 2023.

La progression significative des ressources à terme libellées en monnaie nationale (64.755 millions FDJ en 2023, contre 44.365 millions FDJ en 2022) et des dépôts en devises (215.628 millions FDJ en 2023, contre 206.840 millions FDJ en 2022) a contribué à l'accroissement de M3 en 2023.

L'augmentation de l'offre monétaire en 2023 s'explique principalement par le quasi-doublement des dépôts à terme en monnaie nationale, lui-même dû à la reprise de la hausse des dépôts bancaires des entreprises privées et des particuliers en 2023, respectivement de 4% et de 6%.

En termes de structure, la part des dépôts à terme en monnaie nationale dans M3 a enregistré une hausse de 4%, passant de 9% en 2022 à 13% en 2023. En revanche, la contribution des ressources en devises dans M3 s'est réduite de 2%, passant de 44% en 2022 à 42% en 2023.

### La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

VCM, définie comme le rapport entre le PIB nominal et M3, est un indicateur de mesure du risque d'inflation monétaire. Elle s'est établie à 1,42 fin 2023, contre 1,39 fin 2022.

**Tableau 16 – VCM**

Année	2019	2020	2021	2022	2023
PIB (en milliard FDJ )	568	565	600	654	718
Masse monétaire M3 (en milliard FDJ )	381	454	478	470	507
Vitesse de la circulation monétaire	1,56	1,24	1,25	1,39	1,42

Source : BCD

## 1.2 Les principales contreparties de la masse monétaire

La croissance significative des créances nettes sur l'État (33.579 millions FDJ en 2023, contre 16.533 millions FDJ en 2022) et des crédits au secteur privé (151.198 millions FDJ en 2023, contre 125.588 millions FDJ en 2022) expliquent l'augmentation de M3 en 2023.

**Tableau 17 – Les principales contreparties de la monnaie 2019-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
<b>A. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>275.834</b>	<b>348.246</b>	<b>348.417</b>	<b>312.372</b>	<b>311.063</b>	<b>-0,40%</b>
<b>B. Crédits intérieurs</b>	<b>147.052</b>	<b>157.653</b>	<b>180.844</b>	<b>205.767</b>	<b>248.394</b>	<b>20,70%</b>
Créances nettes sur l'État	7.016	8.641	19.263	16.533	33.579	103%
Créances sur les entreprises publiques	17.337	30.811	49.487	63.646	63.617	-0,04%
Crédits au secteur privé	122.699	118.201	112.134	125.588	151.198	20,40%
<b>Total A+B</b>	<b>422.886</b>	<b>505.899</b>	<b>529.261</b>	<b>518.139</b>	<b>559.457</b>	<b>8,00%</b>
Solde des éléments non monétaires	-42.286	-51.541	-50.841	-47.799	-52.047	<b>8,90%</b>
<b>Total des contreparties de la masse monétaire</b>	<b>380.600</b>	<b>454.358</b>	<b>478.420</b>	<b>470.339</b>	<b>507.413</b>	<b>7,90%</b>

Source : BCD

### Les avoirs extérieurs nets

Passant de 312.372 millions FDJ en 2022 à 311.063 millions FDJ en 2023, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont continué leur tendance à la baisse, en raison de la baisse en volume de 15.365 millions FDJ des avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires. En termes de répartition, les avoirs extérieurs nets sont détenus à hauteur de 26% par la Banque Centrale et de 74% par les banques. En termes de structure, ils représentaient 56 % des contreparties de la masse monétaire au 31 décembre 2023.

**Tableau 18 – Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire, 2020-2023**

(En millions FDJ)

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Avoirs ext bruts des autorités monétaires	119.944	102.617	103.096	87.731	-14,90%
Engagements extérieurs des autorités monétaires	-10.227	-8.753	-8.218	-8.272	0,70%
<b>Avoirs extérieurs nets des autorités monétaires</b>	<b>109.717</b>	<b>93.864</b>	<b>94.878</b>	<b>79.459</b>	<b>-16,30%</b>
Avoirs extérieurs bruts des banques	309.648	360.340	311.236	313.066	0,60%
Engagements extérieurs des banques	-71.118	-105.787	-93.742	-81.462	-13,10%
<b>Avoirs extérieurs nets des banques</b>	<b>238.530</b>	<b>254.553</b>	<b>217.494</b>	<b>231.604</b>	<b>6,50%</b>
<b>Total des avoirs extérieurs nets</b>	<b>348.247</b>	<b>348.247</b>	<b>312.372</b>	<b>311.063</b>	<b>-0,40%</b>

Source : BCD

### Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale

Après une hausse de 1% en 2022, les avoirs extérieurs nets de la BCD, constitués des avoirs extérieurs bruts et

des Droit de Tirage Speciaux (DTS) émis par le Fonds Monétaire International (FMI), se sont établis à 79.459 millions FDJ en 2023, contre 94.878 millions FDJ en 2022.

Cette évolution s'explique par la baisse des dépôts à vue à l'étranger de la BCD, constitués pour l'essentiel à la Federal Reserve (La Réserve fédérale) (FED) et dans des banques américaines, dont le montant est passé de 99.516 millions FDJ en décembre 2022 à 82.727 millions FDJ en décembre 2023. En revanche, sur la même période, les engagements envers le FMI sont restés pratiquement inchangés.

**Tableau 19 – Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2019-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2019	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Dépôts à vue à l'étranger	85.296	116.416	99.076	99.516	82.727	-16,90%
Comptes FMI	1.430	1.721	1.848	2.117	1.430	-32,50%
<b>Total</b>	<b>86.726</b>	<b>118.137</b>	<b>100.924</b>	<b>101.633</b>	<b>84.157</b>	<b>-17,20%</b>

Source : BCD

Réserves Internationales Nettes (RIN) de la Banque Centrale, se composant essentiellement de dépôts à vue en Dollar Américain (USD), ont noté une position débitrice de 2.851 millions FDJ à fin 2023. Il en est résulté une baisse du taux de couverture en USD de la base monétaire, égale à la somme des billets en circulation en FDJ et des soldes des comptes courants en FDJ des banques à la BCD ; celui-ci est passé de 106% fin 2022 à 97% fin 2023.

**Tableau 20 – Réserves internationales nettes et taux de couverture, (en pourcentage)**

	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
<b>Taux de couverture de la circulation fiduciaire</b>	<b>107%</b>	<b>105%</b>	<b>106%</b>	<b>97%</b>	<b>-8%</b>
<b>RIN</b>	<b>5.812</b>	<b>11.781</b>	<b>6.086</b>	<b>-2.851</b>	<b>-147%</b>

Source : BCD

### Les avoirs extérieurs nets des banques

Après la baisse constatée en 2022, les avoirs extérieurs nets des banques ont enregistré une hausse de 6,5 % en 2023, s'expliquant :

- d'une part, par la bonne performance des avoirs extérieurs bruts, qui sont passés de 311.236 millions FDJ en 2022 à 313.066 millions FDJ en 2023 ;
- d'autre part, par la baisse des engagements extérieurs, passés de 93.742 millions FDJ en 2022 à 81.462 millions FDJ en 2023 ;

Malgré le remboursement de crédits accordés à des Non-résidents par une banque de la Place (4.489 millions FDJ en 2023, contre 63.622 millions FDJ en 2022), la hausse de 25,6%, des placements des banques chez leurs correspondants, intervenue en 2023, explique principalement la bonne tenue des avoirs extérieurs bruts des banques. Aussi, les encaisses en devises étrangères des banques, en particulier, celles en USD, se sont accrues en volume de 2.316 millions FDJ entre décembre 2022 et décembre 2023.

Les banques ont affiché un désengagement de 13% vis-à-vis des Non-résidents entre décembre 2022 et décembre

**Tableau 21 – Avoirs extérieurs bruts des banques 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Caisses devises	13.138	16.334	10.190	12.506	22,70%
Correspondants Actif	272.078	259.309	231.120	290.337	25,60%
Crédits clients	19.040	80.292	63.622	4.489	-92,90%
Titres participatifs	2.375	2.290	2.747	2.987	8,70%
Divers actif	3.016	2.116	3.551	2.747	-22,60%
<b>Total</b>	<b>309.648</b>	<b>360.340</b>	<b>311.236</b>	<b>313.066</b>	<b>0,60%</b>

Source : BCD

2023 ; cette évolution s'explique par les transferts des banques Non-résidentes (72.505 millions FDJ en 2023, contre 79.947 millions FDJ en 2022) et l'arrivée à échéance des obligations qu'une banque de la Place émises en 2020.

**Tableau 22 – Engagements extérieurs des banques 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Correspondants passif	20.532	91.189	79.947	72.505	-9,30%
Dépôts à vue des non-résidents	6.608	6.946	6.598	5.562	-15,70%
Dépôts à terme des non-résidents	1.778	1.590	1.551	1.153	-25,60%
Emprunts & Titres participatifs	2.108	1.858	1.777	1.777	-
Divers passif	40.092	4.203	3.870	465	-88%
<b>Total</b>	<b>71.118</b>	<b>105.787</b>	<b>93.742</b>	<b>81.462</b>	<b>-13,10%</b>

Source : BCD

### Les crédits intérieurs

Contrairement à l'évolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire, l'encours des crédits intérieurs s'est apprécié de 20,7 % en 2023, en s'établissant à 248.394 millions FDJ en décembre 2023, contre 205.767 millions FDJ en 2022. Cette augmentation résulte, d'une part, des concours accordés au secteur privé et, d'autre part, aux créances sur l'Etat qui ont doublé passant de 16.533 millions FDJ en décembre 2022 à 33.579 millions FDJ en 2023.

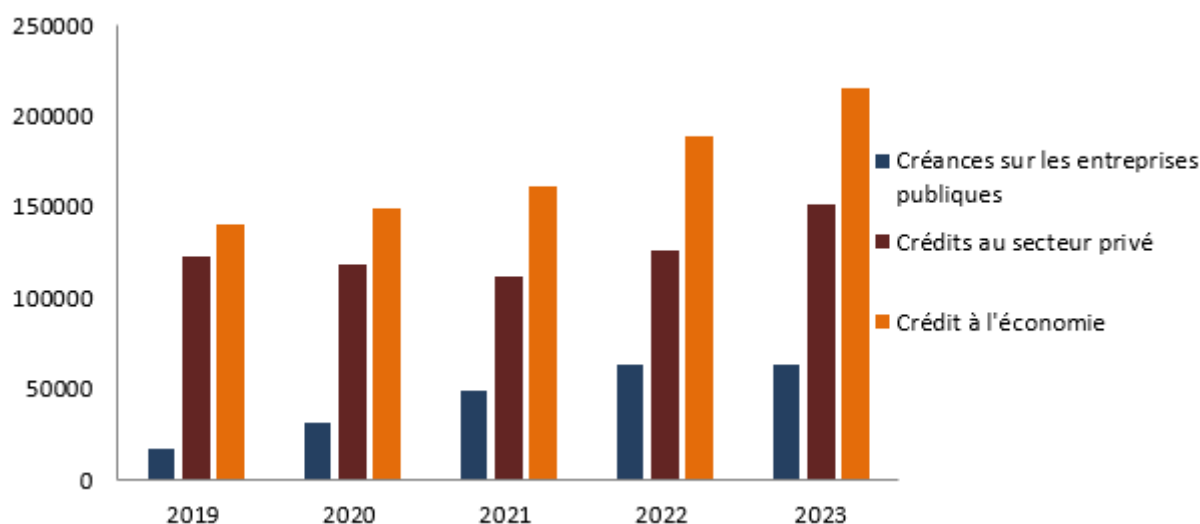
La contribution des créances à l'économie, composées des créances sur le secteur privé et sur les entreprises publiques, à la masse monétaire a également progressé, affichant 42% en 2023 contre 40% une année auparavant.

### Les crédits à l'économie

En 2023, les crédits à l'économie, composés principalement des créances octroyées aux secteurs privé et public ont constitué le moteur de la croissance du crédit intérieur.

Les concours à l'économie se sont élevés à 214.815 millions FDJ, enregistrant une progression de 13,5 %, en relation avec la reprise de l'activité économique.

Graphique 8 – Évolution des crédits à l'économie, 2019-2023



Source : BCD

Par catégorie, les crédits à l'économie étaient constitués en 2023 de crédits à court terme, pour 45%, avec un encours, à fin 2023, de 96.666 millions FDJ, et de crédits à moyen et à long terme, pour respectivement 19% et 35%.

#### Les créances nettes sur l'état - Position Nette du Gouvernement (PNG)

En 2023, les créances nettes sur l'Etat ont doublé, passant de 14.499 millions FDJ en 2022 à 29.095 millions FDJ en 2023.

Tableau 23 – Créances nettes sur l'État, 2020-2023 (En millions FDJ)

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Créances des autorités monétaires	10.173	16.320	15.403	29.095	100,70%
Dépôts de l'État à la BCD	-6.952	-685	-904	0	0%
<b>Créances nettes des autorités monétaires</b>	<b>3.221</b>	<b>15.635</b>	<b>14.499</b>	<b>29.095</b>	<b>100,70%</b>
Créances des banques	5.821	4.339	2.730	6.819	149,80%
Dépôts de l'État auprès des banques	-401	-710	-697	-2.336	-235,20%
<b>Créances nettes des banques</b>	<b>5.420</b>	<b>3.629</b>	<b>2.034</b>	<b>4.483</b>	<b>120,40%</b>
<b>Total des créances de l'État</b>	<b>15.994</b>	<b>20.659</b>	<b>18.133</b>	<b>35.914</b>	<b>98%</b>
<b>Total des dépôts de l'État</b>	<b>-7.353</b>	<b>-1.395</b>	<b>-1.601</b>	<b>-2.336</b>	<b>46%</b>
<b>Position nette de l'État</b>	<b>8.641</b>	<b>19.264</b>	<b>16.532</b>	<b>33.578</b>	<b>103,10%</b>

Source : BCD

Les créances de la BCD sont également constituées du crédit du FMI, contracté en mai 2020 par le Gouvernement, à hauteur de 100 % de la quote-part de la République de Djibouti, soit 43 millions DTS et une allocation de DTS en septembre 2021, qui représentait également 100% de la quote-part pour faire face aux dépenses sanitaires liées à la pandémie de la covid-19.

Obéissant à une évolution similaire, l'exposition de l'Etat vis-à-vis des banques de la Place a également doublé en s'établissant à 4.483 millions FDJ en 2023, contre 2.034 millions FDJ en 2022, en raison de nombreux projets menés par le Gouvernement, notamment le projet de système biométrique de gestion de l'identité. La position nette sur le Gouvernement s'est ainsi établie à 33.578 millions FDJ en 2023 contre 16.532 millions FDJ en 2022.

## 2 LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En 2023, le secteur bancaire a poursuivi son évolution en continuant à apporter sa contribution au financement de l'activité économique et de la croissance.

Le bilan consolidé du système bancaire s'est inscrit en hausse (6,2%) fin 2023 par rapport à fin 2022, en s'établissant à 637.317 millions FDJ en décembre 2023, contre 600.115 millions FDJ enregistrés en décembre 2022. Les concours octroyés par les établissements de crédit ont représenté 30% du PIB en 2023, contre 37% en 2022, soit un montant net de 212.459 millions FDJ, contre 243.326 millions FDJ en 2022. L'accroissement respectif des opérations interbancaires (+26%) et des dépôts de la clientèle (8,2%) constituent le facteur explicatif du gonflement du bilan consolidé des banques de la Place.

### 2.1 Les emplois

Constituant 46% des emplois des banques en activité, les opérations interbancaires ont affiché une bonne tenue en s'établissant à 290.690 millions FDJ fin 2023.

La progression des opérations interbancaires, constituant principalement les placements des établissements de crédit auprès de leurs correspondants, témoigne de la liquidité importante disponible sur le marché bancaire. Cependant, les crédits à la clientèle ont affiché une contraction de 13 % à 212.459 millions FDJ contre 243.326 millions FDJ en décembre 2022, à la suite du remboursement intégral des crédits octroyés par une banque de la Place à des sociétés non-résidentes.

Avec la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers, la rubrique « Créances sur le Trésor & BCD » ; constituée principalement des comptes ordinaires des banques auprès de la BCD, a marqué un recul de 7,5% en s'établissant à 47.737 millions FDJ, contre 51.627 millions FDJ en 2022.

**Tableau 24 – Emplois des banques, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Opérations interbancaires	275.097	261.471	231.172	290.690	25,70%
Créances sur le Trésor-BCD	61.864	49.699	51.627	47.737	-7,50%
Crédits à la clientèle	149.340	230.320	243.326	212.459	-12,70%
Immobilisations	17.263	19.665	18.366	20.942	14,00%
Divers	46.127	52.759	55.264	65.489	18,50%
<b>Total</b>	<b>549.691</b>	<b>613.912</b>	<b>600.115</b>	<b>637.317</b>	<b>6,20%</b>

Source : BCD

En 2023, le montant du poste « immobilisations » a augmenté pour atteindre 20.942 millions FDJ, traduisant la volonté des banques d'accroître leurs réseaux d'agences dont le nombre est passé de 50 en 2021 à 66 en 2023, à la fois à Djibouti-ville et dans les Régions de l'Intérieur.

Aussi, le solde de la rubrique « divers » regroupant essentiellement les comptes de régularisation et les opérations de caisse ont terminé avec un taux de 18,5% d'une année à l'autre.

## 2.2 Les ressources

Les dépôts de la clientèle ont enregistré une progression en volume de 35.713 millions FDJ pour s'élever à 470.459 millions FDJ en décembre 2023, contre 434.746 millions FDJ en 2022, soit une progression annuelle de 8,2%.

Après un pic observé en 2021, l'engagement extérieur du secteur bancaire vis-à-vis des institutions financières étrangères a continué leur tendance à la baisse en s'établissant à 73.898 millions FDJ en 2023, contre 81.584 millions FDJ en 2022, soit une baisse en volume de 7.686 millions FDJ.

**Tableau 25 – Ressources des banques, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Dépôts du Trésor	1.981	2.290	2.280	2.830	24,10%
Opérations interbancaires	21.722	94.651	81.584	73.898	-9,40%
Dépôts de la clientèle	418.905	442.877	434.746	470.459	8,20%
Fonds propres	47.465	51.306	54.413	51.768	-4,90%
Divers	59.618	22.789	27.092	38.363	41,60%
<b>Total</b>	<b>549.691</b>	<b>613.912</b>	<b>600.115</b>	<b>637.318</b>	<b>6,20%</b>

Source : BCD

Parmi les autres ressources, les fonds propres ont baissé de 2.645 millions FDJ, après avoir augmenté de 6% en 2022. Le poste « Divers », regroupant les comptes de régularisation et titres s'est accru de 41,6% en 2023.

## 2.3 Les dépôts selon leur nature

La ventilation par type de dépôts collectés met en évidence la bonne progression de l'ensemble des comptes en 2023, après avoir enregistré un recul de 1,8% entre décembre 2021 et décembre 2022.

Les ressources à vue, qui regroupent les comptes à vue et sur livrets, ont représenté 77 % des ressources de la clientèle, tandis que l'encours des comptes à terme a progressé de 32,6 % pour s'établir à 109.759 millions FDJ en décembre 2023, contre 82.798 millions FDJ en décembre 2022. Le taux de rémunération avantageux offert par les banques de la Place et la transformation des ressources à vue vers les ressources à terme sont les principaux facteurs du rebond des ressources à terme.

**Tableau 26 – Dépôts auprès des banques selon leur nature, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Comptes à vue	304.352	311.553	308.876	317.341	2,70%
Comptes sur livrets	43.900	44.582	43.068	43.359	0,70%
Compte à terme	66.448	82.676	78.922	97.805	23,90%
Bons de caisse	4.205	4.065	3.876	11.954	208,40%
<b>Total</b>	<b>418.905</b>	<b>442.876</b>	<b>434.746</b>	<b>470.459</b>	<b>8,20%</b>

Source : BCD

## 2.4 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants

**Tableau 27 – Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Entreprises et Ets publics	55.684	69.028	97.074	114.908	18,40%
Sociétés et entreprises individuelles	161.964	184.479	172.382	178.771	3,70%
Particuliers	154.130	150.650	145.027	153.474	5,80%
Divers	47.127	38.719	20.260	23.306	15,00%
<b>Total</b>	<b>418.905</b>	<b>442.876</b>	<b>434.746</b>	<b>470.459</b>	<b>8,20%</b>

Source : BCD

Constituant 38 % des ressources collectées, l'épargne des sociétés privées a noté une progression de 3,7% à fin 2023. Cette évolution est accentuée par la bonne croissance des ressources des établissements publics (114.908 millions FDJ en 2023, contre 97.074 millions FDJ en 2022) et des particuliers (153.474 millions FDJ en 2023, contre 145.027 millions FDJ en 2022) Les dépôts des organisations non gouvernementales, des associations et des ambassades se sont établis à 23.306 millions FDJ en 2023, contre 20.260 millions FDJ un an auparavant.

L'observation de l'évolution des dépôts collectés par les établissements de crédit selon la devise montre la prédominance des ressources libellées en monnaie nationale, qui se sont établies à 231.773 millions FDJ en 2023, contre 220.444 millions FDJ en 2022, soit une augmentation de 5%. En termes de structure, leur part par rapport au total des dépôts s'est dépréciée de 1,4% en s'établissant à 49,3% en 2023, contre 50,7% en 2022.

**Tableau 28 – Dépôts auprès des banques selon les devises, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Francs Djibouti	202.110	214.717	220.444	231.773	5,10%
Dollars US	192.373	202.593	189.657	212.352	12,00%
Autres devises	24.423	25.566	24.642	26.335	6,90%
<b>Total</b>	<b>418.905</b>	<b>442.876</b>	<b>434.743</b>	<b>470.459</b>	<b>8,20%</b>

Source : BCD

Les ressources libellées en USD ont suivi la même tendance haussière, s'établissant à 212.352 millions FDJ en

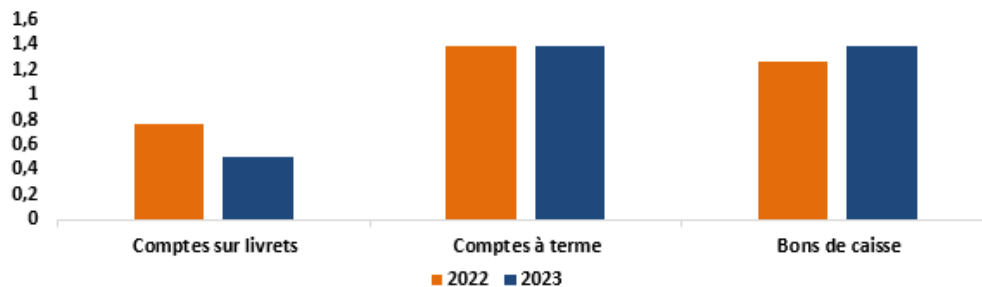


2023, contre 189.657 millions FDJ en 2022, témoignant de la préférence des opérateurs économiques pour cette devise. Concernant les dépôts libellés en « Autres devises », ils ont enregistré une hausse de 7% en s'établissant à 26.335 millions FDJ en 2023, contre 24.642 millions FDJ l'exercice précédent.

## 2.5 L'évolution de la rémunération des dépôts

En 2023, les banques ont offert une rémunération avantageuse sur leurs produits à la fois pour les particuliers et les entreprises, à l'exception de la rémunération moyenne octroyée sur les comptes sur livrets qui passe de 0,65% en 2022 à 0,5% en 2023.

Graphique 9 – Taux moyens sur les dépôts des particuliers en %

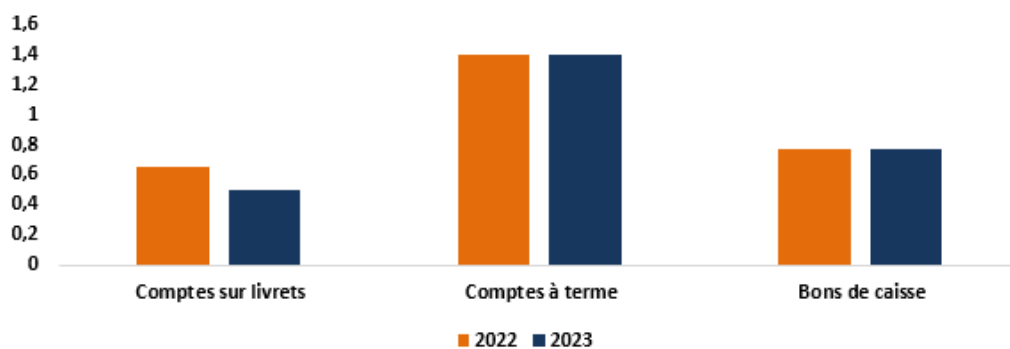


Source : BCD

La rémunération proposée sur les bons de caisse s'est améliorée de 0,12% au profit des particuliers (1,39% en 2023, contre 1,27 % en 2022), tandis qu'elle est restée stable à 0,76 % au profit des entreprises, d'une année à l'autre.

Concernant le taux créditeur moyen sur les comptes à terme, il est resté inchangé à 1,39% à la fois pour les entreprises et pour les particuliers, sur la période observée.

Graphique 10 – Taux moyens sur les dépôts des entreprises en %



Source : BCD

### 3 LES CONCOURS BANCAIRES

Après la hausse observée en 2022 (4,7%), le financement bancaire (engagement par signature inclus) a enregistré une diminution de 10%, passant ainsi de 303.168 millions FDJ en 2022 à 272.275 millions FDJ en 2023. Cette diminution a porté essentiellement sur les crédits à long terme, dont l'encours est passé de 114.146 millions FDJ à fin 2022 à 75.243 millions FDJ fin 2023.

Constituant 22% du total des financements bancaires, l'encours des engagements par signature est demeuré relativement stable entre décembre 2022 et décembre 2023.

La qualité des portefeuilles de crédits des banques s'est améliorée de 0,5% entre 2022 et 2023. Le taux de détérioration du portefeuille s'est établi à 4,7% au 31 décembre 2023 et s'explique par la sortie du bilan des créances compromises d'une ancienneté de plus de cinq ans. Parallèlement, le taux de provisionnement des créances en souffrance a baissé de 3%, passant de 69% à 66% entre 2022 et 2023.

#### 3.1 Répartition des concours bancaires selon leur durée

Malgré un recul de 13% au terme de l'année 2023, le crédit à décaissement est dominé par les crédits à long terme, qui sont passés de 114.146 millions FDJ en 2022 à 75.243 millions de FDJ en 2023 et qui ont représenté 35% du total des crédits à la clientèle. Toutefois, les encours nets des crédits à long terme sont dominés principalement par la progression des crédits à l'habitat qui passent de 37.010 millions FDJ en 2022 à 51.820 millions FDJ en 2023.

Les encours des crédits à moyen terme se sont établis à 40.549 millions FDJ en 2023 contre 46.488 millions FDJ en 2022, soit une baisse en volume de 5.939 millions FDJ. Toutefois, leur part dans le total des crédits augmente de 3% entre décembre 2022 et décembre 2023.

En revanche, les financements à court terme ont progressé de 82.691 millions FDJ en 2022 à 96.666 millions FDJ en 2023 en raison de l'accroissement conjoint des crédits à la consommation (58.339 millions FDJ en 2023, contre 48.486 millions FDJ en 2022) et des découverts (38.326 millions FDJ en 2023, contre 34.205 millions FDJ en 2022).

**Tableau 29 – – Évolution des engagements selon leur durée, 2020-2023(En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Crédits à court terme	56.180	62.878	82.691	96.666	16,90%
Crédits à moyen et long terme	93.160	167.442	160.634	115.793	-27,90%
<b>Total bilan</b>	<b>149.340</b>	<b>230.320</b>	<b>243.325</b>	<b>212.459</b>	<b>-12,70%</b>
Hors Bilan	32.869	59.095	59.842	59.816	-0,04%
<b>Total</b>	<b>182.209</b>	<b>289.415</b>	<b>303.168</b>	<b>272.275</b>	<b>-10,20%</b>

Source : BCD

### 3.2 Répartition des concours bancaires selon la devise et les bénéficiaires

L'analyse de la répartition des engagements globaux par devises indique une baisse des crédits libellés en USD, qui sont passés de 157.937 millions FDJ en 2022 à 115.223 millions FDJ en 2023. En termes de proportion, les crédits libellés en USD ont représenté 54% des engagements globaux en 2023.

**Tableau 30 – Évolution des engagements globaux selon la devise, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Francs Djibouti	71.889	77.873	85.194	94.934	11,40%
Dollars US	76.096	151.797	157.937	115.223	-27%
Autres devises	1.356	650	196	2.302	1074,50%
<b>Total</b>	<b>149.340</b>	<b>230.320</b>	<b>243.326</b>	<b>212.458</b>	<b>-12,70%</b>

Source : BCD

En 2023, les crédits en FDJ ont augmenté de 11,4% par rapport à 2022 et ceux en « autres devises » de 2.106 millions FDJ. A fin décembre 2023, la part de ces derniers dans le total des engagements est néanmoins resté faible.

Concernant la ventilation par agents économiques, l'encours des concours bancaires ont continué leur progression, à l'exception des concours accordés aux entreprises privées, qui ont diminué de 29%, en raison du remboursement d'un prêt à long terme accordé par une banque de la Place à des entreprises non-résidentes.

Les crédits aux sociétés et entrepreneurs individuels sont passés de 143.585 millions FDJ en 2022 à 101.969 millions FDJ en 2023, en raison du remboursement intégral d'un prêt à l'équipement à long terme octroyé par une banque de la Place à des entreprises opérant en République du Congo et en Zambie. Cependant, leur part reste significative à 48% dans le total des concours bancaires.

Les concours aux particuliers et aux administrations privées et organisations internationales ont noté respectivement une hausse en volume de 9.503 millions FDJ et de 1.275 millions FDJ entre décembre 2022 et décembre 2023.

**Tableau 31 – Évolution des engagements par agent économique, 2020-2023 (En millions FDJ)**

Agents économiques	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
Entreprises et Ets publics	33.096	63.720	63.646	63.617	-0,04%
Sociétés et entrep. Individuels	116.828	192.035	143.585	101.969	-29%
Particuliers	29.145	32.720	36.066	45.569	26,30%
Divers	3.140	938	28	1.303	4553,60%
<b>Total</b>	<b>182.209</b>	<b>289.415</b>	<b>243.326</b>	<b>212.458</b>	<b>-12,70%</b>

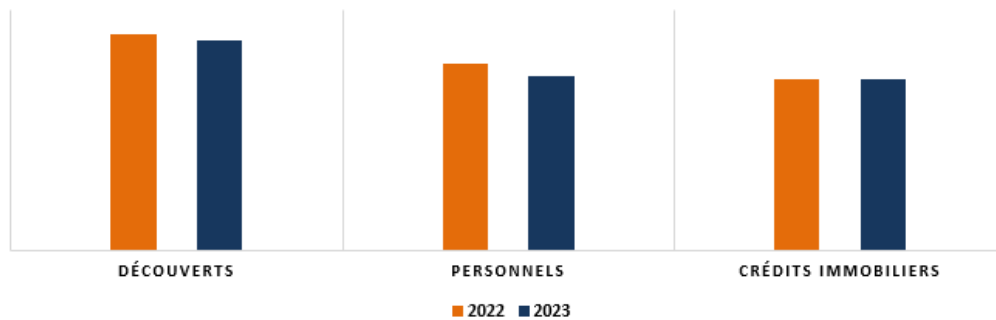
Source : BCD

### 3.3 Évolution du coût du crédit

En 2023, les taux moyens pratiqués par les banques de la Place pour les crédits qu'elles ont octroyé, toutes catégories d'emprunteurs confondues, se sont légèrement améliorés par rapport à 2022 : 7,73% en 2023, contre 7,88% en 2022.

Concernant les particuliers, les taux moyens ont été respectivement de 7,62% en 2023, contre 7,88% en 2022 ; s'agissant des entreprises : 7,76% contre 7,86% l'exercice précédent.

Graphique 11 – Taux moyens des crédits aux particuliers (en pourcentage)



Source : BCD

# CHAPITRE 3 - ÉVOLUTION DES INDICATEURS FINANCIERS

En 2023, le nombre d'établissements financiers assujettis à la supervision de la Banque Centrale est resté inchangé qu'en 2022, soit un ensemble de 40 institutions, toutes catégories confondues, réparties en 13 banques, dont 3 islamiques, 4 institutions de microfinance, dont 1 à caractère islamique et à titre expérimental, 2 émetteurs de monnaie électronique, 2 institutions financières spécialisées et 19 auxiliaires financiers.

En termes de structure, les banques dominent le système financier de Djibouti avec 97,5% de l'actif financier et, sont largement constitués d'actionnariats étrangers issus de la France, du Maroc, de la Chine et de la sous-région.

En matière de réseaux bancaires, en dépit de l'effet de la digitalisation croissante des services bancaires fournies avec des nouveaux canaux comme la téléphonie mobile (mobile banking) et l'Internet (e-banking), les banques ont continué à intensifier leurs réseaux en mettant en place de nouvelles agences et des GAB.

En 2023, le nombre des GAB a progressé de 22% avec 27 nouvelles unités pour s'établir à 148 unités fin 2023. Parallèlement, le nombre d'agences bancaires s'est accru d'une unité pour ressortir à 66 agences : trois banques conventionnelles ont ouvert trois nouvelles agences, tandis que les banques islamiques ont fermé deux agences pour la même période.

Le réseau des émetteurs de monnaie électronique s'est renforcé de 36 nouveaux points de vente pour s'établir à 611 à la fin de 2023, augmentant de 6,3% par rapport à 2022.

Le réseau des institutions de microfinance s'est également inscrit en hausse avec la mise en place d'une nouvelle antenne de l'unité pilote établie à l'avenue Cheick Houmed dans la Commune de Boulaos.

**Tableau 32 – Nombre d’institutions financières en activité en 2023**

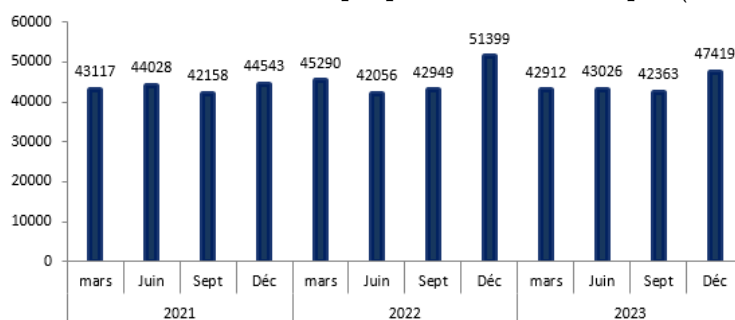
	Type d’institution financière	Nbre
<b>1</b>	<b>Établissements de crédit, dont :</b>	<b>13</b>
	Banques Conventionnelles	10
	Banques islamiques	3
<b>2</b>	<b>Auxiliaires financiers</b>	<b>19</b>
<b>3</b>	<b>Institutions de Microfinance, dont :</b>	<b>4</b>
	CPECs	3
	Unité Pilote Microfinance islamique	1
<b>4</b>	<b>Institutions financières Spécialisées, dont :</b>	<b>3</b>
	Fonds de Développement Économique de Djibouti (FDED)	1
	Fonds de Garantie de Djibouti (FOGAD)	1
	Fonds Souverain de Djibouti (FSD)	1
<b>5</b>	<b>Émetteurs de Monnaie Électronique</b>	<b>2</b>
	<b>Total</b>	<b>41</b>

Source : BCD

## 1 LA SITUATION DES RISQUES

### 1.1 Évolution des fonds propres nets et la solidité financière des banques

Au 31 décembre 2023, les fonds propres nets des banques ont atteint 47,5 milliards FDJ, en baisse annuelle de 8% par rapport au 31 décembre 2022. En dépit de ce repli, la situation des fonds propres des banques reste solide, renforcée notamment par des réaffectations de résultats de l'exercice 2022.

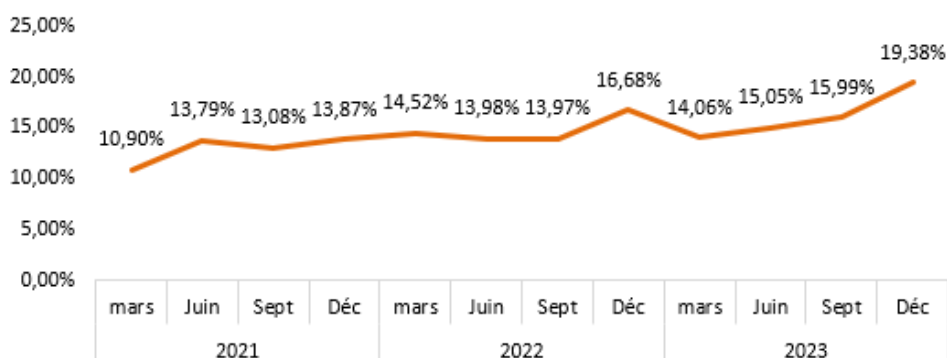
**Graphique 12 – Évolution des fonds propres nets des banques (en millions FDJ)**

Source : BCD - Indicateurs de solidité financière

Le ratio de solvabilité, principal indicateur de solidité, est resté élevé avec un taux de 19,4%, largement au-dessus du minimum de 12% requis.

Au terme de l'année 2023, les actifs nets pondérés en fonction des risques, correspondant aux expositions au bilan et hors-bilan pondérées, se sont établis à 244.626 millions FDJ, marquant une baisse de 19,8% par rapport à 2022. Les remboursements anticipés d'un gros portefeuille et la diminution des expositions des créances interbancaires

**Graphique 13 – Évolution du ratio de solvabilité en %**



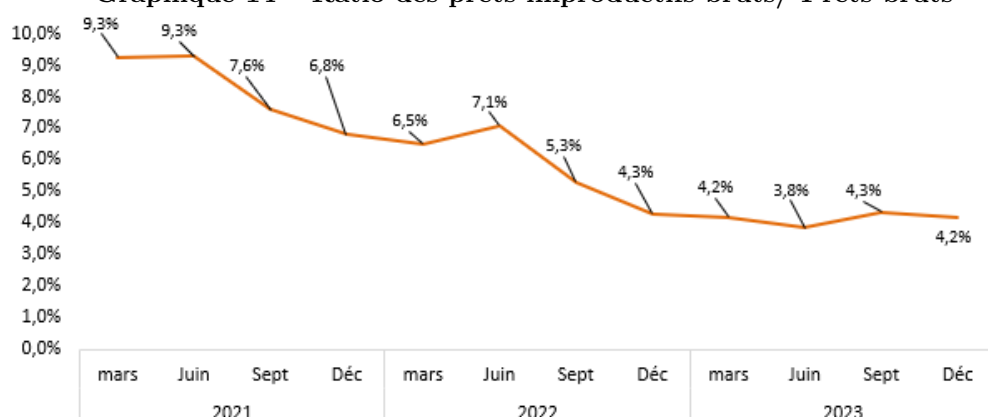
Source : BCD - Indicateurs de solidité financière

expliquent cette diminution.

## 1.2 Évolution des créances en souffrance

Au 31 décembre 2023, les prêts improductifs bruts des banques se sont chiffrés à 9 173,6 millions FDJ, contre 11 245,6 millions FDJ au 31 décembre 2022, soit une baisse de 18,4%. Le recul des créances en souffrance est dû à l'application, pour chaque exercice, des dispositions de l'article 20 de l'instruction 2019-03 portant classification des créances en souffrance et leur provisionnement. L'adoption de ce nouveau texte réglementaire a permis l'assainissement du portefeuille des crédits de plus de 5 années, radiés du bilan et suivi en extra-comptable. Le ratio créances en souffrance sur le total des prêts bruts s'est situé à 4,2%, soit un niveau relativement stable par rapport à l'année précédente.

**Graphique 14 – Ratio des prêts improductifs bruts/ Prêts bruts**



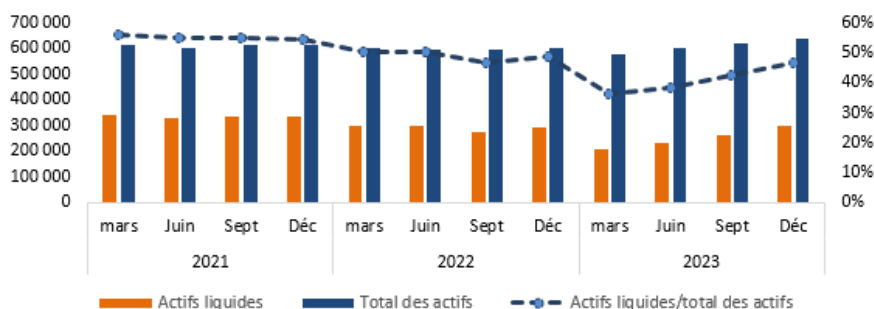
Source : BCD - Indicateurs de solidité financière

Le taux de provisionnement des créances en souffrance brutes s'est établi à 72,7% au 31 décembre 2023, soit une baisse de 12 points par rapport à décembre 2022.

### 1.3 Évolution de la liquidité des banques

Après un ralentissement en 2022, la tendance se poursuit en 2023 avec un ratio des actifs liquides sur le total des actifs atteignant 46,8%, contre 48,6% l'année précédente. En comparaison avec les passifs à court terme, les actifs liquides représentent désormais 71% du total, marquant une progression de 33% en un an. Cette hausse est due à la diminution des passifs à court terme, qui sont passés de 549 907,2 Millions FDJ en 2022 à 403 519,5 Millions FDJ en 2023.

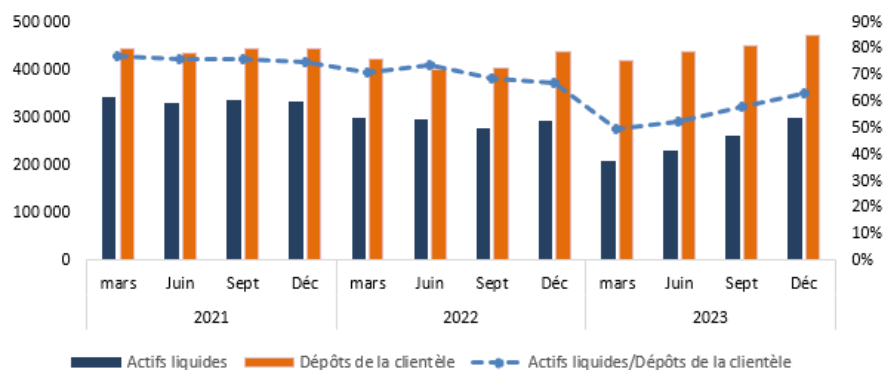
**Graphique 15 – Évolution de la liquidité des banques**



Source : BCD - Indicateurs de solidité financière

Le ratio de transformation de la place financière a fortement diminué en 2023, passant de 60% en 2022 à 46,3%, en raison de l'arrivée à échéance d'un crédit important accordé par une banque de la Place.

**Graphique 16 – Le ratio de transformation des dépôts en crédits**



Source : BCD - Indicateurs de solidité financière

## 2 LA RENTABILITÉ DES BANQUES

Les indicateurs de rentabilité des banques se sont légèrement améliorés à partir de 2022. Le ratio consolidé des Rentabilité des Actifs (ROA) des banques est passé de 1,6% à 1,43% entre décembre 2021 et décembre 2022 et tourne autour de 1,5% en moyenne en 2023. Le rendement des fonds propres s'est stabilisé autour de 20% en moyenne courant 2023 et a retrouvé le niveau d'avant la crise sanitaire de Covid-19. 67,24% du produit net des banques est composé de marges d'intérêts, en raison de l'importance des placements interbancaires effectués par



---

les banques de la place auprès de leurs maisons-mères et de leurs correspondants bancaires.

Les charges hors intérêts ont constitué 65% du produit d'exploitation brut, soit une augmentation de 8,5% par rapport à l'exercice 2022.

# CHAPITRE 4 -

## LE SECTEUR EXTÉRIEUR

### 1 LA BALANCE DES PAIEMENTS

#### 1.1 Le compte courant

Malgré le contexte économique, marqué par de fortes tensions en Mer Rouge depuis le 4ème trimestre de 2023, le solde du compte courant de la balance des paiements de la république de Djibouti affiche un excédent de 125.810 millions FDJ fin 2023, qui correspond à 18% du PIB. Cette amélioration, par rapport à 2022, provient de l'accroissement des soldes des biens (+6%), des services (4,4%) et des revenus primaires (+7,8%).

Tableau 33 – Balance des paiements (en millions FDJ)

	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
<b>Compte transactions courantes</b>	<b>80.631</b>	<b>149.940</b>	<b>120.142</b>	<b>125.810</b>	<b>4,72%</b>
<b>Biens</b>	<b>-22.500</b>	<b>61.421</b>	<b>48.584</b>	<b>51.474</b>	<b>6,00%</b>
Exportations, fob	498.884	680.522	817.676	847.997	3,71%
Importations, fob	517.384	619.101	769.092	796.524	3,57%
<b>Services et Revenus</b>	<b>68.507</b>	<b>60.380</b>	<b>42.543</b>	<b>45.022</b>	<b>5,83%</b>
Crédit	171.635	194.205	208.543	218.186	4,62%
Débit	103.512	-133.825	-166.000	-173.164	4,32%
<b>Transferts courants</b>	<b>34.624</b>	<b>28.140</b>	<b>29.015</b>	<b>29.315</b>	<b>1,03%</b>
Administrations publiques	32.763	26.249	26.824	26.961	0,51%
Autres secteurs	1.861	1.891	2.192	2.354	7,39%
<b>Compte de capital</b>	<b>13.673</b>	<b>4.282</b>	<b>5.838</b>	<b>36,3</b>	<b>36,3</b>
Transferts de capital	13.673	4.282	5.838	36,3	36,3
Administrations publiques	13.673	4.282	5.838	36,3	36,3
Transferts des migrants	0	0	0	0	0
Acquisitions & cessions d'actifs non financiers, non produits	0	0	0	0	0
<b>Compte des opérations financières</b>	<b>51.676</b>	<b>86.712</b>	<b>56.917</b>	<b>- 34,4</b>	<b>- 34,4</b>
Investissements directs	29.635	33.238	24.349	- 26,7	- 26,7
Investissements de portefeuille	- 34.714	- 2.411	- 2.993	24,2	24,2
Autres investissements	39.384	56.364	21.467	-61,9	-61,9
Avoirs de réserves	17.371	- 479	14.094	- 3.042,5	- 3.042,5
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>- 253.311</b>	<b>- 211.136</b>	<b>-188.566</b>	<b>- 10,7</b>	<b>- 10,7</b>

Source : BCD

## 1.2 La balance commerciale

**Tableau 34 – Balance des biens (en millions FDJ)**

	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Exportations, fob	498.884	680.522	817.676	847.997	3,71%
Importations, fob	517.384	619.101	769.092	796.524	3,57%
<b>Balance commerciale</b>	<b>-22.500</b>	<b>61.421</b>	<b>48.584</b>	<b>51.474</b>	<b>5,95%</b>

Source : BCD

Le solde excédentaire des échanges des biens de l'année 2023 s'est amélioré de 6%, s'établissant à 51.474 millions FDJ, contre 48.584 millions FDJ en 2022

Estimé à 796.524 millions FDJ pour 2023, l'encours de biens importés s'est accru de 3,6% en comparaison de son niveau de 2022. Cet accroissement est expliqué par les achats à l'extérieur des alimentations et boissons (+7,4%), des métaux et produits des métaux (+20,1%), des machines diverses et appareils électriques (+20%) et les tabacs bruts et manufactures (+49 %).

Les exportations, pour leur part, ont connu une progression de 3,7% en 2023, pour s'établir à 847.997 millions FDJ contre 817.676 millions FDJ en 2022. Cette évolution résulte de la hausse des réexportations des machines diverses et appareils électriques (+41%) et des métaux et produits des métaux (+30%), ainsi que les plastiques et dérivés (+7%).

## 1.3 La balance des services

En 2023, l'excédent des services s'est amélioré de 4%, passant de 54.093 millions FDJ à 56.475 millions FDJ en 2022. Cet accroissement est imputable à la hausse des soldes des postes de « voyage », « communication » et des services fournis par les administrations publiques aux Non-résidents.

Entre 2022 et 2023, les échanges de services de transport ont enregistré un solde négatif de 10.233 millions FDJ, en baisse de 1.267 millions FDJ par rapport à 2022. Le solde déficitaire des transports maritimes s'est creusé de 14,1% en 2023, en raison de la hausse enregistrée au niveau des dépenses (121.821 millions FDJ en 2023 contre 117.626 millions FDJ en 2022).

Le poste « Voyages » a enregistré un solde excédentaire de 4.248 millions FDJ en 2023, contre un solde excédentaire de 3.205 millions FDJ une année auparavant. Toutefois, le solde de 2023 reste inférieur à celui ayant précédé la période de la pandémie de la covid-19.

Les services de communication continuent leur tendance haussière, en enregistrant un solde excédentaire de 15.238 millions FDJ en 2023, contre 13.697 millions FDJ un an auparavant.

Les services fournis par les administrations publiques recensent les dépenses de fonctionnement et d'investissement des contingents militaires étrangers, des ambassades et des organisations internationales installés à Djibouti. Au

**Tableau 35 – Solde des échanges de services (en millions FDJ)**

	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Transports	13.480	8.822	-8.966	-10.233	14,10%
Voyages	2.628	3.839	3.205	4.248	32,50%
Communications	12.009	11.047	13.697	15.238	11,20%
Services d'assurance	-2.943	-3.373	-4.524	-4.705	4,00%
Administrations publiques	33.259	38.494	39.469	40.421	2,40%
Autres services	10.937	12.274	11.212	11.507	2,60%
<b>Total</b>	<b>69.370</b>	<b>71.103</b>	<b>54.093</b>	<b>56.475</b>	<b>4%</b>

Source : BCD

terme de l'année 2023, cette rubrique a enregistré un excédent de 40.421 millions FDJ, contre 39.469 millions FDJ une année plutôt, soit une légère hausse de 2,4%.

Incluant les activités connexes du transport de la chaîne logistique des marchandises, en volume, le solde du poste des autres services s'est chiffré à 11.507 millions FDJ en 2023, contre un niveau de 11.212 millions FDJ en 2022.

#### 1.4 La balance des revenus

**Tableau 36 – Solde des revenus (en millions FDJ)**

	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Rémunération des salariés	11.085	8.980	9.700	9.732	0,33%
Revenus des investissements	-25.252	-19.704	-21.251	-21.186	-0,31%
<b>Total</b>	<b>-14.167</b>	<b>-10.724</b>	<b>-11.551</b>	<b>-11.454</b>	<b>-0,84%</b>

Source : BCD

Les revenus comprennent ceux provenant du travail et ceux issus du capital ; ceux-ci englobent les produits des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et des autres placements.

En 2023, le compte des revenus a dégagé, comme en 2022, un solde négatif, quasi-identique à celui de 2022 : 11.454 millions FDJ en 2023, contre 11.551 millions FDJ en 2022. Le surplus structurel généré par les salaires versés aux Résidents locaux par des organismes et les représentations diplomatiques, a connu une quasi-stabilité, passant de 9.700 millions FDJ en 2022 à 9.732 millions FDJ en 2023.

Le solde des revenus des investissements est resté également stable à - 21.186 millions FDJ en 2023. Son niveau s'explique par la suspension des paiements du service de la dette extérieure des établissements publics et de l'administration centrale auprès de certains créanciers.

## 1.5 La balance des transferts

**Tableau 37 – Solde des Transferts courants (en millions FDJ)**

	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Administrations publiques	32.763	26.248	26.824	26.961	0,51%
Autres secteurs	1.861	1.892	2.192	2.354	7,39%
<b>Total</b>	<b>34.624</b>	<b>28.140</b>	<b>29.016</b>	<b>29.315</b>	<b>1,03%</b>

Source : BCD

La rubrique des transferts courants se caractérise, structurellement, par un solde excédentaire. Ces derniers constituent la première source de financement de la balance des paiements et constitue plus de 90 % des revenus secondaires.

Le solde des transferts courants a affiché un solde excédentaire de 29.315 millions FDJ en 2023 ; soit 299 millions FDJ de plus par rapport à 2022.

## 1.6 Le compte de capital

Le compte de capital retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

Le solde du compte de capital est ressorti à 5.838 millions FDJ en 2023, contre 4.282 millions FDJ en 2022, en progression de 1.556 millions FDJ, en lien avec la hausse des tirages sur les projets à destination des administrations publiques au titre du programme d'investissement public.

## 1.7 Le compte des opérations financières

**Tableau 38 – Compte des opérations financières (en millions FDJ)**

	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Investissements directs	28.121	29.635	33.238	24.349	-26,74%
Investissements de portefeuille	37.272	-34.714	-2.412	-2.993	24,12%
Autres investissements	-37.094	54.177	56.364	21.467	-61,91%
Avoirs de réserves	-32.352	17.371	-479	14.094	-3041,60%
<b>Total opérations financières</b>	<b>-4.054</b>	<b>66.469</b>	<b>86.711</b>	<b>56.917</b>	<b>-34,36%</b>

Source : BCD

Le compte financier englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des Non-résidents. Il retrace les comportements d'investissement et de financement des résidents. Ce compte décrit comment le besoin de financement de l'économie a été couvert.

Les flux des capitaux entre Résidents et Non-résidents se sont soldés par des entrées nettes de 56.917 millions FDJ en 2023, contre des entrées nettes de 86.711 millions FDJ en 2022. La contraction du solde excédentaire du compte financier découle des replis observés aux niveaux des IDE, dans les autres investissements et les avoirs de réserves. En effet, les investissements directs étrangers ont chuté de près 27 %, passant de 33.238 millions FDJ en 2022 à 24.349 millions FDJ en 2023.

La rubrique « autres investissements », plus important poste du compte financier, a enregistré un flux net de 21.467 millions FDJ en 2023, contre un flux net de 56.364 millions FDJ l'année précédente.

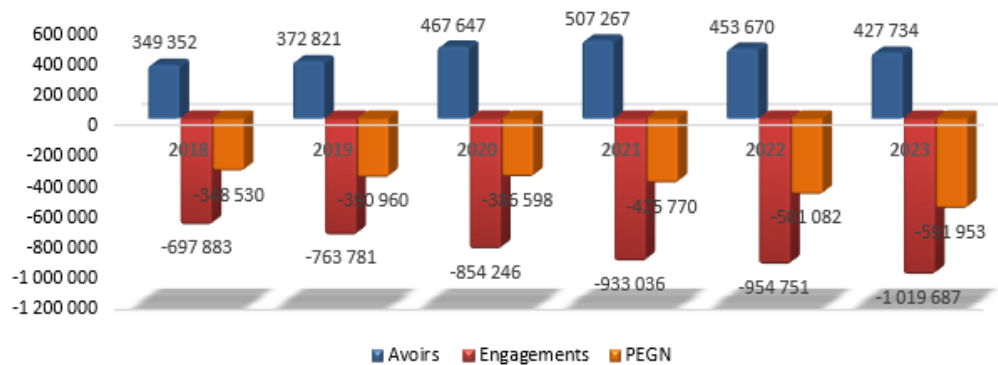
Les transactions liées aux investissements de portefeuille ont enregistré un flux de 2.993 millions FDJ en 2023, contre des sorties nettes de 2.412 millions FDJ en 2022, soit une hausse de 582 millions FDJ.

Après avoir affiché une légère hausse de 479 millions FDJ en 2022, les avoirs de réserves de la Banque Centrale ont enregistré une baisse de 14.094 millions FDJ en 2023.

## 2 LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

Au terme de l'année 2023, la Position Extérieure globale (PEG) de la République de Djibouti ressortait débitrice à 590.682 millions FDJ, contre une position débitrice de 501.081 millions FDJ, un an plus tôt, soit une dégradation de 18%. La PEG nette s'est dégradée de 50.000 millions FDJ depuis 2018.

Graphique 17 – Évolution de la Position Extérieure Globale Nette 2018-2023



Source : BCD

La progression significative de l'endettement net des Résidents vis-à-vis de l'étranger provient de la hausse soutenue des engagements extérieurs au niveau des investissements directs étrangers (+6% entre décembre 2022 et décembre 2023), de la dette extérieure des entreprises publiques (+51.750 millions FDJ entre décembre 2022 et décembre 2023) ainsi que la dégradation en volume de 14.094 millions FDJ des réserves de change de la Banque Centrale de Djibouti.

Les investissements directs étrangers au profit de l'économie djiboutienne ont totalisé un volume 426.077 millions FDJ en 2023, contre 401.707 millions FDJ en 2022, soit une hausse de 6% en rythme annuel. L'amélioration continue du climat des affaires, la stabilité politique et monétaire ainsi que les nombreux avantages qu'offre le

code des investissements attirent davantage les investisseurs étrangers.

Le poste des investissements de portefeuilles recouvre les transactions et les positions transfrontalières portant sur les titres de créances ou de participation. Au 31 décembre 2023, ce poste a enregistré une acquisition nette d'actifs de 5.734 millions FDJ avec l'arrivée à échéance de titres obligataires émis en 2020 par une banque de la Place, pour 200 millions USD. La rubrique « autres investissements » constitue la rubrique la plus significative de la PEG de Djibouti. Elle affichait une position débitrice nette de 259.341 millions FDJ en 2023, contre une position débitrice de 205.191 millions FDJ en 2022, soit une dégradation de 26% vis-à-vis des Non-résidents.

En effet, les avoirs en prêts inclus dans la rubrique « autres investissements » ont enregistré un montant de 4.489 millions FDJ en 2023, contre 63.622 millions FDJ en 2022, soit une baisse significative de 59.133 millions FDJ d'une année à l'autre. Celle-ci s'explique par le remboursement de crédits accordés par une banque de la Place à une société non-résidente du secteur minier. De même, les avoirs en monnaies et dépôts ont enregistré une position créditrice de 329.780 millions FDJ en 2023, contre 280.671 millions FDJ en 2022, en raison de la hausse des taux sur les marchés financiers internationaux.

Quant aux engagements dans les autres investissements, l'augmentation des nouveaux tirages courant juin 2023 à hauteur de 51.750 millions FDJ pour la construction du port pétrolier de Damerjog expliquent la croissance des engagements extérieurs de Djibouti vis-à-vis des Non-résidents.

Les avoirs de réserves ont dégagé une position débitrice de 14.094 millions FDJ après avoir enregistré une position créditrice de 879 millions FDJ une année auparavant. La baisse des dépôts à vue à l'étranger en USD, passés de 103.096 millions FDJ en 2022 à 87.890 millions FDJ en 2023 explique cette tendance.

**Tableau 39 – Position extérieure globale, 2021-2023(en millions FDJ)**

Composantes	2021	2022	2023	Var. 2023/22
<b>Investissements directs</b>				
Avoirs	0	0	0	-
Engagements	-368.490	-401.727	-426.077	6,06%
<b>Investissements de portefeuilles</b>				
Avoirs	3.886	6.297,59	5.734	-8,95%
Engagements	-3.558	-3.557,15	0	0
<b>Autres investissements</b>				
Avoirs	400.764	344.275	334.269	-2,91%
Engagements	-560.989	-549.467	-593.610	8,03%
<b>Avoirs de réserves</b>	102.617	103.097	89.002	-13,67%
<b>Position nette</b>	<b>-425.770</b>	<b>-501.081</b>	<b>-590.682</b>	<b>17,88%</b>

Source : BCD

### 3 LA DETTE PUBLIQUE EXTÉRIEURE

Tableau 40 – Évolution de la dette extérieure directe et à garantie publique  
par type de coopération (en millions FDJ)

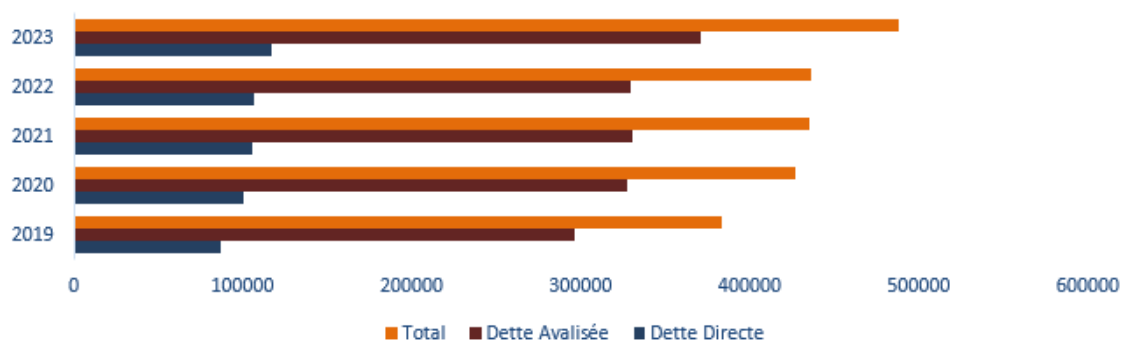
Désignation	2022		2023		Var 2023/22
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	
<b>État</b>	<b>106.151</b>	<b>100</b>	<b>116.959</b>	<b>100</b>	
Coopération bilatérale	21.913	85	22.170	18,96	1,17%
Coopération multilatérale	84.238	15	94.789	81,05	12,53%
<b>Entreprises publiques</b>	<b>329.619</b>	<b>100</b>	<b>370.564</b>	<b>100</b>	<b>12,42%</b>
Coopération bilatérale	280.497	69	282.357	76,2	0,66%
Coopération multilatérale	49.121	31	88.207	23,8	79,57%
<b>Encours total</b>	<b>435.770</b>	<b>100</b>	<b>487.523</b>	<b>1</b>	<b>11,88%</b>
Coopération bilatérale	302.410	69	304.526	62,46	0,70%
Coopération multilatérale	133.359	31	182.997	37,54	37,22%

Source : Direction de la dette publique- ministère du budget

L'encours de la dette extérieure de la République de Djibouti s'est accru de 11,8 % en 2023, passant de 435.770 millions FDJ en 2022 à 487.523 millions FDJ en 2023. Cet accroissement est lié à l'augmentation des engagements de l'Etat (+10.808 millions FDJ) ainsi qu'à celle des engagements des entreprises (+40.945 millions FDJ). Rapportée au PIB, la dette extérieure totale représentait 68 % fin 2023, contre 66 % fin 2022.

En termes de structure, en 2023, les fonds en provenance de la coopération bilatérale et ceux issus de la coopération multilatérale représentaient respectivement 62% et 38 % de l'encours global de la dette extérieure publique de la République de Djibouti.

Graphique 18 – Évolution de la dette publique extérieure



Source : Direction de la dette publique- ministère du budget

Au terme de l'année 2023, la dette de l'État et celle des entreprises publiques représentaient respectivement 24% et 76% de la dette extérieure publique. Les secteurs des transports, de l'eau et de l'assainissement et celui des infrastructures représentaient respectivement 44,4%, 15 % et 15,2% de l'encours global de la dette extérieure et 77% de la dette extérieure évaluée. L'encours de la dette à l'égard des bailleurs de fonds bilatéraux est demeuré



---

stable entre 2022 et 2023, à un niveau légèrement supérieur à 300.000 millions FDJ.

Les principaux bailleurs de fonds bilatéraux de la République de Djibouti sont la Chine, qui représente 49 % du total de la dette bilatérale, et le Fonds koweïtien de développement qui ont, respectivement, constitué 49% et 6% de l'ensemble de la dette extérieure des bailleurs de fonds bilatéraux. Les stocks des emprunts bilatéraux représentent 62 % de l'encours total, contre 38 % pour les emprunts multilatéraux.

Courant 2023, les autorités de la République de Djibouti et Exim Bank China sont parvenues à un accord de restructuration de la dette djiboutienne, qui marque une étape majeure dans la résolution de la situation financière du pays. Cet accord porte sur le financement de la construction de la ligne ferroviaire entre Djibouti et Addis Abeba et sur celui du chantier d'approvisionnement en eau. Il prévoit un moratoire de 4 ans, prenant fin le 31 décembre 2027.

Pour sa part, le stock des créanciers multilatéraux a enregistré une augmentation en volume de 49.638 millions FDJ, se chiffrant à 182.997 millions DJ en 2023, contre 133.359 millions FDJ l'année précédente. Cet accroissement s'explique à la fois par la croissance de la dette directe multilatérale, de 13 %, et de la dette avalisée multilatérale, de 76 %. Cette augmentation résulte des emprunts contractés en 2023 auprès de l'International Développement Association (IDA), de l'Afrexim (AFRICAN EXPORT IMPORT) Bank et de la Banque pour le Commerce et l'Industrie – Mer Rouge (BCI-MR) et de l'Investissement International Capital. Fin 2023, les principaux créanciers multilatéraux de la République de Djibouti étaient : l'IDA (26,5 %), le Fonds Arabe de Développement Économique et Social (FADES) (19,05 %) et Afrexim Bank associé à la BCI-MR<sup>2</sup> (13,75 %), qui détiennent plus de 26 % du portefeuille de la dette extérieure globale.

### 3.1 Le service de la dette

En 2023, le service de la dette extérieure publique s'est élevé à 25.013 millions FDJ, dont 14.448 millions FDJ en principal et 10.525 millions FDJ en intérêts. Le paiement du service de la dette, reporté dans le cadre de l'initiative G20<sup>3</sup>, qui a pris effet en 2022, s'est poursuivi durant l'exercice 2023. Le service de la dette engagé s'est établi en 2023 à 17.046 millions FDJ pour les administrations centrales et à 7.967 millions FDJ pour les établissements publics. Fin 2023, le service de la dette multilatérale s'élevait à 7.798 millions FDJ et la dette bilatérale à 17.217 millions FDJ.

Le ratio du service de la dette directe par rapport aux recettes des administrations publiques, qui reflète la proportion des recettes budgétaires permettant le règlement du service de la dette ainsi que la vulnérabilité de ses paiements aux fluctuations des recettes budgétaires intérieures, a augmenté de 1,1%, passant de 10,6% en 2022 à 11,7% en 2023.

---

2. Il s'agit de la facilité de financement de 155 millions USD, dans laquelle la BCIMR participe à hauteur de 25 millions USD, destinée au développement de la zone franche de Damerjog Industrial Development.

3. Il s'agit de la décision prise par les Etats membres du G20 lors de sa réunion du 14 octobre 2020. Elle a été suivie par la mise en place d'un cadre, lors de la réunion du 13 novembre 2020, dénommé « Initiative de suspension du service de la dette » (Debt Service Suspension Initiative (DSSI))

**Tableau 41 – Composantes du service de la dette publique extérieure (en millions FDJ)**

	2021	2022	2023	Var. 2023/2022
<b>Intérêts</b>	<b>4.157</b>	<b>8.226</b>	<b>10.525</b>	<b>28%</b>
Etat	911	4.714	7.069	50%
Entreprises publiques	3.246	3.512	3.456	-2%
<b>Amortissements</b>	<b>5.062</b>	<b>13.668</b>	<b>14.488</b>	<b>6%</b>
État	2.625	9.620	9.977	4%
Entreprises publiques	2.437	4.048	4.511	11%
<b>Service de la dette extérieure</b>	<b>9.220</b>	<b>21.893</b>	<b>25.013</b>	<b>14%</b>

Source : Direction de la Dette - Ministère du Budget

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportations de biens et services a connu une légère amélioration, en s'établissant à 2,4% en 2023, contre 2,2 % l'exercice précédent. Ce ratio indique dans quelle proportion les recettes d'exportations permettent de régler le service de la dette et dans quelle mesure ces paiements sont vulnérables à une chute inattendue des recettes.

# **LES ACTIVITÉS DE LA BANQUE CENTRALE**

---

## 1 LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

En application de la loi n°118/AN/11 portant sur les statuts de la Banque Centrale de Djibouti, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions au cours de l'année 2023.

La Banque Centrale de Djibouti a participé aux travaux préparatoires du processus d'évaluation du GAFIMOAN, dans le cadre de la lutte contre le Blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La République de Djibouti a adhéré au GAFIMOAN en 2018.

Au niveau organisationnel, une réforme est entreprise pour pallier aux nouveaux besoins techniques et les ressources en matière de capital humain.

La Direction de la Banque a poursuivi l'encadrement de l'expansion de ses activités notamment la création d'un nouveau département sur la sécurité informatique (Cybersécurité) qui vient ainsi renforcer le système de contrôle de la BCD. En outre, un pôle chargé de la gestion des "Reserves Obligatoires" a été mis en place au sein de la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements.

### 1.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque qui exerce ses fonctions régaliennes conformément à l'article 39 des statuts de la Banque Centrale arrêtant ses attributions. Il est composé du Gouverneur et de six administrateurs nommés par décret en raison de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire et juridique.

En 2023, le Conseil d'administration de la Banque a tenu les réunions statutaires conformément aux conditions légales requises.

Dans le cadre de ces attributions, les réunions ont fait l'objet de l'administration générale de la Banque, l'analyse et l'approbation des comptes financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2023 ainsi que les budgets. Le Conseil a pris connaissance des travaux pour la préparation de l'évaluation mutuelle du GAFIMOAN.

### 1.2 Direction

La direction est investie des pouvoirs les plus étendus d'administration, de décision et de contrôle. Le Gouverneur de la Banque Centrale, M. Ahmed Osman, assure la gestion opérationnelle et fonctionnelle. Le Gouverneur préside le Conseil d'Administration de la Banque, prépare et met en œuvre ses décisions ; il nomme aux emplois et la représente vis-à-vis des tiers.

Dans le cadre du renforcement de la Gouvernance de la BCD, un Directeur-Exécutif a été désigné pour assister le Gouverneur.

Une réorganisation a été effectuée par la haute Direction. Les activités de l'institution, autrefois organisées en service, ont été en partie érigées en Direction.

---

### 1.3 Organes de contrôle

Les organes de contrôle de la Banque sont composés comme suit :

- Comité d'audit ;
- Audit interne ;
- Contrôle interne ;
- Auditeurs externes.

Le Comité d'audit est composé de trois membres du Conseil d'Administration. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil d'Administration dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

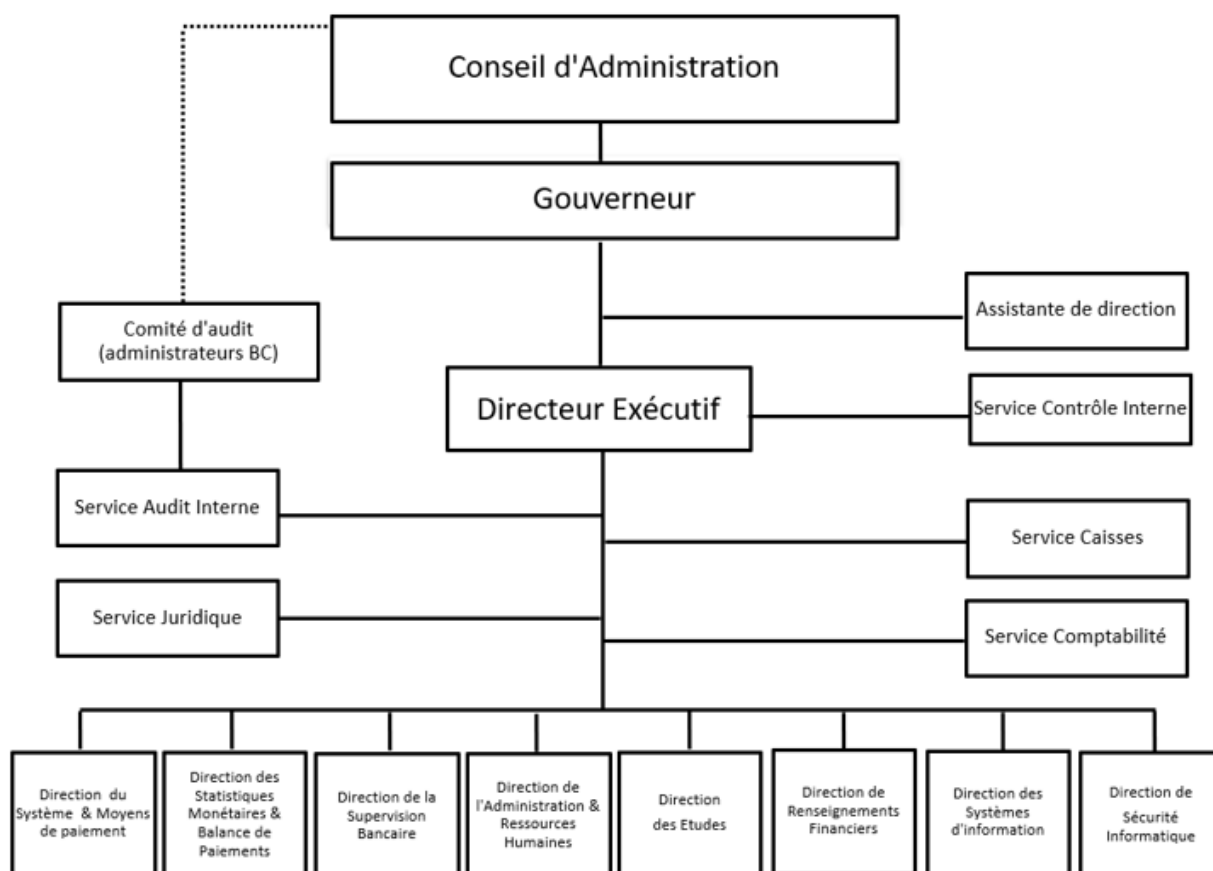
Au cours de l'exercice 2023, le Comité d'Audit a tenu quatre réunions. Les thèmes évoqués lors de ces réunions ont concerné, entre autres, les budgets, les comptes financiers, les opérations et activités de la Banque.

L'audit interne a continué d'œuvrer pour un renforcement du contrôle interne à travers la promotion d'un environnement de contrôle formalisé pour toutes les activités de la Banque et la description des processus et des méthodologies dans un manuel de procédures.

De leur côté, les contrôleurs ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux statuts de la Banque. Actuellement, le dispositif de contrôle interne de la Banque se résume aux contrôles fiduciaires et comptables.

Les auditeurs externes, en l'occurrence le cabinet Deloitte Cote d'Ivoire, ont procédé à la certification des états financiers de l'exercice 2023 de la Banque.

Graphique 19 – Organigramme de la Banque centrale de Djibouti – 2023



## 2 LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION

### 2.1 Effectif

L'effectif du personnel de la BCD est passé de 95 agents en 2022 à 101 en 2023, soit une hausse de 6 agents.

Par position de ressources humaines, l'effectif global du personnel de la Banque est réparti entre 99 agents en activité et 2 agents en position de mise en disponibilité.

En termes de renforcement d'effectif du personnel, plusieurs recrutements ont été effectués depuis le début de l'année 2023 à savoir principalement la mise en place d'une nouvelle direction de Cyber sécurité, d'un cadre supérieur et d'agents.

### 2.2 Formation professionnelle

Près d'un tiers (38%) du personnel de la Banque a pris part en 2023 à des actions de formation, soit la même proportion que l'année précédente. Ces actions de formation ont été réparties comme suit : 30% pour la formation

**Tableau 42 – Effectif**

Catégorie	2022			2023		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	29	20	49	29	22	51
Cadre moyen	2	5	7	2	5	7
Agent	19	20	39	23	20	43
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>45</b>	<b>95</b>	<b>54</b>	<b>47</b>	<b>101</b>

Source : BCD

à l'extérieur, 5% pour les formations hybrides en ligne et en présentiel organisées par des organismes étrangers, 2% pour la formation diplômante et 1% pour la formation à Djibouti. La Banque Centrale continue son effort de formation destiné à renforcer les capacités du personnel. Cet exercice 2023 est marqué par la reprise des formations en mode présentiel. L'institution a poursuivi sa politique de formation des cadres pour renforcer leurs connaissances techniques et opérationnelles à travers la participation à plusieurs formations dispensées par les institutions partenaires telles que le Fonds Monétaire International, le Fonds Monétaire Arabe, la Banque de France etc, Au total 33 agents ont participé aux séminaires, cours et ateliers suivants :

- Atelier portant sur le développement et l'utilisation des renseignements financiers en matière de LBC/FT à Oman du 16 au 20 octobre 2023 ;
- Atelier portant sur l'investigation financière pour les autorités de répression au Rwanda du 20 au 24 mars 2023 ;
- Formation relative à la LBC/FT sur le renforcement du cadre de transparence des bénéficiaires effectives (mise en place d'un registre national) au Koweït du 10 au 14 septembre 2023 ;
- Atelier régional de renforcement pour la responsabilité, la transparence et la communication des statistiques de la dette publique qui s'est déroulé à Kigali au Rwanda du 4 au 6 septembre 2023 ;
- Cours sur la macroéconomie du changement climatique. Ce cours, délivré par le centre du FMI à Abu Dhabi, couvre les thèmes des subventions énergétiques, de la croissance inclusive, de la gestion des ressources naturelles, de l'intégration régionale et des diagnostics de vulnérabilité ;
- Atelier sur les « statistiques du secteur extérieur – Niveau intermédiaire » en coopération avec le Centre pour l'économie et la finance du FMI au Moyen-Orient qui s'est tenu du 18 au 29 septembre 2023 à Abu Dhabi ;
- Deux cadres supérieurs ont participé à une formation sur la restructuration et résolution des litiges bancaires du 12 au 16 février 2023 ;
- Un cadre supérieur a participé à un séminaire portant sur le développement financier et inclusion financière à Abu Dhabi du 6 au 17 février 2023 ;
- Deux cadres ont participé à une formation sur les infrastructures des marchés financiers : Principes et pratiques du 12 au 16 mars 2023 au Koweït ;
- Deux cadres ont participé à un atelier sur les statistiques des réserves internationales du 5 au 7 avril 2023 à Dakar ;
- Un cadre a participé à la formation sur la politique du secteur financier du 14 au 25 mai 2023 au Koweït ;
- Trois cadres ont participé au séminaire sur la supervision basée sur les risques du 18 au 22 juin 2023 au

- Koweït ;
- Neuf cadres ont participé aux travaux sur les dispositions de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme anti-money laundering and countering the financing of terrorism (AML/CFT) du 4 au 14 juillet 2023 à Dubai ;
  - Un cadre a participé à la formation sur la « Macroeconomic forecasting » du 4 au 6 juillet 2023 à Paris ;
  - Un cadre a participé à formation « Big Data Analytics » du 27 au 31 août 2023 en Egypte ;
  - Un cadre a participé à la formation sur la lutte contre le blanchiment des capitaux du 10 au 14 septembre 2023 au Koweït ;
  - Un cadre a participé au séminaire sur les statistiques du secteur extérieur du 16 au 29 septembre 2023 à Abu-Dhabi ;
  - Deux cadres ont participé à la formation sur la gestion des réserves étrangère du 23 au 26 octobre 2023 à Abu-Dhabi ;
  - Trois cadres ont participé à l’atelier sur les évaluations des sauvegardes des banques centrales du 15 au 19 octobre 2023 au Koweït ;
  - Un cadre a participé à la formation sur les problèmes sélectionnés dans la fintech du 5 au 9 novembre 2023 au Koweït.

### 3 LE SERVICE DE CAISSE

#### 3.1 Activités du service

En matière de récupération, le billet de 10.000 FDJ occupe la première place avec un taux de réutilisation de 95% en 2023. Récupérés à 87%, les billets de 5.000 FDJ et de 2.000 FDJ demeurent en bon état, tandis que la coupure de 1.000 FDJ, avec un taux de récupération de 64%, a été le billet le plus utilisé en 2023.

**Tableau 43 – Activités de la salle de tri, 2021-2022 (en millions FDJ)**

Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		Taux de récupération
	2022	2023	2022	2023	2021	2022	
1.000	281.000	199.000	198.000	113.000	479.000	312.000	64%
2.000	2.997.000	2.283.000	473.000	345.000	3.470.000	2.628.000	87 %
5.000	22.243.000	19.064.000	3.316.000	2.734.000	25.559.000	21.798.000	87%
10.000	97.464.000	94.260.000	7.322.000	4.920.000	104.786.000	99.180.000	95%
Total	122.985.000	115.806.000	11.309.000	8.112.000	134.294.000	123.918.000	-

Source : BCD

#### 3.2 Les billets émis

Le billet de 10.000 FDJ demeure le plus demandé par le public en 2023, avec une hausse de 25,3% par rapport à 2022.



**Tableau 44 – – Billets émis neufs et valides, 2021-2023 (En nombre de paquets de 1.000 billets)**

Coupages	2021	2022	2023
1.000 FDJ	638	641	495
2.000 FDJ	1.239	965	1.059
5.000 FDJ	3.064	2.895	3.297
10.000 FDJ	5.546	5.159	6.464

Source : BCD

## **4 LA DIRECTION DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

### **4.1 ACTIVITES COURANTES DE LA DIRECTION**

Au terme de l'année 2023, la Direction des Statistiques monétaires et de la balance des paiements a effectué les principales tâches suivantes courantes :

- Compilation des statistiques monétaires et la finalisation de la rédaction du bulletin des statistiques mensuelles ;
- Collecte et analyse des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale ;
- Réalisation de la centralisation des risques bancaires et des créances douteuses au 31 décembre 2023 ;
- Mise à jour du rapport annuel de 2023 sur les régimes et les restrictions de change (AREAER), que le FMI est tenu d'établir, conformément à l'article XIV, section 3, de ses statuts, ainsi qu'à l'enquête sur les mesures de politique macro-prudentielle, lancée en 2017 ;
- Participation au comité des cadrages macro-économiques pour l'examen des comptes économiques à court et à moyen terme. Une note de cadrage a été élaborée par le comité. Elle fera l'objet de discussions lors de la mission article IV du FMI, planifiée pour la 2ème quinzaine de janvier 2024.

Par ailleurs, sans que cela constitue une activité courante, la Direction a participé activement, en tant que membre du comité de suivi de la politique commerciale de Djibouti, à l'atelier de concertation, qui s'est tenu à Djibouti du 27 au 29 novembre 2023, sur le suivi des recommandations des pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dans le cadre du 3ème examen de la politique commerciale de Djibouti, qui avait eu lieu en octobre 2022 à Genève, en Suisse.

### **4.2 APPUI A LA MISSION DU FMI SUR LE PROJET DE MISE EN PLACE DE RESERVES OBLIGATOIRES**

A la demande de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), le Centre régional d'assistance technique du FMI Centre Régional d'Assistance Technique pour le Moyen-Orient du FMI (METAC) a diligenté deux experts pour effectuer une mission d'assistance technique à la BCD sur l'introduction à Djibouti de réserves obligatoires, auxquelles les banques, conventionnelles et islamiques, seraient soumises. Cette mission s'est déroulée du 28 mai au 6 juin 2023.

Les réserves obligatoires sont des dépôts effectués auprès de la banque centrale, généralement à des fins de politique monétaire. Le montant des réserves à constituer repose sur une assiette, le plus souvent calculée sur la base de l'encours de dépôts des banques, à laquelle un taux de réserves est affecté. Les réserves sont alors à constituer auprès de la banque centrale au cours d'un certain nombre de jours, formant la « période de constitution des réserves ».

La mise en place de réserves obligatoires présente les avantages suivants pour Djibouti :

- Constituer un moyen de mettre en place rapidement des filets de sécurité ;
- Servir d'amortisseur de liquidité ;
- Pallier l'absence d'un fonds de garantie des dépôts ;
- Réduire la volatilité des réserves de change et améliorer le rendement de ces dernières par une gestion plus active ;
- Favoriser l'émergence d'un marché interbancaire local ;
- L'utilisation, à un stade ultérieur, comme instrument de politique monétaire. La Mission du FMI a passé en revue l'ensemble des éléments constitutifs des réserves obligatoires dans le contexte spécifique de Djibouti, caractérisé par le fonctionnement de la BCD comme une caisse d'émission (« Currency Board » en anglais).

Elle a examiné en détail les raisons pouvant justifier l'instauration de réserves obligatoires à Djibouti, identifié les caractéristiques et aspects techniques qu'elles devraient avoir, compte tenu de l'existence d'une caisse d'émission à Djibouti. Une présentation du sujet a été faite par la Mission aux agents concernés de la BCD et des commentaires ont été apportés au projet d'instruction sur les réserves obligatoires.

Concernant le taux des réserves, la Mission a proposé un chiffre de 15 %, calculé sur l'ensemble des dépôts, hors dépôts bancaires des banques de Djibouti. Elle a proposé de subdiviser ce taux en deux composantes :

- l'une de 10 % couvrant le risque crédit, qui ferait office de substitut à la garantie des dépôts, qui n'existe pas ; les réserves obligatoires constituées sur la base de cette composante devraient alors être maintenues à la BCD en permanence ;
- l'autre de 5 %, afférente au risque de liquidité, qui pourrait alors donner lieu à la constitution de réserves selon une moyenne quotidienne calculée pour la période de constitution des réserves.

Afin d'assurer la neutralité pour les banques, la Mission a préconisé une rémunération des réserves obligatoires proche du coût d'opportunité. Pour sa part, la BCD envisage de restituer aux banques une partie de la rémunération tirée de ces réserves.

Le rapport de la Mission aborde plusieurs sujets, dont des aspects juridiques ; il souligne notamment les incohérences existantes entre plusieurs textes, préconisant de les corriger : i) la « loi bancaire » (loi n° 119/AN/11/6ème L relative à la constitution et à la supervision des établissements de crédit et des auxiliaires financiers) ; ii) les statuts de la BCD (loi n°118/AN/11/6ème L portant modification des statuts de la Banque Centrale de Djibouti) ; iii) le code du commerce.

Il indique également que la refonte en cours du ratio de liquidité devrait prendre en considération l'introduction

---

de réserves obligatoires. Sur le plan de l'organisation, il préconise la mise en place, au sein de la BCD, d'une unité dédiée à la gestion des réserves obligatoires. Celle-ci est en cours de création ; le Gouverneur a d'ores et déjà désigné le responsable de l'unité.

La Direction des statistiques monétaires et de la balance des paiements a assisté l'équipe du FMI tout au long de sa mission et revu son rapport reçu en juillet 2023, en adressant une série de commentaires et de questions. Le METAC effectué, du 17 au 21 décembre 2023, un suivi sur place de sa mission du 2ème trimestre de 2023.

L'objectif de la mission de décembre 2023 est de finaliser les textes réglementaires (instruction et circulaires), afin qu'ils puissent être ensuite transmis aux banques pour avis, de préparer une réunion d'information avec elles et de mettre en place des outils de suivi de la réception et de l'analyse des états déclaratifs des réserves obligatoires et de la constitution de celles-ci.

### **4.3 LE PROJET DE FINANCEMENT SUR LE LOGEMENT ABORDABLE**

La Banque Mondiale a lancé un projet sur le logement abordable, consistant au financement de logements répondant à des critères de coût, acquis par des ménages répondant à des conditions de revenus et d'âge. Le financement de l'acquisition de ces logements se fera sous la forme de crédits hypothécaires octroyés par les banques de Djibouti, qui pourront obtenir la garantie du Fonds de Garantie de Djibouti (FOGAD), à hauteur de 50 % du montant du prêt, après avoir signé une convention de garantie avec lui. Le FOGAD est une institution financière spécialisée (IFS), supervisée par la BCD. Dans le cadre de ce projet, la Banque Mondiale a doté le FOGAD d'un fonds destiné à couvrir l'appel de sa garantie et proposé aux différents intervenants une assistance technique.

À cet effet, le Directeur des statistiques monétaires et de la balance des paiements a produit un document recensant l'ensemble des besoins d'assistance pour la BCD, qu'il a transmis à la Banque Mondiale, couvrant les six domaines suivants : i) Statistiques monétaires et stabilité financière ; ii) Réglementation ; iii) Supervision sur pièces et sur place ; iv) Protection des consommateurs ; v) Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ; vi) Formation et équipement de l'équipe de la BCD en charge du projet.

### **4.4 REVUE DES TERMES DE REFERENCE DU PROJET PAREFID**

Le Projet d'Appui à la Réforme du secteur Financier de Djibouti (PAREFID) est financé par l'AFD. Les seuls bénéficiaires du PAREFID sont la BCD et la Direction de Renseignements Financiers (DRF).

Le PAREFID comprend quatre composantes, dont une, la composante 2, porte sur la mise en place d'une nouvelle centrale de suivi des risques bancaires, qui sera gérée par la Direction des statistiques monétaires et de la balance des paiements, comme elle gère actuellement la centralisation manuelle.

Le Directeur a revu en profondeur la 2ème version du projet de termes de référence du PAREFID, transmise à la BCD par l'AFD. Une note détaillant les commentaires de la BCD sur ces termes de référence a été adressée à l'AFD.

---

## 4.5 FORMATION DU PERSONNEL DE LA DIRECTION

En termes de renforcement des capacités, les cadres de la Direction des statistiques monétaires et de la balance des paiements ont participé aux événements suivants :

- Un atelier régional de renforcement pour la responsabilité, la transparence et la communication des statistiques de la dette publique, qui s'est déroulé à Kigali, au Rwanda, du 4 au 6 septembre 2023 ;
- Un cours dénommé " macroeconomicsclimate change ". Ce cours, délivré par le centre du FMI et qui se déroule à Abu Dhabi, couvrait les thèmes suivants : subventions énergétiques ; croissance inclusive ; gestion des ressources naturelles ; intégration régionale ; diagnostics de vulnérabilité ;
- Un atelier sur les « statistiques du secteur extérieur – Niveau intermédiaire », organisé en coopération avec le Centre pour l'économie et la finance du FMI au Moyen-Orient, qui s'est tenu du 18 au 29 septembre 2023 à Abu Dhabi ;
- Une réunion annuelle de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), qui s'est tenue du 31 juillet au 4 août 2023 à Livingstone, en Zambie ;
- Une formation sur les « politiques monétaires », organisée du 26 novembre au 7 décembre 2023 par le Centre de formation du Moyen Orient du FMI au Koweït.

## 5 LE SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et de la gestion des comptes de tiers (banques, FMI, projets, etc.). Il assure également la tenue des comptes de l'État, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,
- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,
- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures),
- l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, etc.).

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres.

Les avoirs à l'étranger de la Banque Centrale sont conservés sous forme de dépôts à termes et à vue à la Banque de France, à la Fédéral Reserve Bank of New York, à la Citibank–New York et, ainsi qu'à Crown Agent Bank – London.

Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du Service comptable et financier au cours des deux dernières années :

**Tableau 45 – Activités du Service Comptable et Financier, 2022-2023 (en millions FDJ)**

	2022	2023	Var. 2023/22
Virements interbancaires	83.658	91.408	9,30%
Transferts émis par le Trésor / Etat	14.855	10.563	-28,90%
Transferts reçus par le Trésor / Etat	37.436	30.459	-18,60%
Transferts émis par les Banques	413.718	397.150	-4,00%
Transferts reçus par les Banques	365.968	354.817	-3,00%
Compensation	1.099.690	1.006.887	-8,40%
Encaissement chèques Trésor/Etat	58.898	60.184	2,20%
<b>TOTAL</b>	<b>2.074.222</b>	<b>1.951.470</b>	<b>-5,90%</b>

Source : BCD

Entre décembre 2022 et décembre 2023, les activités du service comptable et financier ont marqué une légère baisse de l'ordre de 122,7 milliards FDJ, soit -5,9% d'une année à l'autre. Les virements interbancaires montrent une augmentation de 9,3% par rapport à 2022. Les transferts émis et reçus pour le compte de l'Etat diminuent respectivement de 28,9% et de 18,6%.

Nous assistons aussi une décroissance des transferts émis et reçus pour les banques de 4% et de 3% chacun entre 2022 et 2023.

En conséquence, ces baisses des transferts émis et reçus des banques ont affecté les activités de la chambre de la compensation qui connaît une baisse de 93 milliards FDJ (soit 8,4%). Nous savons que depuis la mise en place du SYRAD ; tous les virements, transferts et approvisionnements en faveur ou d'ordre des banques commerciales transitent par le compte de la compensation. En outre les encaissements des chèques du Trésor national ont légèrement augmenté de 2,2% par rapport à 2022.

Au cours de l'exercice 2023, ont été ouverts des crédits documentaires à hauteur de 1,175 milliards FDJ, principalement en faveur des Forces Armées Djiboutiennes (500 millions), de la Police Nationale (108 millions), de la Garde-Côtes (74 millions), de la Protection Civile (33 millions), du Ministère de l'Éducation Nationale – Centre de Recherche d'Information et de Production de l'Éducation Nationale (CRIPEN) (250 millions), du Ministère de la Santé (165 millions), de l'Agence Nationale de la Météorologie (26 millions) et enfin du Ministère de l'Équipement- Laboratoire Centrale du Bâtiment et de l'Équipement (LCBE)(18 millions).

## 6 LA DIRECTION DES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

### 6.1 Attribution et organisation

La Direction des renseignements financiers est le service national en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) sur le territoire de la République de Djibouti. Elle est chargée de recevoir et d'analyser les déclarations soumises par les assujettis et de transmettre les renseignements

---

financiers aux autorités compétentes. Elle est également chargée d'orienter les actions et les mesures dans la LBC/FT.

Il est nécessaire qu'une sensibilisation des différents acteurs concernés par la LBC/FT et les assujettis tant financiers et non financiers désignés par les lois soient mises en place afin d'accroître la vigilance et augmenter les déclarations de ces secteurs.

## 6.2 Les évolutions récentes

### • L'Evaluation Mutuelle

Le lancement du processus de l'Evaluation Mutuelle (EM) de la République de Djibouti a débuté avec une autoévaluation intitulé évaluation nationale des Risques afin de dresser un état des lieux de son système de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

L'Evaluation Mutuelle comporte deux axes complémentaires : la conformité technique et l'efficacité. Le premier axe porte sur la conformité de nos textes par rapport aux 40 recommandations du GAFI.

L'efficacité permet d'une part, de voir si le pays sous évaluation dispose d'un cadre institutionnel adéquat et, d'autre part, de mesurer l'application effective des textes par les institutions concernées par le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

### • La préparation de l'Evaluation Mutuelle

En termes de réalisations, les avancées suivantes ont été enregistrées pour l'année 2023 :

- Finalisation du projet d'instruction 2023-01 relative à la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le Financement du terrorisme.
- Correction, mise en page, signature et dissémination auprès des institutions financières.
- Sensibilisation du Ministère de l'Economie et des Finances (MEFI) sur les recommandations du GAFI et les échéances de l'Evaluation Mutuelle (27 février 2023) .
- Transmission des recommandations correspondantes aux contrôles des Organismes à But non Lucratif (OBNL) à la Directrice du Service Juridique du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI), le 29 mars 2023.
- Tenue le 06 avril 2023 de la première réunion du Comité National de Lutte contre le Terrorisme (CNLT) au sein des locaux de la Banque Centrale : discussion et présentation du processus de l'Évaluation Mutuelle du pays.
- Présentation des enjeux de l'EM responsables du Ministère de la Justice, présidé par le Procureur Général. Proposition d'un plan d'action de conformité aux recommandations du GAFI et en cohérence avec la profession d'avocat et des notaires. Cette proposition a été transmise au Ministère de la Justice. (17 avril 2023).
- Assistance technique du FMI pour le résultat immédiat 01 dans le cadre de la préparation de l'Evaluation

---

Mutuelle (02 et 03 mai 2023).

- Participation à la 36ème réunion de la plénière du GAFIMOAN qui a eu lieu à Manama au Bahreïn (20 au 25 mai 2023).
- Participation des représentants des différentes institutions en charge de la LBC/FT aux entretiens simulés à Dubaï concernant les résultats immédiats 03 et 06 (04 au 13 juillet 2023).
- Compilation de lois et textes réglementateurs dans le but d'alimenter le Tableau de conformité de la Banque Centrale de Djibouti (juillet 2023).
- Entretien avec le nouveau Coordinateur National de la République de Djibouti. Il s'agissait lors de cette réunion de lui présenter les procédures du 4ème cycle du GAFI sur la base de laquelle Djibouti sera évaluée. Lui ont également été présentés les missions du Coordinateur et les activités urgentes en instance (13 août 2023).
- Travaux de validations et de compilations du Tableau de Conformité Technique avec l'ensemble des institutions œuvrant dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (septembre 2023).
- Début du processus d'Evaluation Mutuelle et transmission du Tableau de Conformité Technique au Secrétariat du GAFIMOAN (01 octobre 2023).
- Présentation auprès des banques du résultat immédiat 04. Sensibilisation des responsables conformité de la phase 2 de l'Evaluation, notamment des entretiens servant à évaluer l'efficacité du système bancaire (octobre 2023).
- Réunion virtuelle de haut niveau, tenue le 19 octobre sous l'égide du Premier Ministre, entre les membres du Gouvernement et le Président du GAFIMOAN. Le niveau d'engagement témoigne de l'importance qu'accordent les plus hauts décideurs de l'Etat à l'Evaluation Mutuelle indispensable à notre pays qui inspire à devenir un hub financier international.
- À la suite de cette réunion virtuelle, se sont suivies des sessions de formations dispensées par le GAFI (octobre-novembre 2023). Ces sessions de formations consistaient à donner aux institutions concernées un aperçu du processus de l'Evaluation Mutuelle et de dérouler les étapes de ce processus allant de la 1ère étape concernant la transmission de l'étude documentaire jusqu' à la dernière étape portant sur la tenue de la plénière prévue à fin novembre 2024.
- Traitement de la deuxième phase de l'Evaluation Mutuelle et, plus précisément, des résultats immédiats en lien avec la supervision bancaire, à savoir les résultats immédiats 03 et 04 et, ceux concernant le Service de Renseignement Financiers qui sont les résultats immédiats 01, 02 et 06 (1er novembre au 06 décembre 2023).

En termes d'assistance technique, l'équipe de la BCD en collaboration avec les membres de la cellule de Coordination ont travaillé avec l'appui de l'assistance technique du département juridique du FMI pour réviser les textes et lois réglementaires encadrant le dispositif de LBC/FT.

Dans le même temps, la Direction des Renseignements Financiers, en collaboration avec la BCD, a initié avec l'appui de l'AFD un projet visant à contribuer à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme à Djibouti. L'objectif spécifique du projet consiste à soutenir les efforts des autorités djiboutiennes en

---

matière de LCB-FT dans le cadre de l'Evaluation Mutuelle GAFI. L'assistance technique proposée est répartie selon deux composantes :

- **Composante 1 : Favoriser le partage d'expérience entre partenaires et renforcer les capacités des autorités djiboutiennes compétentes en matière de LCB-FT**

Cette composante du projet se concentre sur la sensibilisation et la formation des acteurs clés du secteur financier et économique à Djibouti, visant à renforcer leur compréhension des risques et la mise en place de mesures de lutte liées au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme en amont de la venue sur place d'une mission d'évaluateurs début 2024. À travers des ateliers interactifs et des sessions de formation ciblées, cette composante vise à promouvoir une culture de conformité, à améliorer les pratiques de détection et de signalement des transactions suspectes et à favoriser la pleine compréhension des exigences/normes de l'évaluation GAFI. En renforçant la sensibilisation à la lutte contre le blanchiment, cette composante contribuera à renforcer la résilience des secteurs financiers et non-financiers de Djibouti et à promouvoir une économie plus transparente et intègre. Ces ateliers pourront notamment être réalisés avec la coopération de la Banque de Maurice sous forme de partages d'expérience sur leur propre Evaluation Mutuelle.

- **Composante 2 : Accompagner les autorités djiboutiennes sur la mise en place des recommandations de l'évaluation du GAFIMOAN**

Cette composante du projet consiste à fournir un soutien technique à la Banque Centrale de Djibouti et aux autres acteurs concernés par la LCB-FT après la venue des évaluateurs sur place début 2024 afin d'appuyer la mise en œuvre de la feuille de route de la Banque Centrale pour aligner les textes réglementaires, les procédures de conformité, etc. aux meilleures normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. A partir du cadre réglementaire existant et revu, des actions sur son application effective sont à prévoir. En effet, l'existence de textes de lois semble conforme dans son ensemble à Djibouti, mais des besoins d'appui dans leur application semblent nécessaires.

Des experts spécialisés travailleront en étroite collaboration avec la Banque Centrale pour mener des évaluations de conformité, des audits et des analyses de risques, et pour formuler des recommandations visant à renforcer la réglementation et les pratiques en matière de LCB-FT.

En renforçant la préparation de la Banque Centrale de Djibouti et de l'ensemble des acteurs concernés par la LCB-FT à l'évaluation du GAFIMOAN, cette composante contribuera à renforcer la crédibilité et la réputation de Djibouti sur la scène internationale, favorisant ainsi la stabilité financière et la confiance des investisseurs.

### **6.3 Réunions Plénières du GAFIMOAN**

Une délégation djiboutienne incluant la Direction des Renseignements Financiers a participé à la 36ème réunion plénière du GAFIMOAN qui s'est tenue à BAHREIN du 20 au 25 mai 2023.

Au cours de ces réunions, Djibouti a occupé le rôle d'observateur attentif, en particulier lors des évaluations menées par le Middle East and North Africa Financial Action Task Force (MENAFATF) sur les pays soumis à



---

évaluation dont l'Algérie, le Liban et le Qatar. En marge de ces discussions, il a été procédé à la revue de la situation des Emirats Arabes Unis et de la Mauritanie, précédemment évalués et classés en suivi renforcé.

Les évaluateurs ont fait preuve d'intransigeance et ont exigé des résultats concrets et mesurables de la part des pays évalués. Les chiffres présentés lors des discussions ont souligné l'importance de la compréhension du risque du pays (Recommandation 1) de la coordination (Recommandation 2) mais également et surtout de l'efficacité des systèmes nationaux (les 11 résultats immédiats) dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

## 6.4 Formations

La Direction des renseignements financiers prend activement part au renforcement des capacités de son personnel et des membres des autres institutions nationales également en charge de la LBC-FT.

La DRF a participé, conjointement avec la Direction de la Supervision Bancaire, aux séances de formation sur les recommandations et les résultats du GAFI :

- Réunion virtuelle tenue avec l'équipe de l'assistance technique du FMI pour évaluer l'efficacité à travers une simulation d'entretien sur le Résultat Immédiat 01 portant sur la compréhension des risques de Blanchiment des capitaux et du Financement du terrorisme.
- Réunion organisée à Dubaï pour poursuivre les travaux de simulations portant sur l'effectivité. Elle s'est tenue du 06 au 09 juillet 2023 et a regroupé les représentants des institutions concernées par le résultat immédiat 03 (la Banque Centrale, l'Ordre des experts comptables, le Ministère de l'Economie et des Finances en tant que tutelle du secteur des assurances).
- Réunion organisée à Dubaï du 09 au 13 juillet 2023 sur le Résultat immédiat 06, regroupant, cette fois-ci, la DRF, les autorités d'investigation et de poursuites (OPJ et Parquet), un représentant de la Direction de la Sécurité Nationale, la Conseillère juridique de la Présidence et le Directeur de la législation Nationale du ministère de la Justice. Cette réunion consistait à mieux comprendre les défis et les enjeux liés à la mise en œuvre du résultat immédiat 06 et de renforcer les mécanismes de coopération nationale pour assurer l'efficacité du système anti-blanchiment de capitaux et anti-financement du terrorisme de Djibouti.

En termes de formation du personnel du Service des Renseignements Financiers, les formations dispensées pour renforcer leurs capacités sont décrites comme suit :

- Au Rwanda, du 20 au 24 mars 2023 : Investigation financière pour les autorités de répression ;
- Au Koweït, du 10 au 14 septembre 2023 : LBC/FT standards - Renforcer le cadre de transparence des bénéficiaires effectives (mise en place d'un registre national) ;
- A Oman, du 16 au 20 octobre 2023 : Développement et utilisation des renseignements financiers en matière de LBC/FT ; A Nairobi, du 08 au 09 août 2023, les cadres de la DRF ont pris part à une réunion organisée par SOCAFRICA Counter Violent Extremist Organizations (CVEO) réunissant les différents Directeurs en charge de la lutte contre le terrorisme.

---

## 7 LA DIRECTION DES ETUDES

Au cours de l'année 2023, la Direction des Etudes a réalisé les activités suivantes :

- L'élaboration du Rapport annuel 2022 de la Banque Centrale en y apportant des améliorations substantielles, tant sur la forme que sur le contenu ;
- La mise à jour et l'alimentation en données du site web de la Banque Centrale ;
- La participation à diverses réunions techniques et thématiques d'ordre économique et financière, notamment aux réunions avec le FMI au titre des missions de revue Article IV ;
- La participation aux travaux concernant la convergence macroéconomique du Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et de l'ABCA (Association des Banques Centrales Africaines) pour le compte de l'Union Africaine. Ces travaux consistent en la production et la transmission des données macroéconomiques de Djibouti et, notamment les données relatives aux critères de convergence macroéconomique. Sur ce point, le Responsable du département a participé à la 19ème réunion du Sous-comité de politiques monétaires et de change qui s'est tenue les 13 et 14 octobre 2023 à Nairobi.

En matière de convergence macroéconomique du COMESA, il convient de noter que Djibouti respecte les quatre critères de premier rang, à savoir, les normes concernant le déficit budgétaire, l'inflation, le financement par la Banque Centrale des déficits budgétaires et les réserves extérieures.

Au niveau des critères de second rang, Djibouti n'a pas satisfait les critères relatifs à la dette publique et le ratio des recettes fiscales rapportées au PIB en 2023, mais a rempli les critères concernant la variabilité du taux de change nominal par rapport au Dollar US et le ratio des investissements en capital du Gouvernement rapportés aux recettes fiscales.

- Enfin, la Direction des Etudes assiste, dans ses fonctions, le Cabinet du Gouverneur dans la rédaction des courriers, la préparation des discours, la publication dans des revues et magazines internationaux et toute autre tâche qui lui est confiée concernant les questions économiques et financières ;
- L'orientation et l'encadrement des étudiants stagiaires à la Banque Centrale, est également du ressort de cette Direction. Le départ, courant 2023, d'un cadre supérieur a réduit l'effectif de la Direction.

## 8 LA DIRECTION DE LA SUPERVISION BANCAIRE

### 8.1 Organisation de la Direction de la Supervision Bancaire (DSB)

La DSB, anciennement Service et érigée en Direction en avril 2022, compte officiellement 14 collaborateurs. Depuis septembre 2022, la BCD poursuit un programme de renforcement de ses capacités opérationnelles dans le domaine de la supervision bancaire. Ce programme soutenu par le FMI, a permis d'accueillir un expert international résident au sein de la BCD. La mission de l'expert, M. Jean-Luc Couëtoux de son nom, s'attache à renforcer les activités de la DSB pour l'aider à renforcer la supervision et l'assister à la mise en œuvre des principaux objectifs identifiés par la Revue de la Stabilité du Secteur Financier (RSSF) de 2020.

---

M. Jeau-Luc Couëtoux a élaboré un plan d'action couvrant tous les aspects de la direction, allant de l'organisation au déroulement des activités. Cette feuille de route partagée avec la haute direction de la banque est adoptée. L'organisation préconisée par l'expert répartit la direction en pôles de compétences : pôle « établissements de crédit et finance islamique », pôle « établissements de monnaie électronique », pôle « microfinance », pôle « auxiliaires financiers », pôle « réserves obligatoires » et pôle « activités transversales ».

La structuration envisagée de la DSB, qui en réalité épouse quelque peu les domaines de compétences dévolus aux chargés de dossiers tels que répartis actuellement, fera l'objet de fiches de poste et de notes de nomination formelles pour consacrer la nouvelle organisation.

## **8.2 La supervision des institutions financières de la place**

En application de l'objectif de renforcement des contrôles sur place des institutions financières, la DSB a mené un contrôle sur place d'une banque de la place. La mission est intervenue après une longue période de formation des contrôleurs sous la conduite de Jean-Luc Couëtoux. Elle constitue à ce titre, une phase de mise en œuvre des acquis pour les cadres de la DSB et leur montée en puissance. Pour la première fois, un cadre parmi les plus anciens a été désigné chef de mission et confirmé la pertinence de cette solution.

Le sous-secteur d'auxiliaires financiers qui compte 19 opérateurs a fait l'objet d'un contrôle sur place exhaustif qui s'est déroulé de la fin de l'année dernière jusqu'au début de l'année courante. Les directives issues de ces contrôles, formalisées par des lettres de suite ont permis de superviser leur évolution de manière renforcée. A cette série, s'ajoute le contrôle de quatre auxiliaires financiers en collaboration avec le SRF, diligenté dans le cadre d'une enquête judiciaire.

La DSB a instruit le dossier d'agrément de deux auxiliaires financiers qui ont obtenu un agrément provisoire : Al-Awla Sarl et SITTI Express Sarl.

Le premier a démarré ses activités et a bénéficié de l'accompagnement de la DSB pour formaliser ses relations avec la BCD, notamment les transmissions auxquelles il est astreint. Le deuxième, disposant déjà de locaux, est en cours de déploiement. Parmi les auxiliaires financiers, Paymenta, qui faisait l'objet d'un suivi rapproché, s'est vu retiré l'agrément à exercer ses activités pour insuffisances de ressources financières et de manquements professionnels. La DSB a instruit le dossier et supervisé le processus de liquidation de l'activité et de fermeture définitive de ce bureau.

Dans la catégorie d'émetteurs de monnaie électronique et de Fintech, la DSB a instruit le dossier d'agrément d'un promoteur qui a donné lieu à un agrément provisoire. Cet opérateur est en cours de déploiement de son activité et l'agrément définitif lui sera délivré une fois ce processus effectivement parachevé.

En 2023, la DSB a instruit le dossier d'agrément en vue d'établissement d'une banque et a continué l'exploitation des éléments requis dans ce sens et qui ont été transmis par une nouvelle banque dont le lancement des activités est prévu avant la fin de 2024.

---

La Direction a, par ailleurs, instruit des dossiers relatifs à la désignation de deux administrateurs, d'un commissaire aux comptes et a approuvé la nomination de deux dirigeants responsables pour exercer au sein de deux banques.

### **8.3 La participation aux travaux de préparation de l'Evaluation Mutuelle du GAFIMOAN**

La DSB, partie prenante aux côtés de la Direction des Renseignements Financiers, participe activement aux travaux de préparation de l'EM du pays par le GAFIMOAN qui a officiellement démarré en septembre 2023.

La revue du dispositif LBC-FT national fait l'objet d'une mise à niveau au regard des recommandations du GAFI et aux différentes évaluations engagées depuis près de deux ans. La DSB a pris part à toutes les activités entreprises dans ce cadre, dont le principal résultat a débouché sur l'édiction d'une nouvelle instruction en août 2023 regroupant les modalités de mise en œuvre des dispositions législatives LBC-FT en vigueur. L'introduction de cette instruction majeure a fait l'objet de plusieurs ateliers au cours de la période écoulée pour disséminer les mesures et les actions requises au sein du secteur financier.

Le renforcement du secteur financier national se situe par ailleurs dans un cadre plus large appuyé par l'AFD), appelé Programme d'Appui et de Réforme du Secteur Financier à Djibouti (PAREFID). En complément de ce programme, l'AFD en partenariat avec les services du Trésor français, a mobilisé une ligne additionnelle dédiée spécialement à la LBC-FT, dénommée FEXTE. Au cours du mois de novembre, la DSB et la DRF ont organisé le premier atelier du projet FEXTE, animé par l'expert en charge, M. Jean-François Bouchard et une équipe de la Banque de Maurice au profit de toutes les parties prenantes nationales du dispositif LBC-FT de Djibouti. Cet atelier a permis de revoir l'ensemble des recommandations du GAFI par institution, aussi bien en termes de conformité que d'efficacité du dispositif djiboutien.

## **9 LE SERVICE JURIDIQUE**

i. Le Service juridique a, en tant que fonction support, apporté de façon transverse son assistance :

Concernant la gestion contentieuse et précontentieuse pour lequel le Service Juridique a mandat de représentation de la BCD ; l'institution a reçu une assignation devant de le Tribunal de Première Instance dans 3 affaires connexes.

L'affaire a été audenciée pour courant février 2024. Il s'agit en l'espèce d'une Assignation au Fond et en Validité d'une ordonnance aux fins de nantissement conservatoire de part sociales. La BCD étant citée dans cette affaire en tant qu'organe de centralisation du registre des sûretés mobilières.

ii. Le Service Juridique, en tant qu'organe pour la gestion de questions à caractère juridique, a :

- Accueilli et échangé dans le cadre d'un retour de partage d'expérience avec le Directeur Juridique de la Banque du Comores sur la réglementation bancaire menée au sein de la BCD.
- Etudié et rendu ses commentaires sur le Mémoire d'entente entre la BCD et la Labuan Financial Services Authority (FSA).

- 
- Étudié et rendu ses commentaires sur le Mémoire d'entente entre la BCD et la "CIIF", (The Chartered Institute of Islamic Finance Professionals)
  - A rendu son avis et complété un contrat de maintenance. Il s'agissait en l'occurrence d'un contrat de maintenance des serveurs.
  - Participé à une réunion avec la mission du FMI sur les Mesures de Sauvegarde qui s'est tenue dans les locaux de la Banque Centrale de Djibouti, le lundi 16 janvier 2023. Cette réunion avait pour but d'étudier 05 domaines clés de la Banque centrale, dont le cadre juridique.
  - Répondu et apporté des éléments de réponse sur la partie concernant la BCD sur l'évaluation fiscale par les pairs en collaboration avec le Forum Mondial.

iii. Dans les travaux menés dans le cadre de l'Évaluation Mutuelle de la République de Djibouti :

- Le Service Juridique a contribué, avec le détachement de ses effectifs vers la DRF, à la rédaction des résultats immédiats 3 et 4 concernant le secteur bancaire et le secteur des auxiliaires financiers en collaboration avec le Département de la Supervision Bancaire.
- La Banque Centrale de Djibouti a chargé le 27 février 2023 une équipe pour sensibiliser le MEFI sur les recommandations du GAFI et les échéances de l'Évaluation Mutuelle.

Il a été recommandé à la sous-direction des assurances, institution considérée comme financière et associée aux travaux de l'EN, de s'inspirer des travaux de la Banque Centrale quant à la conformité LBC/FT de leur dispositif de contrôle. Une proposition de plan de travail détaillé sur la conformité de leurs textes aux recommandations correspondants à leur secteur leur a été soumise.

- Le Service Juridique a reçu dans ses locaux le 29 mars 2023, la Directrice du service juridique du MAECI. L'équipe de la Banque Centrale lui a transmis les recommandations OBNL. Les ONG sont séparées en associations nationales et ONG internationales et sont soumises à deux régimes de contrôle distinct.
- Les enjeux de l'Évaluation Mutuelle sont présentés aux responsables du Ministère de la Justice le 17 avril 2023 présidé par le Procureur Général. Un plan d'action de conformité aux recommandations du GAFI et correspondant à la profession d'avocat et des notaires a été proposé et transmis au Ministère. Il a été convenu d'un délai avec l'équipe de la Banque Centrale pour la revue de ce plan d'action. Le Procureur Général a indiqué la mise en place prochaine d'une équipe au sein du parquet pour la conduite de leurs travaux respectifs.
- Le Service Juridique a également participé à la validation des commentaires formulés par les évaluateurs sur le Tableau de Conformité Technique transmis par la République de Djibouti en septembre 2023.

iv. Le service juridique a participé activement au cours de l'année 2023 aux travaux menés dans le cadre de la préparation de l'Évaluation Mutuelle de la République de Djibouti (ateliers, formations, résultat et mise à niveau des recommandations). Il a notamment :

- Réalisé des présentations, en collaboration avec la DRF, sur le résultat immédiat 4 du GAFI. Cette présentation visait à sensibiliser le sous-secteur bancaire et le sous-secteur des Auxiliaires Financiers à l'obligation de mettre en œuvre des mesures préventives en matière de LBC/FT en fonction de leurs risques ainsi que sur la déclaration d'opérations suspectes.

- 
- Participé à un séminaire de partage d'expérience avec la Banque de Maurice. Un expert mandaté par l'AFD a effectué une série de présentation des résultats immédiats aux institutions concernées par la problématique de la LBC/FT.

Ces réunions de partage d'expérience ont eu pour but, dans un premier temps, d'expliquer les résultats immédiats et dans un second temps, de discuter des différentes problématiques et des défis auxquels Djibouti fera face grâce à l'expérience des intervenants de la Banque de Maurice.

- Appuyé la Direction des Renseignements Financiers sur le projet d'instruction 2023-01 relative à la prévention et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Cette nouvelle instruction avait pour but d'être conforme aux recommandations du GAFI en vue de l'évaluation Mutuelle de la République de Djibouti de 2024.

Dans le cadre de l'élaboration du projet d'instruction 2023-01, l'équipe de juristes ainsi que les ressources de la DRF ont procédé à une présentation du projet d'instruction en vue de récolter les avis et commentaires des différentes banques de la place.

## 10 LA DIRECTION DU SYSTÈME ET DES MOYENS DE PAIEMENT

La présente partie retrace les activités du Système de Règlement Automatisé de Djibouti concernant le système de RTGS et la télé compensation au cours de l'année 2023. Elle est structurée autour des points ci-après :

- Évolution de l'activité des systèmes de paiement ;
- Cadre juridique du système de règlement automatisé ;
- Perspectives.

### 10.1 Évolution de l'activité des systèmes de paiement

Au cours de l'année 2023, l'activité du département des Systèmes et Moyens de paiement se caractérise par une hausse de 73,6% des opérations émises soit 24 834 transactions contre 14 305 transactions à fin décembre 2022.

**Fonctionnement du Système RTGS** Le système RTGS traite les opérations de masse et d'importance systémique (paiements intergouvernementaux, les transferts interbancaires de gros montants dont la valeur est supérieure à 10 millions FDJ).

Au cours de l'année 2023, le fonctionnement du Système RTGS a été marqué par une évolution significative de l'activité, notamment des paiements réglés.

Au cours de la période sous-revue, 23 529 opérations ont été exécutées dans le RTGS pour un montant cumulé de 1,87 milliards FDJ, contre 13 022 opérations réglées pour une valeur de 952 millions FDJ.

#### Fonctionnement de la Télécompensation

L'activité de la Chambre de Compensation traite les opérations à faibles valeurs tels que les virements, les chèques et les prélèvements inférieurs à 10 millions FDJ. Les virements traités en ACC enregistrent pour l'année

**Tableau 46 – Indicateurs de l'activité du Système SYRAD au 31 décembre 2023**

	2022	2023	Variation
Nombre de participants	13	13	0
Nombre de paiements réglés	14 305	24 834	73,60%
Valeur de paiement réglés (en milliards)	955	1872	0,96
Opérations RTGS réglées (en volume)	13 022	23 529	81%
Valeur des opérations RTGS réglées (en milliards)	952	1868	0,96
Opérations ACH réglées (en volume)	1 283	1 305	2%
Valeur des opérations ACH réglées (en milliards)	2,92	3,16	0,08
Nombre des chèques réglés	5 944	7 835	32%
Chèques réglés ( en milliards)	24	33	0,38
Ratio d'intégration des opérations RTGS	64,90%	85,80%	32%
Ratio d'intégration des opérations ACH	0,3915	0,597	0,52

Source : BCD

2023 un total de 1305 opérations pour un montant de 3,16 milliards FDJ ; soit une hausse de 2% en volume et de 8% en valeur, par rapport à fin décembre 2022. Les volumes échangés depuis le démarrage de la CCA à ce jour se chiffrent à 7 835 chèques, comme décrit dans le tableau suivant :

**Tableau 47 – Indicateurs sur l'activité de la Chambre de Compensation Automatisée (CCA)**

	2022	2023	Variation
Nombre de participants	13	13	0
Nombre de paiements réglés	1283	1305	1,71%
Valeur de paiement réglés (en milliards)	2,92	3,16	0,0822
Nombre des chèques réglés	5944	7835	31,81%
Valeur de Chèques réglés ( en milliards)	24	33	0,375
Ratio d'intégration des opérations ACH	45,10%	59,70%	32,37%

Source : BCD

## 10.2 Formations

Deux cadres supérieurs du département des Systèmes et Moyens de paiements ont participé à une formation sur « Les infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques » organisé par le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI qui a eu lieu au Koweït du 12 au 16 mars 2023.

L'objectif de cette formation était de renforcer la sécurité et l'efficacité des accords de paiement, de compensation, de règlement et d'enregistrement, et plus généralement, limiter le risque systémique et favoriser la transparence et la stabilité financière en se basant sur les 24 principes et les 5 responsabilités des autorités en vertu des infrastructures des marchés financiers.

---

### 10.3 Cadre juridique du système de règlement automatisé

Dans le cadre du projet, sont également menés des travaux relatifs au renforcement du cadre juridique du système de paiement permettant de réguler et surveiller le système afin de maîtriser les risques.

A l'issue de ces travaux, des projets de textes réglementaires ont été mis sur pied afin de renforcer le fonctionnement et la surveillance du Système de Règlement Automatisé SYRAD. Il s'agit des textes décrits comme suit :

- Projet de convention de participation au SYRAD
- Projet d'Instruction portant sur la création du Comité National du système de Paiement
- Projet d'instruction portant sur les règles de fonctionnement du Système SYRAD
- Projet d'instruction portant la surveillance du système de paiement national
- Projet d'instruction relative à la normalisation des instruments de paiements
- Projet d'instruction relative aux procédures des opérations RTGS
- Projet d'instruction relative aux procédures des opérations CCA

### 10.4 Perspectives

Les actions prévues à l'horizon 2024-2025 dans le domaine des systèmes de paiement portent notamment sur :

- La mise en œuvre de l'interopérabilité du secteur financier afin de compléter la modernisation des infrastructures financières à travers l'implémentation d'un Switch monétique national.
- La modernisation des infrastructures financières nationales a permis à la BCD de préparer l'intégration de son système au système de paiement du COMESA, « REPSS » et au « Système Panafricain de Règlement et de Paiement (PAPSS) » de l'Afreximbank. Des séances de travail ont été organisées pour mener à bien les travaux d'intégration.



# ANNEXES

Table 48 – Tableau des opérations financières de l'État (TOFE), 2019-2023 (en millions FDJ)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	Var 2023/22
<b>PIB nominal</b>	<b>570.300</b>	<b>565.300</b>	<b>599.500</b>	<b>654.000</b>	<b>718.200</b>	<b>9,82%</b>
<b>Recettes et Dons</b>	<b>128.931</b>	<b>131.056</b>	<b>121.015</b>	<b>124.564</b>	<b>125.691</b>	<b>0,90%</b>
<b>Recettes intérieures</b>	<b>109.283</b>	<b>112.092</b>	<b>109.993</b>	<b>117.809</b>	<b>113.519</b>	<b>-3,64%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>71.420</b>	<b>65.866</b>	<b>69.834</b>	<b>73.833</b>	<b>77.171</b>	<b>4,52%</b>
Impôts directs	30.470	28.646	29.387	33.182	32.736	-1,34%
Impôts indirects	37.945	34.581	37.588	37.672	41.285	9,59%
Autres impôts	3.024	2.639	2.859	2.978	3.150	5,78%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>37.863</b>	<b>46.226</b>	<b>40.159</b>	<b>43.976</b>	<b>36.348</b>	<b>-17,35%</b>
Dons	19.648	18.964	11.022	6.755	12.172	80,19%
Projets	7.872	7.561	5.641	4.573	6.245	36,56%
Budget	11.776	11.403	5.381	2.182	5.927	171,63%
Ratio Recettes budget/PIB	19,20%	17,10%	16,80%	18,01%	15,81%	-12,21%
<b>Dépenses</b>	<b>133.968</b>	<b>144.139</b>	<b>139.435</b>	<b>132.328</b>	<b>149.758</b>	<b>13,17%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>91.934</b>	<b>89.628</b>	<b>91.154</b>	<b>99.423</b>	<b>103.848</b>	<b>4,45%</b>
Salaires	35.603	35.764	37.417	37.960	38.736	2,04%
Matériels	29.392	30.332	32.186	35.622	42.502	19,31%
Maintenance	1.305	1.200	1.221	1.072	793	-26,02%
Transferts	18.142	19.389	19.389	20.039	20.626	2,93%
Intérêts	7.111	3.549	941	4.731	1.190	-74,85%
Dépenses courantes sur finance. Ext.	380	0	0	0	0	
<b>Investissements</b>	<b>42.034</b>	<b>40.157</b>	<b>44.281</b>	<b>32.905</b>	<b>45.911</b>	<b>39,52%</b>
Budgétaires	22.750	22.498	28.233	19.966	27.467	37,56%
Extérieurs	19.284	17.659	16.048	12.939	18.444	42,54%
<b>Dépenses exceptionnelles Covid-19</b>	<b>-</b>	<b>14.354</b>	<b>4.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>Solde global (base ordon. dons inclus)</b>	<b>-5.037</b>	<b>-13.082</b>	<b>-18.420</b>	<b>-7.764</b>	<b>-24.067</b>	<b>209,98%</b>
<b>Solde global(en % du PIB)</b>	<b>-0,90%</b>	<b>-2,30%</b>	<b>-2,70%</b>	<b>-1,19%</b>	<b>-3,40%</b>	<b>2,21</b>
<b>Variations des arriérés (signe - en positif)</b>	<b>2.871</b>	<b>686</b>	<b>-1.539</b>	<b>-225</b>	<b>-1.302</b>	<b>478,67%</b>
<b>Solde global, (base caisse)</b>	<b>-8.277</b>	<b>-2.166</b>	<b>-12.397</b>	<b>-7.989</b>	<b>-25.369</b>	<b>217,55%</b>
<b>Solde global base caisse (en % du PIB)</b>	<b>-0,02</b>	<b>-0,004</b>	<b>-0,019</b>	<b>-0,0122</b>	<b>-0,0353</b>	<b>2,31%</b>
<b>Financement</b>	<b>3.326</b>	<b>12.589</b>	<b>19.957</b>	<b>-1.542</b>	<b>29.219</b>	<b>-1994,88%</b>
Intérieur	-4.947	-2.549	4.533	-441	19.582	-4540,36%
bancaire	2.570	-101	5.250	-316	19.645	-6316,77%
Non-bancaire	-7.517	-2.448	-717	-125	-63	-49,60%
Extérieur	8.273	15.138	15.424	-1.101	9.637	-975,29%
<b>Déficit Résiduel</b>	<b>1.160</b>	<b>193</b>	<b>-2</b>	<b>-9.531</b>	<b>3.850</b>	<b>-140,39</b>

Source : Ministère du Budget

**Tableau 49 – Composantes de la masse monétaire (en millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
A) Monnaie fiduciaire	43.839	44.078	43.741	43667	-0,7%
B) Dépôts à vue en FDJ	147.084	156.566	156.993	155858	4,5%
<b>M1 = A+B</b>	<b>190.923</b>	<b>200.644</b>	<b>200.734</b>	<b>199525</b>	<b>3,50%</b>
C) Autres dépôts à vue FDJ	16.900	17.396	18.400	27505	4,50%
<b>M2 = M1+C</b>	<b>207.823</b>	<b>218.040</b>	<b>219.134</b>	<b>22703</b>	<b>3,6%</b>
D) Dépôts à terme en FDJ	37.065	39.772	44.365	64755	45,96%
E) Dépôts en devises	209.471	220.608	206.840	215628	4,2%
<b>M3 ou Masse monétaire</b>	<b>454.359</b>	<b>478.420</b>	<b>470.339</b>	<b>507413</b>	<b>7,9%</b>

Source : BCD

**Tableau 50 – Structure de la masse monétaire (en pourcentage)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
Monnaie fiduciaire	10	9	9	9	0%
Dépôts à vue en FDJ	32	33	33	31	-2%
<b>M1</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>39</b>	<b>-4%</b>
Autres dépôts à vue en FDJ	4	4	4	5	1%
<b>M2</b>	<b>46</b>	<b>46</b>	<b>47</b>	<b>45</b>	<b>-2%</b>
Dépôts à terme en FDJ	8	8	9	13	4%
Dépôts en devises	46	46	44	42	-2%
<b>M3</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0%</b>

Source : BCD

**Tableau 51 – Contreparties de la masse monétaire (en millions FDJ)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
A) Avoirs extérieurs nets	348.246	348.417	312.372	311063	-0,42%
B) Créances sur l'État	8.641	19.263	16.533	33579	103,10%
C) Crédits à l'économie	149.013	161.621	189.234	214815	13,52%
<b>Total des contreparties (A+B+C)</b>	<b>505.900</b>	<b>529.301</b>	<b>518.139</b>	<b>559457</b>	<b>7,97%</b>
Solde des autres postes nets	-51.541	-50.880	-47.799	-52206	9,22%

Source : BCD

**Tableau 52 – Structure des contreparties (en pourcentage)**

Composantes	2020	2021	2022	2023	Var. 2023/22
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>69</b>	<b>64</b>	<b>66</b>	<b>56</b>	<b>-15,76%</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>0,91%</b>
Créances sur l'Etat	2	4	4	6	50,05%
Crédits à l'économie	30	33	40	38	-4,01%
<b>Autres postes nets</b>	<b>-3</b>	<b>3</b>	<b>-10</b>	<b>-9</b>	<b>-6,68%</b>

Source : BCD

Tableau 53 – Évolution de la rémunération des dépôts, 2022-2023, Catégorie des intérêts créditeurs (en pourcentage)

Composantes	2022		2023	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
<b>1. Particuliers</b>				
Comptes sur livrets	0,04	1,5	0,04	1
Comptes à terme	0,04	1	0,04	2,75
Bons de caisse	0,03	2,5	0,03	2,75
<b>2. Entreprises</b>				
Comptes sur livrets	0	0,9	0	1
Comptes à terme	0,04	1,26	0,04	2,75
Bons de caisse	0,03	1,5	0,03	1,5

Source : BCD

Tableau 54 – Taux moyens des crédits (en pourcentage)

Composantes	2022		2023	
	Minima	Minima	Minima	Maxima
<b>1. Particuliers</b>				
Découverts	5,03	13	4,46	13
Personnels	3,5	12	3,5	11
Crédits immobiliers	5,72	8,5	5,73	8,5
<b>2. Entreprises/entrepreneurs privés</b>				
<b>Escompte</b>				
< 10 millions FDJ	5,5	6,2	5,5	6,2
<b>Découverts</b>				
< 10 millions FDJ	8,2	11	8,12	11
de 10 à 50 millions FDJ	1,7	11	1,9	11
de 50 à 200 millions FDJ	1,2	11	0,99	11
> 200 millions FDJ	1,4	11	0,87	11
<b>Autres crédits à court terme</b>				
< 10 millions FDJ	6,9	12	6,91	12
de 10 à 50 millions FDJ	7,3	12	7,33	12
de 50 à 200 millions FDJ	8	12	8	12
> 200 millions FDJ	6,5	12	5,25	12
<b>Moyen et long terme</b>				
< 10 millions FDJ	6,9	10,1	6,89	10,1
de 10 à 50 millions FDJ	6,4	8,5	6,44	8,5
de 50 à 200 millions FDJ	6,3	8	6,29	8
> 200 millions FDJ	5,5	8	5,49	8

Source : BCD

Table 55 – Balance des paiements de Djibouti, 2022-20223 (en millions FDJ)

	2022			2023		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
<b>Compte courant</b>	<b>105.8474</b>	<b>-938.332</b>	<b>120.142</b>	<b>109.8662</b>	<b>-972.852</b>	<b>125.810</b>
<b>Biens</b>	<b>817.676</b>	<b>-769.092</b>	<b>48.584</b>	<b>847.997</b>	<b>-796.524</b>	<b>51.474</b>
<b>Services</b>	<b>190.679</b>	<b>-136.585</b>	<b>54.093</b>	<b>196.393</b>	<b>-139.918</b>	<b>56.475</b>
Transports	108.660	-117.626	-8.966	111.589	-121.821	-10.233
Voyages	8.088	-4.882	3.206	8.494	-4.247	4.248
Services de communication	17.126	-3.429	13.697	18.436	-3.199	15.238
Services d'assurances	0	-4.524	-4.524	0	-4.705	-4.705
Autres services	13.893	-2.681	11.212	13.944	-3.509	10.435
Services des adm. Publiques	42.912	-3.442	39.470	43.930	-2.437	41.493
<b>Revenus</b>	<b>17.864</b>	<b>-29.415</b>	<b>-11.551</b>	<b>21.792</b>	<b>-33.246</b>	<b>-11.454</b>
Rémunérations des salariés	10.052	-352	9.692	10.413	-681	9.732
Revenus d'investissements	7.812	-29.063	-21.251	11379	-32565	-21186
Investissements directs	0	-20837	-20837	0	-22040	-22040
Investiss. De portefeuille	0	0	0	0	0	0
Autres	7812	-8226	-414	11379	-10525	854
<b>Transferts courants</b>	<b>32255</b>	<b>-3240</b>	<b>29016</b>	<b>32479</b>	<b>-3164</b>	<b>29315</b>
Secteur des adm. Publiques	26836	-12	26824	26974	-13	26961
Autres secteurs	5420	-3228	2192	5505	-3151	2354
<b>Compte de capital</b>	<b>4573</b>	<b>-291</b>	<b>4282</b>	<b>5838</b>	<b>-407</b>	<b>5431</b>
Adm. Publiques	4573	-291	4282	5838	-407	5431
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0
<b>Compte d'opérations financières</b>	<b>77565</b>	<b>9147</b>	<b>86711</b>	<b>46151</b>	<b>10767</b>	<b>56917</b>
Investissements directs	33238	0	33237	24349	0	24349
Investissements de portefeuilles	-2411	0	-2411	-2993	0	-2993
Autres investissements	47218	9147	56364	10700	10767	21467
Avoirs de réserves	-479	0	-479	14094	0	14094
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>0</b>	<b>-221.558</b>	<b>-221.558</b>	<b>0</b>	<b>-208.059</b>	<b>-208.059</b>
<b>Total</b>	<b>920.306</b>	<b>-920.306</b>	<b>0</b>	<b>1.138.076</b>	<b>-1.138.076</b>	<b>0</b>

Source : BCD

**Table 56 – Position extérieure globale de Djibouti 2023 (en millions FDJ)**

Composantes	Avoirs	Engagements	Position nette
<b>Investissements directs</b>	<b>0</b>	<b>-401.728</b>	<b>-401.728</b>
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>6.298</b>	<b>-3.558</b>	<b>2.740</b>
Titres autres qu'actions non-résidentes	6.298	0	6.298
Actions et autres participations	0	-3.558	-3.558
<b>Autres investissements</b>	<b>344.293</b>	<b>-547.688</b>	<b>-203.395</b>
Crédits commerciaux	0	0	0
Prêts	63.622	-443.291	-379.669
Autorités monétaires	0	7.521	-7.521
Administrations publiques	0	106.151	-106.151
Banques	63.622	0	63.622
Autres		329.619	-329.619
Monnaie fiduciaire et dépôts	280.671	-93.882	186.789
Autorités monétaires	0	-6.302	-6.302
Administrations publiques	0	0	0
Banques	280.671	-87.580	193.091
Autres	0	0	0
Autres Engagements	0	-10.515	-10.515
Autorité monétaire (allocation DTS)	0	-10.515	-10.515
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>103.097</b>	<b>0</b>	<b>103.097</b>
Or monétaire	0	0	0
Droits de tirages spéciaux	1.463	0	1.463
Position de réserve du F.M.I.	2.117	0	2.117
Devises	99.516	0	99.516
<b>Position nette</b>	<b>453.687</b>	<b>-952.974</b>	<b>-499.287</b>

Source : BCD

**Table 57 – Bilans résumés et comparés de la BCD, 2022-2023 (en millions FDJ)**

	2022	2023
<b>Actif</b>		
Créances sur l'Etranger	109.582	94.133
Créances sur les Banques	1.415	268
Créances sur l'Etat	14.741	89.425
Autres créances	330	384
Immobilisations	554	515
<b>Total de l'actif</b>	<b>126.622</b>	<b>184.725</b>
<b>Comptes Hors-bilan débit</b>	<b>2.729</b>	<b>2.729</b>
<b>Passif</b>		
Emissions (billets et pièces)	52.355	51.751
Engagements extérieurs	24.624	24.824
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	24	17
Comptes créditeurs de l'Etat	847	61.000
Comptes créditeurs des Banques	43.726	38.828
Autres Passifs	167	278
Capital, réserves et Résultat en instance d'approbation	4.877	8.023
<b>Total du passif</b>	<b>126.622</b>	<b>184.725</b>
<b>Comptes Hors-bilan crédit</b>	<b>2.729</b>	<b>2.729</b>

Source : BCD

**Table 58 – Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2022-2023 (en millions FDJ)**

	2022	2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Produits financiers	1.402	4.127
Bénéfice de change	304	189
Autres produits	34	35
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1.741</b>	<b>4.351</b>
Charges d'exploitation Dépenses d'administration	(-796)	(-852)
Frais financiers	(-46)	(-146)
Perte de change	-	-
Dotations aux amortissements	-74	-66
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(-916)</b>	<b>(1.064)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>825</b>	<b>3.287</b>
Résultat exceptionnel	6	13
Résultat sur exercices antérieurs	(-14)	(-0,5)
<b>Dotations aux provisions</b>		
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>(-204)</b>	<b>(-825)</b>
<b>Résultat après impôt</b>	<b>613</b>	<b>2.474</b>
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	280	825
Affectation Réserve légale		
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>333</b>	<b>1.649</b>

Source : BCD

## BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI (BCD)

### RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels au 31 décembre 2023 de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), comprenant le bilan, l'hors-bilan, le compte de résultat, ainsi que les notes annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale de Djibouti (BCD) au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, qui sont décrites dans les notes annexes.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »).

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités de l'Auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels* » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'Institution conformément au Code de déontologie des professionnels comptables publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA), et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations données dans les notes annexes aux états financiers annuels listées ci-après :

- La **note 3.1** relative au solde débiteur du compte unique du Trésor National dans les livres de la Banque Centrale contrairement aux dispositions des articles 21 et 22 de la Loi n°118/AN/11/6ème L du 22 janvier 2011 portant modifications des statuts de la Banque Centrale de Djibouti ;
- La **note 3.2** relative au prêt octroyé au Ministère du budget contrairement aux dispositions de l'article 22 de la Loi n°118/AN/11/6ème L du 22 janvier 2011 portant modifications des statuts de la Banque Centrale de Djibouti.



## **Responsabilités du Gouverneur, du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit de la Banque Centrale relatives aux états financiers annuels**

Les états financiers annuels sont établis par le Gouverneur de la Banque et approuvés par le Conseil d'Administration.

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti décrites dans les notes annexes, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe au Gouverneur de la Banque d'évaluer la capacité de la Banque Centrale à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il y a une intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à lui.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller, au travers du Comité d'Audit, le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque Centrale de Djibouti.

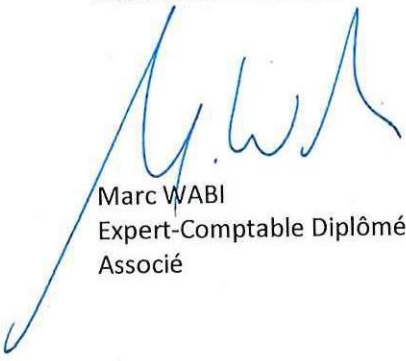
## **Responsabilités de l'Auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport de l'auditeur sur les états financiers annuels.

Abidjan, le 1<sup>er</sup> août 2024

**Deloitte Côte d'Ivoire**



Marc WABI  
Expert-Comptable Diplômé  
Associé

BP: 2118 - DJIBOUTI, RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI TEL: +253 21 35 27 51



**BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI**  
**البنك المركزي الجيبوتي**

---